

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin (*France*); Bedri Péyani, Kiamil Balla (*Albanie*); Dr. Max Uebel-hör (*Allemagne*); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyle, Frederick William Jowett (*Angleterre*); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (*Autriche*); Louis Piérard, Maurice Bourquin (*Belgique*); Vassil Kolaroff (*Bulgarie*); P. Istrati (*Roumanie*); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burkin prés., Lucien Guillaud secr., Léon Nicole, Alice Desceudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (*Suisse*); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (*Tchécoslovaquie*); Chéfik Husny (*Turquie*); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (*U. R. S. S.*).

W. Douchan A. Dretzoun



W. Douchan A. Dretzoun, ancien Chargé d'Affaires du Monténégro à Constantinople, est actuellement un des chefs de l'Emigration politique monténégrine. Réfugié au Caire, il a publié toute une série d'articles dans les journaux en langue française paraissant en Egypte, éclairant l'opinion publique sur les véritables causes de l'anéantissement du Monténégro, et relevant les atrocités exercées sur la population monténégrine par les armées serbes. Ces révélations inquiétèrent le gouvernement de Belgrade qui, par son ministre au Caire, entreprit des démarches auprès des autorités égyptiennes pour faire taire l'ancien diplomate monténégrin. Le ministre serbe,

par des faux rapports et des accusations mensongères présentées au gouvernement égyptien, réussit à faire condamner Dretzoun à un mois de prison et à faire prononcer son expulsion de l'Egypte, en août dernier. De passage à Vienne, Dretzoun, en réponse à notre Enquête, nous a exposé comme suit le problème monténégrin et la nécessité de la constitution d'une Fédération Balkanique pour la solution de la question monténégrine.

Le Monténégro qui fut le berceau de la dynastie des Nema-guitch, n'avait cessé de mener une existence politique individuelle même sous l'empire serbe de Douchan le Grand, qui avait réussi à englober dans un seul et unique Etat tous les territoires des Balkans peuplés par des Serbes.

A cette époque de la grandeur de la nation serbe, le Monténégro s'appelait la « Zetha », et ce n'est qu'après la défaite de Kossovo en 1389 et la conquête de la péninsule balkanique par les sultans ottomans, qu'il fut métaphoriquement dénommé par les Turcs « Kara-Dagh » ou « Montagne Noire », d'où son nom politique actuel que se choisirent ses habitants dans leurs luttes séculaires contre les usurpateurs asiatiques et qui, par la suite, lui fut consacré par l'histoire.

Bien que reculés dans leurs montagnes, dont chaque coin est imbibé de leur sang et de celui de leurs terribles adversaires, les Monténégrins et le Monténégro furent durant de longs siècles la seule source à laquelle nos frères infortunés des Balkans s'abreuyaient des espoirs de la résurrection, et le symbolique Lovtchen fut et resta pour les peuples balkaniques l'étincelle libératrice qui éclairait leur esprit et réchauffait leurs cœurs. Dans leurs luttes inégales contre le sanglant colosse asiatique, les Monténégrins ne combattirent jamais en conquérants imbus d'un chauvinisme national; tout au contraire ils étaient mus dans leurs héroïques élans par l'idéal sublime du droit et de la liberté des peuples, ces principes essentiels sur lesquels est fondée l'humanité.

Nos ancêtres ont lutté contre la tyrannie et le fanatisme islamique, ils en sont sortis vainqueurs, se couvrant d'une rare gloire. Nous leurs descendants, nous sommes forcés actuellement à combattre contre un gouvernement d'un peuple frère, né du sang versé par les héros monténégrins. Et notre lutte sera d'au-

EP-1550

tant plus âpre que nos oppresseurs sont secondés dans leurs efforts de domination par des puissants protecteurs élevés dans la vicissitude des faux principes du matérialisme et de l'impérialisme.

Mais nous sommes trop petits, trop faibles pour nous mesurer seuls avec des ennemis si redoutables. L'amour de la liberté nous apportera, avec la sympathie, l'aide aussi des autres peuples sur lesquels pèse le lourd joug des potentats de Belgrade, mais c'est encore trop peu pour pouvoir nous tirer des griffes sanglantes du matérialisme et l'impérialisme des puissances occidentales. C'est pourquoi mes amis et moi avons salué avec les plus grands transports de joie la naissance de l'idée d'une Fédération Balkanique comme le seul et unique moyen pour arriver à notre libération complète et à la réalisation du principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques. »

L'émigration monténégrine, avec son parti légal fédéraliste dans le pays, a tracé déjà ses voies dans ce sens, ayant choisi et adapté le régime républicain comme seul compatible avec l'idée de la Fédération Balkanique. Nous aimons donc à croire que tous les vrais amis de cette Fédération se mettront sur le même point de vue, car l'ennemi le plus redoutable qui s'oppose et s'opposera à notre sainte idée est le régime monarchique qui tue la liberté, l'égalité et la fraternité. Par là même, la tâche qui nous attend est des plus dure, car dans cette lutte que nous devons mener à outrance, nous verrons des république mues par le matérialisme défendre des têtes couronnées et celles-ci se mettre du côté de la soi-disant démocratie. Ce sont les mœurs de l'époque qui enveniment l'humanité et que nous devons combattre de toutes nos forces si nous voulons nous appartenir pour pouvoir librement et sans tutelle disposer de notre sort. Certes, cette lutte sera des plus âpre et les sentiers que nous aurons à franchir sont autant de précipices qui peuvent à chaque faux pas nous engloutir, mais plus le fruit est difficile à cueillir, plus aussi en est chère la possession.

Débarassons-nous donc des préjugés politiques, chassons toute idée du chauvinisme national qui nous a été si fatal et qui menace de nous ruiner complètement en nous imposant la tutelle étrangère. Epurons nos rangs en y faisant prévaloir les idées des éléments sincères et capables de se comprendre. Réunissons-nous en un bloc unique et inséparable qui puisse nous rendre invulnérables tout en multipliant nos forces. C'est alors seulement que nous serons sûrs de notre victoire. Et cette victoire ne peut manquer de nous conduire à la Fédération Balkanique, dont les belles perspectives ne pourront pas ne pas attirer les peuples voisins infestés par les microbes du maté-

lisme de l'Occident et minés par son non moins odieux impérialisme.

Vienne, le 10 décembre 1926

W. Douchan A. Dretzoun,
ancien Chargé d'Affaires du Monténégro à Constantinople

T. H. Wintringham

T. H. Wintringham était un simple soldat dans l'armée britannique en France, d'août 1916 à novembre 1918, lorsqu'il fut blessé alors qu'il faisait un service de porteur de dépêches à motocyclette. En 1922 il adhéra au parti communiste britannique. De 1923 à octobre 1925 il était le directeur-adjoint du Workers Weekly et comme tel il faisait partie des douze communistes accusés d'excitations à la révolte et à la mutinerie et condamnés l'année dernière.

Il a quitté la prison tout récemment, après avoir subi une peine de 6 mois pour avoir refusé d'obtempérer à l'ordre du juge qui voulait le forcer à quitter le parti communiste.

Le morcellement de la Macédoine est un crime et une menace continue pour la paix de l'Europe.

Aucune minorité ne vit en sécurité dans les pays balkaniques, excepté la minorité composée de spéculateurs, d'officiers, de gros propriétaires et de juristes qui détiennent le pouvoir dans toute la péninsule balkanique.

Pour mettre un terme à l'oppression des minorités ethniques et aux rivalités entre les Etats balkaniques il faut en premier lieu constituer une République Fédérale englobant toute la péninsule balkanique.

Mais nulle forme de Fédération Balkanique n'est possible tant que les gouvernements actuels sont au pouvoir, car chacun de ces gouvernements représente des parties de la population qui vivent d'oppression, d'exploitations et de rivalités.

Une République Fédérale ne peut être constituée que par la formation dans chaque pays balkanique de partis capables d'unir et de guider vers l'action la majorité des ouvriers et des paysans. De tels partis doivent former une alliance très étroite, agir à l'unisson comme des sections de la même organisation internationale, et établir un commun programme de mesures économiques et politiques en vue de mobiliser les ouvriers et les paysans contre les gouvernants actuels.

Je forme les meilleurs vœux pour le succès de la Fédération Balkanique.

T. H. Wintringham

La question agraire et paysanne en Roumanie

I.

Avant la guerre

La Roumanie était et est restée un pays agricole. La population de la Roumanie est rurale dans sa plus grande majorité. Tandis que les villes accusent un chiffre d'habitants de 3.085.363, celui des campagnes s'élève à 14.068.569. D'après les récents calculs de M. Alimanisteanu (publiés dans le *Viitorul* du 31 décembre), 2% des habitants des villes chefs-lieux, 5% des habitants des villes non chefs-lieux et 90% des habitants des communes rurales s'occupent de l'agriculture — ce qui signifie que du total de la population de la Roumanie de 17.153.932, les 12.744.960 sont agriculteurs. Comparée avec la Roumanie d'avant-guerre, la Roumanie d'aujourd'hui continue donc à être un pays agricole, malgré l'annexion de la Transylvanie et du Banat, qui sont plus industrialisés que l'Ancien Royaume. Mais entre la Roumanie d'hier et celle d'aujourd'hui se trouve ce que l'oligarchie intitule « la grande réforme agraire », qui, soi-disant « révolution pacifique », aurait changé de fond en comble la structure de la Roumanie. Cette affirmation est répandue par l'oligarchie, au moyen de ses agents, au delà des frontières aussi. « Jusqu'à la guerre, la Roumanie était un pays de grands propriétaires ; elle est devenue aujourd'hui un pays de paysans. Les latifundia ont été supprimées ; la grande propriété a été divisée. Le cri des paysans : « nous voulons des terres » qui retentissait dans tout le pays, s'est tu : le désir des paysans a été exaucé. » C'est en ces termes roses que le consul général roumain Rommenhoeller peint les « changements fondamentaux » apportés par la « réforme agraire » en Roumanie, dans son livre récemment paru avec des prétentions scientifiques mais des dessous de réclame de foire (*La Grande Roumanie*, 634 pages, chez Martinus Nijhoff, Haga, 1926). M. le consul est, comme on le voit, enchanté. Mais en réalité il ne fait que transcrire ce que l'oligarchie roumaine bancaire-financière-féodale répète à toute occasion sans que plus personne y prête la moindre foi. D'après l'oligarchie roumaine — et d'après son consul-général — la grande propriété aurait disparu en Roumanie et les paysans seraient satisfaits et heureux, ayant reçu des terres. M. Rommenhoeller ajoute encore que « la constitution de la propriété foncière féodale a été supprimée ». M. Rommen-

hoeller s'exprime ici quelque peu obscurément. Il semble comprendre par « constitution » de la propriété féodale la propriété latifundiaire pure et simple. Des rapports agraires féodaux, ou plus exactement semi-féodaux ou néo-féodaux, de ces rapports agraires que le grand sociologue et économiste roumain feu C. Dobrogeanu-Gherea a englobés dans la désignation de *néo-servage*, de ces rapports, M. Rommenhoeller ne dit pas clairement s'ils ont été aussi supprimés. Nous essaierons de donner sur ces trois questions — « disparition » de la grande propriété, « disparition » de la faim de terre des paysans, « suppression » du néo-servage — quelques éclaircissements.

*

La Roumanie d'avant-guerre, entre le Danube, le Pruth et les Carpathes, avait une superficie de 13.790.300 hectares. Les terres de culture étaient de 7.826.796 hectares. Ceci d'après les calculs basés sur les déclarations des latifundiaires eux-mêmes, qui bien entendu avaient intérêt à présenter moindres les latifundia qu'ils déclaraient, et qui pouvaient falsifier la réalité, étant donné qu'en Roumanie il n'existait pas, et n'existe toujours pas, un cadastre en règle. Une autre calculation, refaite par l'ancien député Boris Stéfanoff, aujourd'hui emprisonné, indique pour les terres de culture une superficie de 8.042.272 hectares.

Comment se répartissait la superficie des terres de culture entre les diverses catégories de propriétaires ? Voici le tableau :

2071 latifundiaires, propriétaires de plus de 500 hectares, possédaient . . .	2.993.976 ha ou 38'26%
3314 propriétaires de 100 à 500 hectares possédaient . . .	816.385 „ „ 10'43%
les propriétaires entre 10 et 100 hectares possédaient . . .	862.800 „ „ 11'02%
tandis que le reste écrasant de la population rurale possédant quelques terres, 920.939 paysans, se partageaient ce qui restait, soit . . .	3.153.645 „ „ 40'29%

En d'autres mots, si nous prenons d'une part les propriétaires de plus de 100 hectares, et d'autres part ceux de moins de 10 ha, nous voyons que 0'64% des propriétaires (les grands propriétaires) possédaient les 48'69% des terres de culture, tandis que plus des 95% (les paysans) n'en possédaient que les 40'29%.

Dans les autres territoires, annexés après la guerre, la situation n'était pas de beaucoup différente. Le rapport entre la grande propriété et la propriété naine paysanne était à peu près la même. Seule la propriété moyenne était un peu plus étendue. En Transylvanie, 65% des propriétaires (les grands propriétaires) possédaient, en propriétés de plus de 100 ha, les 346% de la terre de culture : 108% (les propriétaires moyens — de 10 à 100 ha) en possédaient les 299% ; tandis que les 887%, les paysans, ne possédaient que les 356% de la terre de culture. En Bessarabie, la répartition des propriétés des terres de culture était la suivante : 07% des propriétaires (les grands propriétaires) possédaient les 45% des terres ; 243% (les propriétaires moyens — de 10 à 100 ha) en possédaient les 30% ; tandis que les 744%, les paysans, ne possédaient que les 25% des terres. En Boukovie, 04% des propriétaires (les grands propriétaires) possédaient les 60% des terres de culture : 332% (les propriétaires moyens) en possédaient les 146% ; et les 963%, les paysans, ne possédaient que les 253% des terres de culture.

Il faut encore ajouter que le poing des grands propriétaires s'était abattu sur la presque totalité des forêts (6.847.000 ha ou 233% de la superficie totale de la Roumanie), sur les pâturages (2.921.000 ha ou 99%) et sur les prairies (1.854.000 ha ou 63%), ce qui fait à peu près les 40% de la superficie totale du pays. En ajoutant ces forêts, pâturages et prairies que les grands propriétaires possédaient à leurs terres de culture, on voit que la grande propriété détenait plus des 60% de la superficie du pays, tandis que les petits paysans n'en possédaient pas les 20%. Le reste, c'était les eaux, dont la plupart des pêcheries appartenaient d'ailleurs aussi aux grands propriétaires, les vignobles, les voies (dont une partie appartenaient aussi aux grands propriétaires), les bâtisses, etc.

La propriété paysanne, indiquée dans les statistiques comme étant de jusqu'à 10 hectares, était, en réalité, naine. Le nombre des paysans possédant plus de 5 ha était très réduit. Ceux qui ne possédaient que 2, 1 et même 1/2 ha faisaient le grand nombre. Des 920.939 propriétés de jusqu'à 10 ha, 67% avaient moins de 1/2 ha, 88% entre 1/2 et 1 ha, 304% entre 1 et 3 ha, et 349% entre 3 et 5 ha, soit : 808% moins de 5 ha et seulement 192% entre 5 et 10 ha. Par contre, la grande propriété était latifundiaire. Bien peu nombreux étaient ceux des boyards qui connaissaient exactement la superficie de leurs terres. Non rares étaient ceux des boyards qui n'avaient jamais vu leurs terres, ne les connaissant que de nom, et qui en parlaient comme de possessions en Afrique ou aux Indes. La famille des Cantacouzenes possédait, dit-on, rien que dans le département de Jalomitsa (sur le Danube) près de 100.000 hectares. Dans tout le royaume, il y avait 771 propriétés de 1000 à 3000 hectares, 112 de 3000 à 5000, et 66 de plus de 5000, soit environ 1000 propriétés de plus de 1000 ha. Beaucoup de boyards, fainéants, incapables à administrer leurs propres biens, donnaient leurs domaines en fermage très souvent à des étrangers, qui venaient s'y enrichir au plus vite, dans le plus bref délai possible. Le patriotisme tant prôné des boyards apparaît ici encore une fois sous son vrai jour. Ainsi, les frères Fischer, juifs autrichiens, avaient concentré avant 1907 entre leurs mains 159.399 hectares de terres arables prises en fermage en Moldavie, et 98.439 ha de forêts — soit en tout plus d'un quart de million de hectares. En Munténie, c'était des fermiers géants, la plupart d'origine grecque, qui constituaient la contre-partie des frères Fischer.

L'économie agraire, les conditions dans lesquelles les boyards et leurs fermiers géants travaillaient ces énormes domaines constituaient un monstre dévorant à deux têtes : féodale et capitaliste, un mélange de tout ce que le féodalisme et le capitalisme primitif avait de plus féroce et de plus infernal. Dans la féodalité le paysan avait certains droits sur la terre, le boyard n'en était pas le propriétaire absolu : il était obligé de laisser de la terre au paysan. Après l'« émancipation » des paysans, en 1864, le domaine fut déclaré propriété absolue du boyard, le paysan n'avait plus aucun droit à la terre. Dans le capitalisme, le propriétaire dispose librement de sa propriété. Mais le paysan petit-propriétaire ne jouissait pas de ce droit. Les lopins de terre que l'« émancipation » lui avait apportés étaient déclarés inaliénables, il ne pouvait pas les vendre ou changer de village, il était lié au village, c'est-à-dire qu'il était lié au grand propriétaire. Car, le paysan roumain, non libre comme « propriétaire », n'était pas libre non plus comme travailleur : il ne pouvait pas vendre sa terre, insuffisante pour le faire vivre, et aller ailleurs travailler, il était forcé à rester là où il était et à y louer ses bras au seul employeur possible de la région : le boyard ou son fermier, qui lui imposait alors des conditions plus que coloniales.

Les boyards et les fermiers cultivaient leurs domaines non seulement avec le travail, mais aussi avec l'inventaire des paysans. D'un total de 516.443 charrues, les 41.723 seulement appartenaient aux grands propriétaires, tandis que les 474.720 appartenaient aux paysans. Du nombre total des chevaux, les grands propriétaires possédaient les 48%, et les paysans 848% ; de celui des bêtes à cornes et bêtes de somme, les premiers possédaient les 78% et les derniers les 87%. Le bétail appartenait

ainsi aux paysans, les pâturages aux boyards, et les paysans étaient livrés à la merci du bon plaisir des boyards.

Le grand propriétaire permettait au paysan d'utiliser une certaine étendue de terre, et celui-ci devait en échange travailler une certaine autre étendue du domaine du boyard, du labourage avec sa propre charrue et ses propres bœufs jusqu'à la récolte et son transport au magasin ou à la gare, toujours bien entendu par ses propres chariots et ses propres bœufs. Un autre système consistait à permettre au paysan d'utiliser une certaine étendue de terre, et celui-ci devait en échange céder au boyard la moitié ou les deux-tiers de la récolte, charriée et chargée d'après les indications du boyard. Le paysan était obligé de terminer d'abord les travaux respectifs du grand domaine, et ce n'est que dans le temps qui lui restait qu'il pouvait s'occuper de sa propre parcelle de terre ou de celle qui lui était cédée en fermage. Ce qui faisait que la terre du paysan restait non labourée ou que sa récolte se détruisait. Une statistique de 1906 pour la Munténie montre que les 301% des paysans n'avaient eu que 47 jours de libres pour vaquer aux travaux de « leurs terres », 25% n'avaient eu que 42 jours, et 85% 27 jours en tout.

En dehors du travail que le paysan devait fournir pour la terre reçue sur le domaine du boyard, il devait aussi s'occuper des pâturages de celui-ci. De nombreuses corvées étaient aussi prévues, ainsi que des redevances en nature que le paysan devait fournir au grand propriétaire. La plupart des contrats étaient conclus en hiver, c'est-à-dire lorsque le paysan et sa famille étaient rongés par la faim. Et c'est ainsi que le prix du travail était calculé à raison de 30 à 40 centimes par jour et que le paysan s'endettait toujours à l'avance vis-à-vis du boyard d'un travail de deux à trois ans. (La Grande Roumanie, page 168.) S'il essayait de s'échapper de cet esclavage en abandonnant famille, maison, bétail charrue, terre, et en s'enfuyant ailleurs, il était arrêté, en vertu d'une loi de 1872, ramené au village et obligé à fournir le travail. Il ne pouvait pas s'acquitter de son travail, pour lequel il s'était « engagé », en payant en échange une certaine somme d'argent. L'article 2 de cette loi de bagnard interdisait au paysan de quitter son village et de s'engager ailleurs, si le grand propriétaire de la région avait besoin de ses bras. Et cette loi portait le nom de « loi pour la protection du travail ».

Ce régime agraire monstrueux, ce mélange de ce que le féodalisme et le capitalisme ont de plus cruel et de plus odieux, ce néo-servage, a-t-il disparu par la « grande réforme agraire » d'après la guerre ? C'est ce que nous allons examiner dans l'article prochain.

I. Mateescu

Les voyages à Rome des Baronnets, Comtes et Beys, et les peuples balkaniques

Nous assistons ces derniers temps à un pèlerinage en Italie de différentes personnalités titrées : de Sir Austen Chamberlain et Mr. Churchill, les dirigeants de la politique de la Grande Bretagne ; du général Averesco ; on annonce la visite prochaine à Rome du comte Bethlen et celle d'Ahmed bey Zogou, le président de la soi-disante République Albanaise.

Sir Austen Chamberlain avait déclaré en son temps que l'entrevue de Livorno n'avait eu qu'un caractère privé : fatigué par ses nombreuses occupations, il avait entrepris un voyage de repos dans la Méditerranée et, profitant de l'occasion, il avait visité son ami Mussolini. Mais la vérité était naturellement toute autre. D'ailleurs, la vérité en ce qui concerne de telles déclarations est toujours opposée aux phrases prononcées : lorsque l'on dit « paix », on n'a en vue que la guerre, et lorsque l'on parle de « civiliser », on ne pense qu'à des massacres. Aussi nous sommes-nous bien doutés des intentions réelles de Sir Austen Chamberlain, et nos appréhensions se sont montrées être des réalités. Après les faits, après la révélation de la perte de l'indépendance albanaise, il est clair pour tout le monde que l'entrevue Chamberlain-Mussolini n'avait pour but que de faire avoir les mains libres au chef du fascisme italien et mondial dans les Balkans et ailleurs.

Actuellement les Etats balkaniques — sauf, pour le moment, la Yougoslavie — se trouvent sous la direction effective de Rome, et le travail de leurs gouvernements est dans ses lignes générales subordonné aux instructions reçues de Rome. Nous ne parlons pas ici de l'Albanie, qui se trouve déjà sous le protectorat italien et est par conséquent dirigée politiquement et économiquement par Rome — mais les gouvernements de la Grèce, de la Bulgarie et de la Roumanie se trouvent sous la domination de la coalition Londres-Rome, dans quelques jours la Hongrie va adhérer à cette combinaison politique, et seule la Yougoslavie restera en dehors d'elle, avec une politique plus ou moins indépendante et une orientation autre que celle des Etats précités. Mais nous pensons qu'elle non plus ne résistera pas longtemps, et, d'une part sous la pression dudit bloc, et d'autre part attirée

elle aussi par les perspectives de concessions avantageuses, elle cédera à l'influence du fascisme italien pour se joindre aux autres « pour le maintien de la paix et de la civilisation ».

Ces grandes combinaisons politiques ne sont cependant pas de nature à nous effrayer, nous les partisans du front uni révolutionnaire balkanique. Nous sommes déjà habitués à entendre des grandes paroles, et nous savons bien que toutes ces combinaisons, faites par les gouvernements actuels qui ne représentent qu'une oligarchie de classes dominantes, ne sont pas naturelles. Nous savons qu'il n'y a aucune coïncidence d'intérêts entre les gouvernements de la Hongrie et de la Roumanie, de la Roumanie et de la Bulgarie, de la Bulgarie et de la Grèce, et enfin entre les gouvernements balkaniques et le gouvernement italien. Ce grand château de cartes ne peut pas nous effrayer et nous pouvons d'ores et déjà en prédire le sort sans risquer de nous tromper : ce sort sera le même que celui de feu la « Petite Entente ». Tout comme cette « Petite Entente » qui n'existe plus, ce bloc plus multicolore n'existe non plus que sur le papier, et dans les cœurs effrayés des Lords.

Nous devons cependant dire aux peuples balkaniques la portée de ces vas-et- viens des dirigeants anglais qui n'aiment d'ordinaire pas beaucoup se déranger de leur repos, relever des vérités, prévenir des effusions de sang — balkanique ou autre, et tout cela pour le compte de Mussolini.

Chamberlain est tombé d'accord avec Mussolini sur des questions politiques balkaniques et internationales. En laissant au dictateur italien les mains libres dans les Balkans, en aidant l'Italie à mettre pied ferme dans les Balkans, en employant son influence traditionnelle sur les gouvernements balkaniques en faveur des visées italiennes, l'Angleterre s'est assuré le concours du fascisme pour sa politique internationale, notamment pour sa lutte contre les Etats révolutionnaires existants et contre ceux qui pourraient se créer dans un avenir plus ou moins rapproché.

Ce n'est un secret pour personne que les guerres de l'Angleterre ont toujours été faites par des mercenaires. Par application de son système traditionnel — qui n'a cependant plus les mêmes effets que jadis — Albion achète des tyrans susceptibles de rassembler des troupes de mercenaires assez fortes pour opposer une résistance aux efforts naturels des peuples tendant à vivre libres dans leurs foyers. Et elle pense aujourd'hui les avoir bien trouvés en Mussolini, chef du fascisme, force et idéologie, et en ces petits tyrans : comte Bethlen, Ahmed bey, et consorts.

Et après que Chamberlain et Mussolini sont tombés d'accord sur les principes politiques, le Chancelier de l'Echiquier, Mr. Churchill, accourt à Rome pour discuter la somme en livres sterling qui vaudrait cette collaboration « pour la paix et la civilisation ».

Mr. Churchill, avant d'arriver à Rome, a visité Athènes. Le peuple grec a accueilli avec méfiance cette visite. Les réfugiés d'Asie-Mineure, qui, toujours sans abri, errent dans les rues d'Athènes et de toutes les autres villes, ont de bien amères expériences des efforts des Lords pour la civilisation ; et, ensemble avec les réfugiés, le peuple grec en entier. Et cette triste expérience du peuple grec est encore trop fraîche.

Aussi, le peuple grec, les peuples balkaniques, ne veulent pas verser leur sang pour les visées impérialistes des Lords, pour la grandeur de l'Empire Britannique existant, pour celle de l'Empire Romain que l'on voudrait créer. D'ailleurs, les peuples balkaniques, nourris de maïs, n'ont plus assez de sang à verser encore.

En présence de ces préparatifs pour de nouvelles aventures, pour de nouvelles effusions de sang, nous les peuples balkaniques opposerons au bloc artificiel des gouvernements balkaniques le front uni et naturel des peuples balkaniques, ce front grandiose qui doit mener à la Fédération des peuples libres des Balkans.

A. Devolli

Les Nationalistes Albanais protestent contre le Pacte de Tirana

(Protestation envoyée à la S. d. N., à la Conférence des Ambassadeurs, à tous les Ministères des Affaires Etrangères des Puissances et des Etats balkaniques.)

Excellence,

Comme le peuple albanais est obligé de se taire, sous le régime actuel, et même d'approuver des actes désastreux, les sous-signés, qui représentent les véritables sentiments de l'Albanie ainsi que ceux de tous les nombreux réfugiés constituant l'élite de la nation, ont l'honneur de Vous soumettre les considérations suivantes que leur a suggérées le traité conclu dernièrement entre l'Italie et Ahmed Zogou.

Par ce traité, appelé de sécurité et d'amitié, la situation politique et internationale de l'Albanie, établie à Londres en 1913

et ratifiée ensuite par la Conférence de la Paix, à Paris, se trouve modifiée en faveur de l'Italie et au préjudice de l'indépendance et de la neutralité albanaise.

En s'octroyant le droit de protéger le régime du tyran A. Zogou et sa situation personnelle usurpée, en empêchant l'Albanie de conclure des accords politiques ou militaires avec d'autres peuples, l'Italie, loin de garantir la complète indépendance de l'Etat albanais s'ingère dans ses affaires intérieures et extérieures. En un mot, l'Albanie se trouve sous le protectorat de l'Italie.

Nous croyons que c'est un devoir impérieux pour nous, Excellence, d'attirer Votre bienveillante attention sur cette profonde modification du statut politique albanais. Nous la jugeons pleine de menaces et de dangers pour le bien-être et la prospérité du peuple albanais. Qui plus est, l'atteinte portée à la neutralité de l'Albanie peut entraîner de grands inconvénients et menacer la paix balkanique.

C'est pourquoi nous protestons hautement contre ce traité italo-albanais. Nous attirons l'attention des Grandes Puissances, de la Société des Nations, de la Conférence des Ambassadeurs et des Etats balkaniques. Nous dénonçons ce traité à l'opinion du monde civilisé comme susceptible de provoquer des malheurs qu'il est dans l'intérêt de tous de conjurer.

Dans l'espoir que notre appel sera entendu, nous Vous prions, Excellence, d'agréer nos respectueux hommages.

Dr M. Tourtoui, ancien membre de la Régence
Dr O. Nishani, directeur de la *Liria Kombëtare*

A. Zogou et le pacte italo-albanais

La « *Liria Kombëtare* » publie en éditorial sur le pacte italo-albanais et les agissements d'Ahmed Zogou un commentaire dont nous reproduisons les passages suivants :

« Par ce traité, l'Italie et l'Albanie s'engagent à se prêter mutuelle assistance dans le cas où leur intégrité territoriale ou leur indépendance serait menacée. Mais comme l'Italie n'a nullement besoin de l'aide albanaise, il est bien évident que ce pacte vise à garantir l'Albanie par l'Italie.

Les déclarations de M. Mussolini sur la nécessité, pour l'Italie, d'acquiescer de nouveaux territoires pour y caser le superflu de sa population et les récentes concessions et privilèges économiques acquis en Albanie ont ouvert les yeux du peuple albanais. Si donc A. Zogou s'est adressé à l'Italie et en a obtenu un pacte de garantie, c'est surtout parce que ce pacte lui garantit, à lui, son maintien au pouvoir.

M. Mussolini a su profiter des occasions qui lui étaient offertes de mettre à exécution ses plans d'extension en Albanie. Le lendemain de son arrivée à Tirana, fin décembre 1924, après le coup d'Etat préparé et soutenu par l'étranger, A. Zogou s'est trouvé devant des délégués italiens qui lui ont demandé des prérogatives et concessions économiques écrasantes pour l'Albanie. Zogou, dont la situation n'était pas très solide et qui risquait de perdre le pouvoir si l'Italie ne reconnaissait pas le fait accompli, n'eut garde de repousser les exigences italiennes. C'était le premier pas.

Et, récemment, au cours de la révolution, la position de Zogou courant de sérieux risques, M. Mussolini profita à nouveau de l'état d'esprit de Zogou et lui fit signer le pacte qui donne à l'Italie le droit d'intervenir dans les affaires intérieures et extérieures de l'Albanie. M. Mussolini a manœuvré adroitement, en conformité de son plan d'expansion.

Le Premier italien attire dans son orbite un Etat balkanique, alors que le Premier albanais s'attire l'hostilité de tous les Etats balkaniques dont les intérêts sont lésés par ce pacte. Devant la clause, en effet, que l'Albanie ne peut pas « conclure avec les autres puissances des accords politiques et militaires pouvant porter préjudice aux intérêts de l'autre partie », il est évident que la neutralité albanaise n'existe plus pour les autres Etats balkaniques.

M. Mussolini a agi selon son programme. Mais ce qui est incompréhensible, c'est de voir quelques Balkaniques agir à l'encontre de leurs véritables intérêts. La situation anormale et inquiétante actuelle est due, en grande partie, à leurs malheureux et maladroits agissements.

Si cela continue, on peut prévoir que la petite Albanie, sous le gouvernement du tyran qui a supprimé et exilé un grand nombre de patriotes de valeur et qui terrorise le peuple, glissera insensiblement et finira par perdre son indépendance politique comme elle vient de perdre, par la sollicitude italienne, son indépendance économique.

Mais la perspicacité de M. Mussolini, que loue A. Zogou, sera en défaut s'il croit qu'il pourra faire pénétrer en Albanie la « civilisation italienne » en soutenant celui qui, sauf par ses mercenaires seulement, est détesté par tout un peuple et dont la valeur morale n'est que trop connue dans les Balkans. »

Le mouvement dobroudjanais

Le mouvement révolutionnaire, l'O. R. I. D. et le protoguérovisme en elle

Vers la fin de décembre 1918, les troupes bulgares étaient obligées de quitter la Dobroudja. Elles furent remplacées par les armées d'occupation anglaise et française qui avaient pour but de faciliter la réoccupation de la Dobroudja par la Roumanie. Le gouvernement bulgare donna alors à ses organes administratifs en Dobroudja l'ordre d'exercer une résistance contre l'établissement du pouvoir roumain. La population dobroudjanaise, par des manifestations, exprima une vive protestation contre la nouvelle subjugation de la Dobroudja. Les premiers résultats de cette protestation furent des persécutions de la part du nouveau pouvoir, persécutions qui forcèrent des milliers et des milliers de Dobroudjanais à émigrer en Bulgarie. Ce furent ces émigrés qui commencèrent la première activité révolutionnaire en Dobroudja.

Le nationalisme bulgare alors en faillite (en 1919) fit tout son possible pour mettre au service de ses buts égoïstes ces débuts de l'activité révolutionnaire en Dobroudja. Il commença par préparer ses positions auprès de l'aéropage de Neuilly, en soutenant le mouvement révolutionnaire dobroudjanais. La première période du mouvement révolutionnaire dobroudjanais se trouvait sous l'influence directe de la politique de revanche de la bourgeoisie bulgare. Les militants de ce mouvement de revanche, d'origines douteuses, étaient des profiteurs de guerre et des carriéristes. L'idée de la lutte révolutionnaire mûrie dans les masses dobroudjanaises ne put trouver ses véritables interprètes. « L'activité révolutionnaire » de cette période consistait en une activité de banditisme, de pillages et de provocations, et les gouvernements bulgare et roumain en profitèrent largement. Cette « activité » produisit une complète confusion et désorganisa les luttes de libération de la population dobroudjanaise. Le rachéovisme fut une des pages les plus obscures dans les annales de cette époque. Une des figures centrales du mouvement révolutionnaire d'alors, Alexandre Rachéov, détourna de nombreuses sommes de l'organisation, prit la fuite et se rendit au pouvoir roumain à la disposition duquel il mit les archives entières de l'organisation. Les suites en furent catastrophales pour le mouvement. Plus de 300 paysans dobroudjanais furent arrêtés : un grand nombre d'entre eux furent condamnés à plusieurs années de prisons, et beaucoup furent massacrés lors de l'instruction même. En récompense de cette félonie, Al. Rachéov fut nommé agent de la Siguranza à Dobritch, fonction qu'il occupa toujours encore. Ce traître criminel a l'impudence de publier un journal provocateur « La Poste », avec pour but de saper la lutte de libération des Dobroudjanais.

Quelques militants loyaux firent en 1920 et 1921 l'essai de canaliser le mouvement dans une voie révolutionnaire indépendante, mais ils ne purent trouver la forme nécessaire d'organisation et leur essai échoua.

L'idée de la fondation d'une véritable organisation révolutionnaire ne cessa cependant pas de constituer la principale préoccupation des membres honnêtes et dévoués du mouvement dobroudjanais, et, vers la fin de l'année 1923, ils constituèrent l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise (O. R. I. D.). Mais la création de l'O. R. I. D. coïncida avec l'époque de la restauration de la bourgeoisie bulgare (après le 9 juin), qui, à l'aide de la Ligue militaire, entreprit bientôt son offensive contre les organisations populaires. La Ligue Militaire réussit à introduire dans la direction de l'O. R. I. D. deux représentants : le député zgovoriste Nicola Kiamileff, lieutenant-colonel de réserve de cavalerie, et l'avocat de Roussé Ivan Hadji Ivanoff, capitaine de réserve ; et elle fit tout son possible pour s'assurer le mouvement dobroudjanais en entier, dans le but de le placer au service de la politique intérieure et extérieure de la bourgeoisie bulgare.

Malgré la participation de la Ligue Militaire dans sa direction, l'O. R. I. D. réussit, dès sa fondation, à unir tous les éléments honnêtes et loyaux du mouvement dobroudjanais. L'O. R. I. D. fut l'expression des aspirations des masses dobroudjanaises en Dobroudja et en Bulgarie chez lesquelles l'idée de la libération de la Dobroudja par la voie révolutionnaire était déjà mûre. L'O. R. I. D. brisa ses liens avec le passé honteux du mouvement dobroudjanais et, dès les premiers jours même de son existence, elle porta un coup mortel au banditisme qui se développait en Dobroudja et qui servait d'agents provocateurs aux facteurs louches de l'impérialisme, et déploya tous ses efforts pour la création d'une vaste et réelle organisation révolutionnaire. Elle entreprit les premiers pas pour l'élaboration des statuts et du programme du mouvement. Voici les points les plus caractéristiques de son programme :

1^o L'O. R. I. D. a comme but final la libération politique de la Dobroudja par tous les moyens révolutionnaires et politiques possibles.

2^o La désignation de la forme de gouvernement est un droit exclusif du peuple dobroudjanais qui se prononcera par

l'intermédiaire de ses représentants à la première Assemblée Constituante populaire, après l'obtention de sa liberté.

3^o L'O. R. I. D. luttera pour un rapprochement avec tous les opprimés de n'importe quel pays et Etats, pour une action commune et générale.

L'O. R. I. D. fut accueillie avec une grande sympathie par les masses dobroudjanaises opprimées, et un grand nombre de comités révolutionnaires se formèrent bientôt dans toute la Dobroudja. Les groupes armés de l'O. R. I. D. parcouraient sans cesse tout le pays, répandaient partout l'idée d'une lutte révolutionnaire indépendante, enflammaient la foi et l'esprit de la population dobroudjanaise. Et, en un très court laps de temps, ils réussirent à détruire les bandes de brigands dont le gouvernement roumain profitait pour tenir en permanence la Dobroudja sous la rigueur d'un régime d'exception. Le plan de l'oligarchie roumaine de la colonisation de la Dobroudja en 1923 et 1924 avorta complètement, grâce à l'activité révolutionnaire régulière de l'O. R. I. D. Alors, l'O. R. I. D. entama des pourparlers avec des organisations sœurs pour la réalisation d'une action commune et d'un front unique de toutes les nationalités opprimées dans les Balkans. Sous la poussée de l'esprit révolutionnaire des masses dobroudjanaises et de l'émigration en Bulgarie, la direction de l'O. R. I. D., malgré la pression de la Ligue Militaire, essaya de chercher des liens avec et le soutien de la puissante République des travailleurs et des paysans russes, qui était déjà devenue le centre attractif des aspirations et des luttes de libération des peuples opprimés du monde entier. A cet effet, le membre du Comité Central Varban Petroff, muni d'un pouvoir officiel et d'une lettre motivée de l'O. R. I. D., fut délégué auprès de la Russie Soviétique. Ce moment important du développement de l'O. R. I. D. coïncida avec l'orientation vers la Russie des Soviets de l'O. R. I. M. qui avait signé alors le remarquable Manifeste de mai 1924. Des pourparlers furent entamés entre les deux organisations et la question de la représentation mutuelle et de la coordination des activités des deux organisations révolutionnaires fut favorablement résolue.

Malgré la prépondérance dans ses organes dirigeants des agents du fascisme bulgare, l'O. R. I. D. maintenait son activité sous l'influence intégrale de la gauche. Ayant à sa tête les révolutionnaires dobroudjanais pleins d'abnégation V. Petroff et Dotcho Mikhaïloff, la gauche imprégnait de ses idées l'activité entière de l'O. R. I. D. et tenait en ses mains toute l'action d'organisation en Dobroudja. Telle était la première période du développement de l'O. R. I. D., période dans laquelle elle enregistra un actif révolutionnaire dû notamment à la vive participation de la gauche — de ces militants qui élevèrent haut le drapeau de la lutte révolutionnaire.

Cette influence croissante de la gauche sur le mouvement révolutionnaire effraya les agents du fascisme bulgare, qui mirent en exécution leurs plans criminels aboutissant aux arrestations de mars 1925. La réaction du 9 juin qui d'abord observa une attitude bienveillante vis-à-vis de l'O. R. I. D. et lui prêta son aide en s'appuyant sur la participation de ses agents Nic. Kiamileff et Ivan Hadji Ivanoff dans la direction de l'Organisation, constatant que le mouvement glissait des mains de ces derniers déploya tous ses efforts pour transplanter le protoguérovisme dans l'O. R. I. D. Ce dernier fit sa première apparition dans l'O. R. I. D. en automne 1924, par la convocation d'une conférence secrète à Balbounar par l'intermédiaire de Nik. Kiamileff et Ivan Hadji Ivanoff, où l'on examina le plan de massacrer les leaders en vue de la gauche. Le voyvode Stefan Bozdouganoff, membre du Comité Central, fut chargé de l'exécution du plan élaboré. Pour supprimer Dotcho Mikhaïloff, il fut décidé de mettre en scène une fusillade à l'entrée des tchètas en Dobroudja, et au cours de cette fusillade, de tuer Dotcho Mikhaïloff. Ce fait est très qualificatif pour le protoguérovisme dans l'O. R. I. D. : il n'a pas eu le courage de porter des coups francs sur la gauche, et même un de ces exécuteurs, St. Bozdouganoff, se présenta lui-même devant la gauche et dévoila tout ce plan machiavélique.

Les Kiamileff n'en restèrent cependant pas là. Ils profitèrent d'une manière criminelle de la délégation de Varban Petroff auprès de la Russie des Soviets et s'efforcèrent de présenter cette démarche comme un acte personnel de la gauche équivalant à une trahison, et entreprirent, à l'aide du pouvoir, des emprisonnements en masse au mois de mars. V. Petroff, Dotcho Mikhaïloff et les autres militants de la gauche furent arrêtés et condamnés en vertu de la loi pour la Défense de l'Etat.

Après ce coup porté à la gauche, les agents du fascisme bulgare et les représentants de la Ligue Militaire dans l'O. R. I. D. s'assurèrent toute la maîtrise du mouvement. Ceci fut le début de la deuxième période du développement de l'O. R. I. D., qui accuse un grand nombre de crimes et de trahisons envers la

cause dobroudjanaise. Cette période est caractéristique par la cessation de toute activité révolutionnaire en Dobroudja et par la mise des tchétsas dobroudjanais au service de la politique intérieure réactionnaire du gouvernement bulgare.

Sous prétexte de poursuivre des « bandes de brigands » et de « sauver la patrie en danger », la droite fasciste, maîtresse absolue de la direction de l'O. R. I. D., transforma les tchétsas révolutionnaires dobroudjanais en ces fameuses contre-tchétsas du général Rousseff qui commencèrent à lutter contre les travailleurs et paysans bulgares. De leur « activité » dans les départements de Varna, de Choumen et de Roussé, ces contre-tchétsas laissèrent des souvenirs ineffaçables de cruautés et de barbaries parmi la population de la frontière se composant dans sa majorité d'émigrants de Dobroudja. Voici une minime partie des actions « révolutionnaires » de l'O. R. I. D. d'alors, dirigées par les membres du Comité Central Slavi Alexieff et Stéfan Bozdouganoff et par les voyvodes Stoyko Koleff, Petr. Entcheff, Kolio Yonkoff et Rachko Tchorbadjieff.

1° Le 12 mars 1925, le Dobroudjanais K. Petroff et sa femme furent maltraités et pillés au village de Kazaldjilar.

2° Le 13 mars 1925, au village de Bech-Tépé, on arrêta et maltraita Radi Chtéreff, tandis que sa femme était violée par les voyvodes Stoyko Koleff et Rachko Tchorbadjieff.

3° Le 14 du même mois, la population du village Voltchidol fut soumise à des persécutions en masse tandis que, un peu plus tard, Stoyan Dontcheff était battu cruellement, puis tué à une « tentative de fuite ».

4° Le 15 du même mois on arrêta au village de Yass-Tépé le nommé Suleyman Karaoglou du village Karadja-At et on le soumit à des tortures effroyables auxquelles il succomba. Ces persécutions furent dirigées par les membres du C. C. Slavi Alexieff et Stéfan Bozdouganoff, qui enfoncèrent des épingles et des clous dans le corps de leur victime, mirent des planches sur ces épingles et clous et frappèrent sur ces planches à coups de marteau. Ce cas est très caractéristique pour illustrer le sadisme raffiné de ces deux dirigeants de l'O. R. I. D. La cause de ce meurtre était que Suleyman Karaoglou avait fait des dépositions par devant les autorités sur les liaisons compromettantes du député zgovoriste St. Gotcheff avec une bande de brigands. Afin de sauver l'« honneur » du député zgovoriste, on força, sous menaces de mort, le maire du village de Yonouz-Bounar, Kara Mehmed, qui avait fait des dépositions identiques, à émigrer en Turquie.

5° Le 28 du même mois, des perquisitions eurent lieu dans tout le village de Ventchan et les paysans furent soumis à des bastonnades et des persécutions en masse.

6° Entre le 16 et le 23 avril 1926 on tua à Roussé les leaders bien connus du parti communiste et de l'Union agrarienne : Nayden Kiroff, Alex. Atanasoff, Philippe Rakovsky, Mintcho Topaloff et l'ancien maire de Roussé, Hadji Petroff.

Cette activité honteuse de l'O. R. I. D. traçant une page des plus noires dans les annales du mouvement dobroudjanais, provoqua la profonde indignation des masses populaires de la Dobroudja et celle de l'émigration et des masses laborieuses en Bulgarie. Par l'intermédiaire de Nic. Kiamileff et Ivan Hadji Ivanoff, la Ligue Militaire transforma l'O. R. I. D. en un mercenaire du pouvoir zgovoriste ensanglanté et lui porta un coup mortel. L'O. R. I. D. fut complètement décomposée. Ses gens, stipendiés par le gouvernement bulgare qui leur payait 200 lévas par jour pour leur activité de contre-tchétsas pendant les événements d'avril, s'adonnèrent bientôt au plus vulgaire banditisme et au pillage, dès que cessèrent ces paiements.

Le voyvode Kolio Yonkoff, à la tête d'une de ces tchétsas, fut l'auteur des crimes suivants :

1° Meurtre du maire du village Golema-Ada et pillage.

2° Meurtre et pillage de l'institutrice du village de Zavéte.

3° Meurtre de Dragan, membre de la tchéta, en décembre 1925, pour avoir menacé de dénoncer au pouvoir le meurtre du maire de Golema-Ada.

4° Pillage de la coopérative du village de Dikili-Tache en mars 1925.

et beaucoup d'autres encore, accomplis avec l'assistance du chef de l'arrondissement de Razgrad Kiro Dimitrieff, lieutenant-colonel de réserve et membre « en vue » de la Ligue Militaire.

Tous ces crimes furent connus par les dépositions du membre arrêté de la tchéta Kolio Yonkoff lors de l'attaque pour pillage organisée les 17 et 18 juin 1926 contre le maire du village Kalovo, dép. de Kazgrad, Husséin Hadji Zekireff. Lors de la perquisition dans la demeure du « voyvode », les autorités trouvèrent des dépôts entier d'objets volés. Le chef d'arrondissement Kiro Dimitrieff et le « voyvode » Kolio Yonkoff, avec environ 40 tchétniks, furent arrêtés et un procès fut intenté contre eux.

Cette activité de brigandage ne se limita pas seulement à la Bulgarie ; elle passa aussi en Roumanie en donnant par ce moyen la possibilité à l'oligarchie roumaine de renforcer son régime d'exception en Dobroudja, de déclarer l'état de siège, et d'entreprendre des arrestations et des massacres en masse de paysans dobroudjanais. Les agents du fascisme bulgare et

de la Ligue Militaire dans l'O. R. I. D. furent ainsi démasqués aussi comme des collaborateurs actifs de la politique roumaine en Dobroudja.

Citons quelques faits :

Les 10 et 11 novembre 1925, une tchéta de l'O. R. I. D., sous le commandement du membre du Comité Central Stéfan Bozdouganoff, attaqua et pilla la caisse de l'école agricole à Slistra. Une autre tchéta sous le commandement de Slavi Alexieff, également membre du C. C., attaqua les 4 et 5 juillet 1926 le village de Staro-Sélo, arrondissement de Toutrakan, dans le but de piller le percepteur d'Etat. Les résultats de ces attaques sont connus. Le pouvoir roumain massacra plus de 70 personnes et jeta en prison plus de 500 paysans dobroudjanais.

Ces bandits offrirent ainsi l'occasion au gouvernement roumain de s'associer à la note collective de la Yougoslavie et de la Grèce auprès du gouvernement bulgare relative à l'activité des tchétsas. Le gouvernement Liaptcheff fut obligé de prendre des mesures « sérieuses ». Il fit interner au mois d'août et jeter en prison plus de 100 personnes, dont la plupart n'étaient que des honnêtes militants dobroudjanais, et quant à ses agents dans le mouvement dobroudjanais (les membres du C. C., ceux des comités départementaux et autres) il se contenta de prendre d'eux une déclaration de pure forme par laquelle ceux-ci assuraient renoncer à toute activité de tchétsas et s'accorder pour liquider l'O. R. I. D.

Après cette « liquidation » de pure forme de l'O. R. I. D., la première œuvre de la droite fasciste fut de placer tous ses agents au service de la Sûreté Générale. L'O. R. I. D. se désagrégea et se détruisit sous le poids de ses propres crimes. Sa liquidation effective avait déjà eu lieu lorsque ses dirigeants s'étaient mis au service de la Ligue Militaire. Le coup porté contre la gauche par les arrestations de mars et l'engagement de l'O. R. I. D. dans les luttes politiques intérieures de la Bulgarie furent la cause de l'isolement complet de l'O. R. I. D. des masses dobroudjanaises en Dobroudja et en Bulgarie ; elle avait trahi la cause révolutionnaire et lié son sort à celui du fascisme bulgare.

Le protogouvornisme ne put pas se présenter comme personnifiant le mouvement dobroudjanais. Par son « activité » pendant les arrestations de mars, il provoqua la scission dans l'organisation des tchétsas de l'O. R. I. D. Dotcho Mikhaïloff, remis en liberté, se plaça à la tête de tous les combattants honnêtes et loyaux, mais il resta seul pour continuer en Dobroudja l'activité révolutionnaire caractéristique de la première période de l'O. R. I. D. Les organisations révolutionnaires de Dobroudja brisèrent tout lien avec le centre directeur de l'O. R. I. D. à Sofia et préservèrent ainsi le mouvement révolutionnaire dobroudjanais de l'influence néfaste du gouvernement bulgare et de ses agents.

Le pouvoir sanglant zgovoriste en Bulgarie ne pouvait pas contempler tranquillement cet isolement du mouvement révolutionnaire dobroudjanais. Le fait que ce dernier glissait des mains de ses agents Kiamileff et Cie., le troublait surtout. Aussi ne tarda-t-il pas à entreprendre contre le mouvement dobroudjanais sa campagne ouverte et brutale du mois d'août. Le fascisme bulgare commit la plus grande trahison envers les luttes libératrices des Dobroudjanais en tuant Dotcho Mikhaïloff et ses trois camarades. Une indignation indescriptible s'empara de l'émigration et de la population en Dobroudja qui perdaient en la personne de Dotcho Mikhaïloff leur leader révolutionnaire légendaire.

Dotcho Mikhaïloff était l'une des figures les plus puissantes du mouvement dobroudjanais. Il fut un des fondateurs de l'O. R. I. D. pure, un grand partisan de l'idée de la république dobroudjanaise indépendante et le gardien ferme de l'indépendance du mouvement. Il était depuis longtemps le point de mire de la réaction zgovoriste. Le meurtre de Dotcho Mikhaïloff, préparé depuis longtemps par le gouvernement Liaptcheff, composait une partie indivise de la politique de ce dernier de bonnes relations amicales avec la Roumanie. Les agents gouvernementaux ne se gênaient pas de déclarer publiquement que Dotcho Mikhaïloff serait bientôt tué. Lors de la conférence de Pleven de l'émigration dobroudjanaise en juillet 1926, le délégué de l'organisation de Varna, l'avocat Sakilareff, zgovoriste bien connu, déclarait dans une séance « qu'ils en auront bientôt fini avec le groupe « bolchévique » de Dotcho Mikhaïloff ». Le jour même de son assassinat, le 26 août 1926, les membres du C. C. de l'O. R. I. D. Nic. Kiamileff et Slavi Alexieff se rendirent à Choumen d'où ils dirigèrent personnellement le meurtre accompli par les troupes militaires et policières mobilisées à cet effet et par les bandes de l'O. R. I. D.

Par cet acte criminel, l'O. R. I. D., entièrement au service de la politique du gouvernement bulgare, se démasqua aussi comme agent de l'oligarchie roumaine.

La droite du mouvement légal de l'émigration dobroudjanaise n'en est pas moins responsable du meurtre de Dotcho Mikhaïloff, étant donné qu'elle avait en ses mains le comité exécutif et que non seulement elle ne condamna pas ce crime de l'O. R. I. D., mais qu'elle se solidarisa avec les assassins.

Ce ne fut que plus tard, lorsque de Dr P. Vitcheff, à la tête de la gauche, se fit l'interprète, par le journal *La Dobroudja Libre*, de l'indignation profonde qui s'était emparé des masses dobroudjanaises, que le Comité exécutif se vit forcé de convoquer le Conseil Suprême des organisations dobroudjanaises qui, dans ses séances du 12 et du 13 septembre 1926 à Sofia prit la résolution de dissoudre l'O. R. I. D. — ce nid de brigands — fit imprimer une déclaration dans laquelle il condamna l'activité des tchéts et adressa une circulaire aux organisations de ne prêter aucun soutien aux hommes de l'O. R. I. D.

En assassinant Dotcho Mikhaïloff, le fascisme bulgare et ses agents ne réussirent qu'à entraver provisoirement les luttes de la population et de l'émigration dobroudjanaises. Dotcho Mikhaïloff vit encore pour elles et est toujours leur drapeau pur dans leur lutte pour une vie libre.

Le meurtre de Dotcho Mikhaïloff fut pour l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie un point de départ pour le commencement d'une lutte décisive contre tous les éléments mercenaires dans le mouvement dobroudjanais. Tandis qu'en Dobroudja le meurtre du grand révolutionnaire déchirait le masque nationaliste de la bourgeoisie bulgare qui trahit à tant de reprises les intérêts des Dobroudjanais, qui trafique avec la liberté de la Dobroudja, qui s'en est toujours servi comme d'une monnaie d'échange dans le chemin de sa politique de conquête.

L'O. R. I. D. était depuis longtemps un cadavre pour les masses dobroudjanaises. De ses lourds crimes, elles tirèrent la précieuse leçon suivante :

La libération de la Dobroudja sera obtenue par la lutte indépendante contre l'oligarchie roumaine et contre le fascisme bulgare.

Dobroudjansky

Les nécessités de la formation d'un bloc révolutionnaire des peuples opprimés et des minorités nationales dans les Balkans contre les gouvernants balkaniques réactionnaires

Les gouvernants actuels dans les Balkans, les Ouzounovitch, Averesco, Liaptcheff, Kondylis, Ahmed Zogou, commettent dans leurs pays respectifs un double crime contre les masses laborieuses : 1^o comme représentants du militarisme, de l'impérialisme et de la grosse-bourgeoisie intérieure, et 2^o comme facteurs des puissances impérialistes de l'Europe Occidentale. Il faut ajouter à cela la politique impérialiste d'oppression sociale et culturelle spéciale aux gouvernants balkaniques, surtout aux gouvernants roumains et grands-serbes, qu'ils appliquent vis-à-vis des minorités nationales et des populations non-roumaines et non-serbes. Celles-ci sont en premier lieu : les Macédoniens, les Croates, les Slovènes, les Monténégrins, les Turcs, les Hongrois et les Allemands — en Yougoslavie ; les Ruthènes, les Ukrainiens, les Bulgares, les Hongrois et les Allemands — en Roumanie, qui peuplent, en masses compactes, la Boukvine, la Bessarabie, la Dobroudja, la Transylvanie et le Banat. Puis, les Macédoniens dans la Grèce septentrionale d'aujourd'hui et les émigrés dobroudjanais et macédoniens en Bulgarie.

En parlant de la réaction sociale et politique de ces bourreaux balkaniques, il faut surtout avoir devant les yeux l'application de cette politique d'oppression sur les larges couches laborieuses des dits pays.

Les classes possédantes de ces minorités nationales non-serbes et non-roumaines éprouvent aussi à un certain degré cette oppression pour tant qu'elles ne se sont pas identifiées avec le régime hégémoniste dominant. Nous insistons sur les mots « à un certain degré », car la situation du pauvre paysan ou ouvrier croate ou hongrois ne peut aucunement être comparée à celle du banquier croate ou du magnat hongrois de la Transylvanie. Leurs partis bourgeois et petits-bourgeois, pour tant qu'ils existent, mènent une certaine lutte, opposent une certaine résistance, mais surtout pour leurs propres intérêts de classes. Les intérêts vitaux des larges masses, ils les considèrent d'importance secondaire, et n'en tiennent quelque compte que lorsqu'ils ont besoin d'un appui dans les masses pour le soutien de leurs propres intérêts de classes.

Cela est compréhensible et naturel ; cela résulte de l'être même de ces classes possédantes. On ne peut vraiment pas attendre d'elles une opposition violente et révolutionnaire. La meilleure preuve, nous la constatons dans la monarchie des S. H. S., en les personnes de Raditch, Korochetz, Drljevitch, des chefs du Djemietz, etc. Ces classes digèrent la constitution monarchique et la réaction républicaine en Grèce et en Albanie ; elles digèrent la fameuse constitution de Vidovdan et les différentes lois pour la défense de l'Etat, comme l'Obznana en Roumanie, en Bulgarie et dans la monarchie des S. H. S., quoique tout cela n'était dirigé que contre la fermentation révolutionnaire du prolétariat et contre les peuples subjugués. Pour prouver cependant jusqu'à un certain degré qu'ils déploient tout de même quelque effort, voire même dans la politique internationale, certains représentants de nos minorités balkaniques aussi se rendirent au II^{ème} Congrès des Minorités Nationales qui eut lieu à Genève en septembre dernier, sous les regards de l'impérialiste Société des Nations.

Les Epigones des grandes puissances impérialistes siégeant à la Société des Nations invitèrent les représentants des minorités à discuter, sous leur surveillance, les questions brûlantes de leurs pays respectifs. Les bourgeoisies régnautes et la Société des Nations financèrent ce Congrès qui leur était nécessaire pour régler certaines questions en litige dont même la Société des Nations avait commencé à s'inquiéter (?). Les résultats du Congrès consistèrent en des résolutions demandant : l'autonomie culturelle, le respect des langues, le règlement de la question importante de la citoyenneté et la garantie de la propriété privée.

Dans cette dernière question, il s'agissait seulement et uniquement, pour les Balkans, de la grande propriété hongroise en Transylvanie et en Vovvodina, dont les latifundia tombaient en partie sous la « réforme agraire » des potentats roumains et grands-serbes. On voit donc bien que, dans le Forum international aussi, ce ne sont que des exigences réactionnaires qui sont présentées, sans aucune importance pour les larges masses laborieuses.

*

Entretiens, la réaction dans les Balkans, sans se soucier aucunement des Congrès ni de la Société des Nations, emploie des mesures toujours plus violentes contre les minorités nationales et les peuples opprimés.

Les casemats bondés en Bessarabie, en Transylvanie, en Dobroudja, en Macédoine, prouvent nettement par quelles méthodes les peuples opprimés sont éduqués au respect de l'oligarchie militariste, capitaliste et latifundiaire. Un terrible fardeau fiduciaire et la terreur policière étouffent brutalement et sanguinairement les masses des peuples opprimés, et aussi les émigrés macédoniens et dobroudjanais en Bulgarie. La misère et la faim sévissent partout malgré le grand emprunt anglais qui n'est employé qu'à nourrir et à armer des troupes et des bandes fascistes, préparant ainsi une nouvelle guerre civile lorsque les masses affamées et réduites à l'esclavage se soulèveront à nouveau contre leurs oppresseurs. Car c'est sur toute la ligne que l'hydre de la réaction balkanique dresse ses têtes hideuses toujours et partout d'accord dans la question de l'oppression des couches laborieuses de toutes les nationalités balkaniques. Sur ce terrain, les potentats balkaniques ne se feront pas la guerre ; bien au contraire, ils se prêtent réciproquement une aide cordiale toutes les fois qu'il s'agit de mettre fin à une vie avec le plus de torture et le plus de raffinement machiavélique.

En présence de cet accord, de cette union de la réaction balkanique, est-il possible d'y opposer un front uni des peuples balkaniques opprimés ? Et sur quelles bases ?

Nous relevons ici quelques points fondamentaux qui pénètrent profondément dans les intérêts et dans la lutte de tous les peuples et de toutes les minorités nationales dans les Balkans :

1^o l'impérialisme et le militarisme balkaniques, soit sous la forme monarchique, soit sous le masque républicain ;

2^o l'hégémonie grand-serbe et grand-roumaine des classes dominantes serbes et roumaines ;

3^o la politique de dénationalisation appliquée par la classe dominante hégémoniste vis-à-vis des peuples subjugués ;

4^o la sanglante terreur et la brutale réaction exercée comme réponses aux efforts que déploient les peuples subjugués et opprimés pour obtenir le droit d'autodétermination et l'indépendance nationale (Monténégro, Macédoine, Bessarabie, Croatie, etc.) ; les lourds impôts qui étouffent la vie économique des masses opprimées ;

5^o les préparatifs pour une nouvelle guerre dans les Balkans et l'organisation et l'armement systématiques des bandes fascistes contre les peuples opprimés et le prolétariat ;

6^o les traités impérialistes « de paix ».

Tels sont les points fondamentaux qui militent impérieusement pour un bloc uni de lutte de tous les peuples opprimés des Balkans pour renverser, par une action commune, la réaction et le militarisme des potentats balkaniques.

Que faudra-t-il donc, pour que cesse cet insupportable état de choses ?

1^o Le renversement de tous les régimes réactionnaires, monarchiques et militaristes ;

2^o la garantie du libre développement culturel dans sa pleine acception ;

3° l'organisation de la lutte la plus énergique pour l'indépendance nationale et pour le droit d'autodétermination ;

4° la lutte âpre et acharnée contre de nouvelles guerres et l'union du prolétariat des villes et des campagnes ;

5° l'annulation des impérialistes traités de « paix » et la reconnaissance de l'Union Soviétique ;

6° la constitution de la libre Fédération des peuples balkaniques.

Tels sont les mots d'ordre, incomplets encore naturellement, autour desquels les masses laborieuses des peuples op-

primés dans les Balkans pourront, devront se grouper, par leurs organisations de lutte déjà existantes et celles qui se formeront encore. Au lieu du pauvre, de l'anémique programme de Genève, un front uni et réel et révolutionnaire des peuples balkaniques opprimés. L'on ne doit pas hésiter à s'engager dans cette voie, la douzième heure se trouve déjà devant nous. En se mettant à l'œuvre avec une complète abnégation et un entier dévouement, le succès ne saurait tarder. La réaction balkanique sera alors écrasée, et la victoire nous appartiendra.

P. Karitch

Proclamation du Club Fédéraliste des Etudiants Monténégrins

(Cette proclamation nous étant parvenue après que notre numéro précédent se trouvait sous presse, nous n'avons pas pu l'y publier.)

Frères Monténégrins,

Les conséquences catastrophales de la guerre ont frappé avec toute la force de leur cruauté tout particulièrement le Monténégro et son vaillant peuple si éprouvé. Toutes les tempêtes qui ont sévi dans les pays englobés dans la Yougoslavie d'aujourd'hui ont toujours commencé ou abouti au Monténégro. Les vagues de souffrances imméritées, les lourdes pattes des oppresseurs, les injustes et insatiables appétits se sont abattus avec toute leur pesanteur sur le peuple monténégrin. Tel est, paraît-il, le sort de tous les peuples qui se sacrifient pour le bien général. Et vous avez été l'objet de l'exploitation effrénée des facteurs dirigeants de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes.

Monténégrins,

Dans la lutte séculaire des peuples dans le Sud slave, votre perpétuelle promptitude à vous sacrifier, pleins d'abnégation, pour votre liberté et pour celle du peuple serbe, occupe la place la plus méritoire. Le rêve séculaire que nous avons cru réalisé, la fraternisation des trois peuples co-nationaux, n'a rapporté au Monténégro, à son peuple, pas même un minimum des conditions pour une paisible vie économique et un meilleur être.

Les politiciens inexpérimentés et naïfs, ou malveillants, du Monténégro après la guerre ont, sous l'influence, la direction et les ordres de Belgrade, désuni le peuple monténégrin et l'ont réduit à la mendicité, au point de ternir le nom grandiose, la belle renommée du Monténégrin. Des fautes se commettaient journellement, on tombait de ruines en ruines, car les frères désunis ne faisaient que s'exterminer les uns les autres. Et pendant ce temps des tiers profitaient de cet état des choses, suivant le dicton *divide et impera* ils embellissaient leurs maisons, nous abandonnant à notre triste sort.

Monténégrins,

Votre saine conscience n'a pourtant pas fléchi, même dans ces terribles circonstances, même dans ces pénibles temps. Le génie national ne s'est pas laissé anéantir. Il a au contraire commencé à se retrouver, à s'orienter. Bien que l'inexorable sort vous ait éprouvés cruellement, vous ait fait souffrir jusqu'aux dernières limites de vos forces dans l'organisation intérieure de l'Etat des S.C.S., vous avez fait montre de votre esprit décidé et hardi, tout comme vos ancêtres dont les exploits s'étaient propagés à travers l'Europe toute entière. Le Mouvement Fédéraliste, parti des bords de la Boyana et des sommets du Kom et du Lovtchène, a intrépidement porté son esprit au delà du Vélit. Le fier Triglov lui a souri à tel point qu'Avala s'est inquiétée avec raison pour le maintien de son hégémonie.

Monténégrins,

Votre salut, votre avenir, les intérêts de vos enfants et les vôtres vous dictent impérieusement une action unie, commune, pour l'obtention de vos droits. Le tracé du chemin de fer Adriatique à travers le Monténégro et le dessèchement du lac de Scutari constituent pour vous des questions vitales. Et, avec elles, les indemnités de guerre qui vous ont été reconnues et qui doivent faire — retenez-le bien — le sujet spécial de discussions à l'Assemblée Régionale de Cettigné, l'indemnité pour les maisons incendiées en 1919/1920, le paiement de toutes les positions prévues dans le budget pour les communications et les établissements d'utilité publique, l'amnistie des condamnés politiques, et toutes les questions analogues, constituent cette unité qui peut être nommée : *Le Problème du Monténégro dans l'Union de l'Etat Yougoslave*. Pour le succès de la lutte à entreprendre pour la réalisation de ces droits, tous les Monténégrins doivent s'unir sur un même et unique front, sur le front commun monténégrin, c'est-à-dire dans le Parti Monténégrin Fédéraliste.

Il faut que la nécessité d'une entente mutuelle dans toutes les réunions politiques et publiques soit absolument une chose sacrée et obligatoire pour tous les Monténégrins. C'est dans les

forces unies d'un peuple que se reflète toute sa puissance, sa compréhension de la vie et de tout ce qui est le plus essentiel à l'homme. C'est vers une telle manifestation, vers une telle volonté unie, pour la réalisation du succès dans les efforts pour le bien commun, que doivent converger les Elections Régionales qui auront lieu le 23 janvier 1927 dans tout le territoire de notre pays.

L'importance des Elections Régionales est surtout grande pour le Monténégro, particulièrement pour les Bouches du Cattaro. Une occasion se présente à nos frères de ces Bouches pour contribuer, dans la journée du 23 janvier 1927, à l'assainissement des conditions locales, de leur situation économique. Il faut que l'action commune et la victoire du Parti Fédéraliste dans ces élections servent de leçon à Belgrade pour qu'elle cesse les méthodes qu'elle emploie aujourd'hui et pour que soient réduits à l'impuissance ces faux défenseurs du droit du peuple et de l'intérêt de la patrie qui ont trouvé un refuge dans les repaires des radicaux et des autres partis serbes.

Consciente de sa lourde tâche, de son devoir envers son peuple, la Jeunesse Monténégrine organisée de l'Université de Belgrade adresse cet appel du fond de son âme à tous les Monténégrins et aux frères des Bouches du Cattaro. Réconciliez-vous, oubliez tout le mal que par la faute de vos chefs vous vous êtes fait les uns aux autres, et songez bien à ce que votre salut est uniquement dans votre commune collaboration. Présentez-vous unis aux élections du 23 janvier et donnez à l'unanimité votre confiance aux candidats du Parti Monténégrin Fédéraliste qui est le seul parti dont les représentants mènent au Parlement de Belgrade une âpre et énergique lutte pour les droits du peuple monténégrin et l'égalité du Monténégro.

En signe de la victoire de la conscience civique monténégrine nous vous saluons et vous crions : *Vive le Monténégro!*

Le Club Fédéraliste des Etudiants Monténégrins

« Modération évangélique » en Grèce

Le camp républicain qui observe une modération évangélique...

« Elefteros Logos. »

L'offensive des monarchistes n'a pas continué. La revision de la constitution est préparée sous des formes assez provocantes et la création d'un Sénat contre la volonté des députés progressifs est un fait, tout comme la volonté des antivenizélistes d'abattre le scrutin proportionnel. On n'a pas encore osé démolir la méthode du scrutin actuel mais on a refusé ouvertement d'introduire une méthode plus démocratique dans la constitution. Ce n'est pas tout. La révocation de 20 préfets républicains a été acceptée par le Conseil de ministres, et M. Tsaldaris a célébré un triomphe. Ce n'était pas un hasard. Au moment même où les ministres de la marine et des affaires étrangères venaient se précipiter devant les hôtes anglais impérialistes, le reste du cabinet capitulait devant le monarchisme. L'amiral Keyes et Mr. Churchill seront très enchantés de ce que la politique extérieure de la Grèce a tiré ses conséquences dans les affaires intérieures. Le bloc anglo-italien vient d'attirer la Grèce dans ses bras impérialistes, et la résistance virile est affaiblie, la politique extérieure du dictateur sortant Pangalos traduit devant le tribunal de la Nation a triomphé. Le maître célèbre de la politique étrangère de la Grèce a attrapé la grippe, la politique indépendante et fière proclamée autrefois par Kondylis a aussi attrapé la grippe comme Venizélos, et la situation est assez grave. Les monarchistes ne sont pas encore satisfaits. Ils ont commencé par la revision de la Constitution. Ils ont tiré les conséquences du cabinet oïkomène en chassant les préfets, ils sont bien capable de purifier non seulement la gendarmerie mais aussi l'armée, l'armée républicaine, l'armée de la constitution démocrate. On vient de faire une politique absolument réactionnaire, les prix des vivres ont augmenté, et la prohibition de l'importation de bœufs est une concession aux gros propriétaires, mais non pas au petit paysan. Le moratorium du loyer est maintenu, mais il a fallu la protestation de toutes les classes laborieuses pour obtenir ce résultat. La réduction des salaires des employés d'Etat a continué, l'opposition contre

le régime actuel et la réduction des salaires des officiers, la réduction de 7% à partir du 1^{er} février, sont les bases économiques de graves perturbations. Le gouvernement tire partout ses conséquences de sa politique d'assainissement contre ses propres employés, et la grève du moteur à Athènes n'était pas un succès à son actif malgré que M. Metaxas, chef de la Libre Opinion, ait fait briser la manifestation des grévistes par ses sapeurs-pompiers. Il a prêté tout son concours aux propriétaires d'autobus, le caractère capitaliste du gouvernement actuel a été affirmé par la gendarmerie et la douche administrée aux démonsstrants. C'était la douche froide de l'antivenizélisme régnant contre le républicanisme ardent des classes laborieuses. Ce fait est plus important que les querelles sur la Constitution, sur la question si le Sénat comptera 100 ou 120 membres ; en tout cas, nous savons bien que la création d'un Sénat sera une importante diminution de la force assez affaiblie du parlement républicain.

Naturellement, le procès de Pangalos ne sera qu'une farce. On vient d'assurer qu'il sera condamné à quitter la Grèce pour 10 ans, et toutes les convocations, tous les interrogatoires par devant les juges d'instruction ne sont que des facéties. L'Angleterre a sauvé la vie de son laquais méritoire, et les laquais actuels sont bien capables de remplir la volonté de leur maître. Mais, tout-à-coup, la Sainte Union du gouvernement oïkomène était en danger. Deux documents secrets étaient publiés par le bulletin du premier corps d'armée, et le commandant Théodossopoulos, chef du II^{me} Bureau, vient d'annoncer que les ministres antivenizélites, les purificateurs de la gendarmerie, M. Tsaldaris et le monarchiste M. Metaxas se trouvent à la tête de menées monarchistes, en contact avec les officiers royalistes du V^{me} corps. Le commandant de ce corps, M. Koukouras, ne put éloigner les officiers républicains à cause du grand scandale qui éclatait. Le contact des deux ministres avec les réactionnaires du V^{me} corps est un fait. Les populaires et la Libre Opinion n'ont pas même osé nier les faits publiés par le bulletin. Naturellement, dans le compte-rendu officiel du conseil des ministres, on a proclamé l'unité absolue et l'accord parfait contre les agisse-

ments du Bureau si indécent du premier corps. M. Papanastassiou, le paratonnerre républicain du gouvernement oïkomène, déclare la question politiquement close et donne son approbation pour la dissolution du Bureau de renseignement et la punition des officiers coupables. Le venizéliste Cafandaridis demande l'éloignement des officiers coupables pour éviter des complications dangereuses et le ministre de la guerre vient d'exécuter la volonté des antivenizélites coalisés contre la république. Le commandant Théodossopoulos est en vacances, naturellement volontairement, et non pas forcé par M. Matsarakis. Les monarchistes ont le droit de faire leurs préparations pour un coup de main monarchiste, les ministres auront la Libre Opinion des patrons, mais les officiers républicains seront chassés par les ministres venizélistes, s'ils osent dévoiler ces menées réactionnaires. Le gouvernement oïkomène a démasqué son vrai caractère. Les sapeurs-pompiers contre les ouvriers, le congé aux républicains, mais la réintégration pour les monarchistes, la modération évangélique des républicains — tout cela sera la tombe pour la république. Les masses de la population hellénique, les masses laborieuses des paysans, des ouvriers, des réfugiés, auront le devoir de sauver la république contre la volonté des républicains oïkomènes, des laquais du patronat et du monarchisme. Le gouvernement oïkomène est une mixture naturelle du mensonge libéral et de la vérité brutale du passé. Non, le gouvernement actuel n'a pas la possibilité de punir sévèrement le dictateur sortant. La politique étrangère de Pangalos est approuvée par les oïkomènes, et la politique intérieure des gounaristes sera réalisée par le venizélisme. Sauvez la république de leurs sauveurs ! Le gouvernement oïkomène doit être chassé par la volonté républicaine de la Grèce. La volonté oïkomène doit briser le gouvernement oïkomène pour établir vraiment la république. Churchill est content, mais la population de la Grèce n'a pas de raisons pour approuver son point de vue. Le gouvernement actuel, par sa faiblesse et par ses intrigues, a mis la patrie grecque en danger. Les partis coalisés ne la sauveront pas. C'est le peuple laborieux qui la sauvera !

Melingos

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie :

Les pendaisons. — Les quatre chefs des Malissores dont nous avons publié dans notre dernier numéro la condamnation à mort par la pendaison et l'exécution sont Dedash Jaku, Cun Gjergji, Ndre Mark Kijci et Ndue Dashi.

La terreur continue. — Ont été condamnés :

Pal Marashi et Stak Pjetri — aux travaux forcés à perpétuité ;
Zogi Mushini, Milan Suni, Ali Ndue, Milan Marashi, Cuf Lulash Uka, Ded Prel Cali, Dem Prendi, Mark Zefi, Kol Preng Marku, Ndosh Deda, Ndue Gjini, Kol Preçi, Zef Jaku, Mark Gjergji et Cen Magjumi — à 5 ans de travaux forcés ;

Ndue Kola et Gjergj Baleja — à 3 ans de travaux forcés.

Les officiers de Zogu reçoivent des munitions de la Yougoslavie lors de la révolte de novembre. — Des témoins oculaires rapportent que lors de la dernière insurrection dans la Malessia de Scutari, Muharrem Baïrakdari, cet officier albanais au service d'Ahmed Zogou comme instrument de la Yougoslavie, a reçu du gouvernement yougoslave 20 caisses de munitions, de Prisreni à Kukesi, pour réprimer la révolte dirigée contre le régime de Zogou.

Le régime insupportable. — A Ercegnovi (Dalmatie) sont arrivés de nombreux officiers et hommes politiques albanais qui se sont enfuis de l'Albanie pour échapper aux atrocités du régime d'Ahmed Zogou. (« Novo Doba », Split, du 25 janvier.)

Bulgarie :

Toujours la loi sur la défense de l'Etat. — Nos lecteurs se souviennent de ce que le gouvernement bulgare avait confisqué le roman « La Ronde » de l'éminent écrivain bulgare Anton Strachimiroff, qui a été par la suite mis en état d'accusation par le procureur, sur la base de la loi « pour la défense de l'Etat », pour certains articles qu'il a publiés dans son journal « Vedrina » (La Clarté). Un nouveau procès vient d'être intenté contre lui pour des commentaires qu'il a fait paraître dans son journal en publiant une résolution prise par un groupe d'étudiants bulgares en France. (« Zora » du 22 janvier.)

Le 4 janvier a eu lieu par devant la Cour d'assises à Timovo le procès contre la jeunesse communiste de cette ville. Quatre jeunes gens étaient accusés en vertu de la loi sur le « défense de l'Etat ». Il a été cependant établi par la Cour d'assises que toute l'accusation n'était qu'une invention de la part de la police bulgare, qu'il ne s'agissait nullement d'une conspiration, et que la police n'avait arrêté ces jeunes gens que parce qu'ils recevaient les journaux « Madechka Douma » et « Edinstvo » paraissant légalement à Sofia. Trois des accusés ont été acquittés, mais l'un d'eux, malgré toutes les preuves de son innocence, a été condamné à cinq ans de prison. (« Novini » du 12 janvier.)

Les « facteurs irresponsables » — organes des autorités. — Le journal d'information « Outro » se fait mander de Viddine, en date du 12 janvier dernier, que dans le village de Ganizovo quelques personnes, attablées dans un cabaret, invitèrent des musiciens à leur jouer la marche des agrariens. Là-dessus, le maire du village a voulu arrêter ces personnes, parmi lesquelles se trouvaient un conseiller départemental et quelques conseillers communaux, mais il n'a pu y réussir. Le lendemain, cependant, il les fit appréhender par ses gendarmes et les fit conduire sous escorte à Viddine. Mais le procureur de cette ville les fit remettre en liberté. Ces « conspirateurs » allèrent dans une auberge pour y passer la nuit... et ils y furent attaqués et violemment battus par quatre « inconnus » armés de revolvers et de bâtons. Un habitant de Viddine qui se trouvait avec eux fut si grièvement maltraité et battu que son état inspire de l'inquiétude. Le procureur a fait des démarches auprès de la sous-préfecture parce qu'il a été établi que les agresseurs étaient des organes de l'autorité.

L'usure. — Le journal « Zanayatchiska Douma » donne des renseignements tout-à-fait révoltants sur l'écorchement à vif que les usuriers opèrent sur ceux qui sont obligés à recourir à eux. Ainsi, un usurier a prêté à un Gueorghi Yonkoff 5.000 lévas pour un an et a pris de lui un billet de 25.000 lévas, à un Ganiu Bourjiloff 5.000 lévas pour 3 ans contre un billet de 40.000 lévas, à un Alexi Yordanoff 100 lévas pour 2 mois contre un billet de 1.200 lévas, à un Bojo Lazoff 1.000 lévas pour 3 ans contre un billet de 15.000 lévas, etc., etc.,

et dire que la loi sur la défense de l'Etat punit l'usure ! On poursuit les « brigands » tandis que les vrais brigands se promènent librement dans la Bulgarie sous Liaptcheff.

Nouvelles concessions. — Le Conseil des ministres vient d'accorder une concession pour le service aéronautique exclusif en Bulgarie. Cette concession a été donnée à la société par actions « Bounavar » dont les actionnaires sont des étrangers ; dans le Conseil d'administration il y a des Bulgares — au service des capitalistes étrangers, comme Ivan T. Balabanoff, Marco Nikiforoff, Dr Totchkoff, etc. (« Znamé ».)

Le déficit budgétaire. — D'après le « Slovo » du 17 janvier — organe des banquiers — le déficit budgétaire de l'exercice 1926-1927 sera de 750 millions de lévas, et d'après le projet de loi du nouveau budget qui viendra sous peu à la Chambre, le déficit budgétaire pour l'exercice 1927-1928 sera de 1.150.000.000 de lévas.

Naturellement, il serait difficile pour le gouvernement actuel de faire disparaître ou même diminuer ce déficit, parce que les forces du contribuable bulgare sont déjà arrivées à leur extrême limite et que les frais et dépenses augmentent tous les jours.

Pour donner une idée de ce que le contribuable bulgare n'en peut vraiment plus, relevons que des recettes totales de l'Etat en 1926-1927,

seul les 18,2% proviennent des impôts directs et des revenus des biens et domaines fiscaux ; le reste, soit 81,8%, provient des impôts indirects, des taxes, amendes, confiscations, revenus des chemins de fer, etc.

Quelques faits de terreur. — Doit-on dire que Christo Boteff a tué Karl Marx ? Il paraît que non !

Le jeune Todor Lambef, du village de Dolna Lipniza, ayant dans son village natal parlé de poètes bulgares et des héros nationaux s'est permis de rappeler que Boteff, réfugié en Roumanie au Temps des Tures, y avait tué Karl Marx et Bakounine et qu'il se disait communiste.

Or, les autorités qui, chaque année, célèbrent pompeusement l'anniversaire de Boteff, ont arrêté le jeune Todor Lambef pour avoir, sur Boteff, énoncé un souvenir historique incontestablement vrai.

Le 12 décembre, à Sliven, le membre du Conseil syndical Chr. Barhoff a été cruellement battu par les « irresponsables ».

Le secrétaire des Syndicats, Mileff, proteste contre cet acte de violence dans l'« Edinstvo » du 22 décembre.

Roumanie :

Gouverneur militaire pour la Bessarabie et la Boukovie. — Un poste de « Commissaire supérieur du gouvernement pour la Bessarabie et la Boukovie » vient d'être créé et confié au général Rachkano, ancien ministre de la guerre dans le précédent gouvernement du général Averesco et qui a étouffé par les conseils de guerre la grève générale de 1920. « L'Aurora » du 17 janvier constate dans cette création nouvelle et cette nomination significative le « prolongement de l'état d'exception en Bessarabie et en Boukovie ». Le « Vorwärts » de Cernovitz (19 janvier) parle avec ironie de l'assertion du général Averesco que « la création d'un commissaire supérieur du gouvernement dans ces provinces signifie la normalisation de l'administration » et déclare que tout cela veut au contraire dire « la consolidation de l'état de siège ».

« Liberté » de conscience et religieuse. — Le monach Dochin a été traduit par devant le Conseil de guerre de Fokhani pour avoir invité quelques paysans de Pantchehti à fêter Noël d'après l'ancien calendrier. (« Adeverul » du 7 janvier.)

Le monach Jon. Vomescu paraît avoir plus de chance. Il a été arrêté et on va essayer « seulement » de l'interner comme fou, pour avoir exhorté la foule, dans l'église du Patriarcat, à respecter l'ancien calendrier et à ignorer le nouveau. (« Lupta » du 8 janvier.)

Le prédicateur miléniste Francisc. Szasz de Crasna (Salajé) a été condamné par le conseil de guerre du IV^{ème} corps d'armée de Cluj à 2 années de prison pour avoir propagé « une croyance contraire à l'Eglise ». (« Universul » du 17 janvier.)

Commandes d'armements en France. — Pour contrebalancer les commandes de vaisseaux de guerre en Italie, le gouvernement est entré en négociation avec la maison française Hotchkiss pour une fourniture de fusils. (« Cuvantul » du 7 janvier.)

L'« activité » des conseils de guerre. — Aux chiffres que nous avons publiés dans le numéro précédent, nous donnons ci-après les compléments suivants :

D'après les chiffres communiqués par le premier commissaire du roi auprès du Conseil de guerre de la IV^{ème} division (Bucarest), cette cour martiale a été saisie en janvier 1926 de 5.328 procès, auxquels sont venus s'ajouter encore 2.405. De ces 7.733 procès, les 2.586 ont été jugés et les autres restent encore en suspens. Pour 2.560 cas il n'a même pas encore été émis le document d'accusation. (« Universul » du 12 janvier.)

La crise en chiffres. — Au tribunal de Bucarest, au cours de l'année 1925, 28.500 protêts ont été dressés ; en 1926 ce chiffre s'est élevé à 63.440, donc à plus que le double. La situation s'aggrave de jour en jour. Le 2 janvier 1927 on a présenté 5.000 protêts tandis qu'en 1921 il n'y avait eu que 2.500 protêts. Donc, au cours de toute l'année 1921, il n'y eut que la moitié des protêts qui maintenant ont été présentés en un seul jour. Même en 1923 le total des protêts n'a pas atteint celui du 2 janvier 1927. (« Argus » du 13 janvier.)

L'étendue de la misère en Bessarabie. — Le nombre des personnes qui demandent la permission d'enlever et de vendre les grillages et les pierres funéraires des tombeaux de leurs parents augmente de jour en jour. Les motifs indiqués par les pétitionnaires pour leurs tragiques demandes sont toujours les mêmes : la misère extrême, le manque absolu de ressources. (« Aurora » du 16 janvier.)

Le programme « minimum » des fascistes. — Le député Professeur A. C. Couza, chef des fascistes antisémites roumains, a tenu, ces jours derniers, un discours-programme au Parlement roumain.

Il a demandé, entre autres : Le renvoi de tous les Juifs se trouvant dans le service de l'Etat ; le **numerus clausus** pour toutes les écoles primaires, secondaires et universitaires (étant donné que le **numerus clausus** s'applique déjà dans les Universités de Roumanie, les prétentions des antisémites visent le **numerus nullus**); annulation de tous les contrats conclus avec des Juifs ; confiscation de tous les biens immobiliers des Juifs, modification de l'article 133 de la Constitution qui met sur un pied d'égalité les Juifs avec les autres citoyens, **numerus clausus** dans le commerce, l'industrie et les professions libérales.

Il est à souligner que M. Couza et les autres députés fascistes antisémites ont été élus avec l'aide du gouvernement, et que dernièrement encore le général Averesco, président du Conseil, a déclaré à la tribune de la Chambre que le groupe politique qui lui est le plus proche était celui de Couza.

L'U. R. S. S. et la Bessarabie. — Lors de la conclusion des traités « d'amitié » franco-roumain et italo-roumain le commissariat soviétique des affaires étrangères avait fait remettre à Paris et à Rome, les 2 et

6 octobre 1926, des notes de protestation dont les journaux soviétiques publient maintenant les textes.

Il est relevé dans ces notes que par le fait que les gouvernements français et italiens promettent à la Roumanie une collaboration garantissant à cette dernière le maintien du **status quo**, ils lui garantissent la prolongation de l'occupation illégale et violente, par la force des armes, de la Bessarabie.

Or, les peuples de l'Union soviétique aussi bien que la masse de la population bessarabienne n'ont jamais consenti et ne consentiront jamais à considérer comme légale l'occupation de la Bessarabie non plus que son annexion effectuée par la Roumanie en dépit des protestations réitérées du gouvernement soviétique et de la population bessarabienne. Aussi, le gouvernement soviétique ne peut ne pas considérer la conclusion de ces traités comme des actes inamicaux de la part des gouvernements français et italiens aussi bien contre les intérêts de l'U. R. S. S. que contre ceux de la population de la Bessarabie.

Yougoslavie :

Lourdes condamnations de fédéralistes monténégrins. — Le Dr Novitcha Radovitch et Bosko Bulatovitch, anciens officiers monténégrins, ainsi que plusieurs de leurs camarades, furent condamnés le 6 janvier dernier par le tribunal de Kolasin à des peines de 5 à 20 ans de travaux forcés. Ils étaient accusés d'avoir organisé des groupes de francs-tireurs en 1920. Le Dr N. Radovitch, accusé principal, a été condamné à 20 ans de travaux forcés. (« Vremé » du 8 déc.)

Grève des cheminots et des ouvriers de l'exploitation forestière à Han Pijesak (Bosnie). — La grande grève générale des cheminots et des ouvriers de l'exploitation forestière de Han Pijesak comprenant plusieurs milliers d'ouvriers, continue toujours. Les cheminots sont arrivés à conclure un accord avec la compagnie, mais les ouvriers de l'exploitation forestière, au nombre de 3.000, sont toujours en grève. (« Yougoslovenski Lloyd » du 25 janvier.)

L'argument de la bombe. — Dans la nuit du 22 au 23 janvier 4 bombes furent lancées dans la villa du maire de Maribor (Marbourg) Dr Leskovari. Une domestique fut grièvement blessée. Les dégâts matériels sont importants. On assure que cela a été un attentat politique. (« Obzor » du 25 janvier.)

Licenciement en masses dans les mines de Vrdnik et de Varès. — La direction des mines d'Etat de Vrdnik a jeté sur le pavé 450 ouvriers par suite de manque de fonds. Dans les mines de fer de Varès, on ne travaille qu'un jour par semaine et on s'attend tous les jours à l'extinction des hauts-fourneaux, ce qui vouerait à la misère noire des centaines et des centaines d'ouvriers. (« Yougoslovenski Lloyd » du 14 janvier.)

Terreur électorale. — Avec l'approche des élections, la terreur électorale a été tout particulièrement intensifiée. Des mesures d'une violence tout-à-fait brutale furent appliquées surtout contre les paysans et les ouvriers, à chaque réunion ou conférence électorale. De nombreuses arrestations ont été opérées.

Mais les partis bourgeois de l'opposition ne furent pas non plus ménagés, surtout dans la Macédoine et dans la Vojvodina. (« Politika » du 21 janvier et « Novosti » du 23 janvier.)

La terreur contre l'opposition. — Le député Ceda Kokanovitch voulait tenir à Gratchatch (Bosnie) une réunion publique du parti agrarien serbe. A la veille de la réunion, le chef des radicaux, Pop Marko, menaça d'empêcher cette conférence par des moyens de violence. Et en effet, le jour de la réunion, le sous-préfet Saritch arriva avec des gendarmes baïonnettes aux canons, fit disperser les assistants, et arrêta le député Kokanovitch. (« Politika » du 17 janvier.)

Le secrétaire de la commune à Badine Skela (Vojvodina) fit retirer la licence à un restaurateur parce que dans le local de ce dernier le député Raditchev Josip Zagoratch avait tenu une conférence.

A Subotica, tous les préposés à la garde des urnes, appartenant à l'opposition, furent officiellement invités à se démettre de leurs fonctions. (« Obzor », Zagreb, du 21 janvier.)

L'ancien député démocrate Gjoka Popovitch, en tournée de propagande, a adressé au Club démocrate parlementaire la dépêche suivante :

« Une terreur inouïe, indescriptible, sévit partout. Tout droit constitutionnel est foulé aux pieds. Des arrestations sont opérées continuellement, des maisons sont incendiées, des meurtres se commettent. Le président de la réunion électorale à Aleksandrovatch, Gjorgjé Sultanovitch, a été assassiné à sa sortie de la réunion. A Crnomasnica, Nicolas Radovitch, dans la maison duquel nous avions tenu notre réunion, a été arrêté et conduit sous escorte à Negotin, où il a été jeté en prison. » (« Demokratija », Belgrade, du 21 janvier.)

Lors d'une réunion à Niksitch (Monténégro) les députés fédéralistes Dr Sekula Drljevitich et Sava Vuletitich furent maltraités par les radicaux encouragés par les autorités. (« Obzor » du 23 janvier.)

Le ministre de la justice Milan Srskitch, radical, a adressé aux présidents des commissions électorales une circulaire les invitant à employer tous les moyens pour assurer la victoire du parti radical. (« Slovenec » du 16 janvier.)

Le chef des musulmans bosniaques Mehmed Spaho a récemment déclaré à un collaborateur du « Politika » : Nous ne pourrions jamais oublier les actes de terreur des autorités, les atteintes portées aux libertés assurées par la Constitution, les meurtres, les incendies, les vols des boules électorales. (« Politika », Belgrade, du 25 janvier.)

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die mazedonische Frage Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!

II.

Ein rascher Blick auf die Geschichte der Kämpfe des mazedonischen Volkes zeigt uns einerseits den Heroismus der Mazedonier und andererseits das Verbrechen der Staaten, welche Mazedonien beherrschten. Das mazedonische Volk war im richtigen Geleise, als es unter dem Joch der türkischen Sultane um seine politische Befreiung und unter der feudalen Unterdrückung der Agas und Beys für die soziale Befreiung der Bauern kämpfte. Es organisierte die revolutionäre Emanzipationsbewegung, an welcher die ganze unterdrückte mazedonische Bevölkerung teilnahm.

Die Herrschaft der Sultane wandte gegen die mazedonische Bevölkerung eine Politik der Steuerauspressung ohne Gnade, eine Politik der Ausrottung an; dies um so mehr als die „menschensfreundlichen“ kapitalistischen Staaten Europas durch ihre Agenten Illusionen unter der unglücklichen Bevölkerung unterhielten, indem sie den Glauben erweckten, daß sie die politischen und sozialen Forderungen unterstützten. Alles, was sie jedoch für die Mazedonier taten, geschah nur, um ihre imperialistischen Ziele zu verwirklichen. Die ganzen „menschensfreundlichen“ Staaten Europas erlaubten wohl den Balkanvölkern, sich in Staaten zusammenzufinden, aber sie taten dies nicht für die Befreiung dieser Völker, sondern um ihre eigenen Agenten am Balkan zu besitzen. Die Lage in Mazedonien erfuhr keine Änderung, weder nach der Konstituierung Serbiens noch nach jener Bulgariens. Das zaristische Rußland, das österreichische Kaiserhaus, Deutschland und der englische Imperialismus manipulierten mit den Balkanstaaten nach ihrem Willen und ihren Wünschen. Rußland und Österreich führten diese Politik auf besonders zynische Art und Weise. Und so waren Serbien, Bulgarien und Griechenland stets im Dienste dieses oder jenes imperialistischen Staates, wie echte Bedienstete.

Die Mazedonier verstanden nun, daß ihre Befreiung nur durch sie selbst kommen konnte, daß sie den türkischen Feudalismus nur durch ihren eigenen, organisierten revolutionären Kampf schlagen konnten.

Der beschränkte Raum dieser Broschüre erlaubt uns nicht, die Leiden und Demütigungen zu beschreiben, welche die Mazedonier unter der türkischen Herrschaft erduldeten, und alle Versuche, alle heroischen Kämpfe des mazedonischen Volkes um seine Befreiung aufzuzählen. Eine ganze Serie unglücklicher, unorganisierter Aufstände folgten einander während der Jahrzehnte, bis im Jahre 1893 die Idee eines organisierten, revolutionären Kampfes für die Befreiung Mazedoniens und des Balkans im allgemeinen konkretere Form annahm. Wir werden uns darauf beschränken, die bedeutendsten dieser Kämpfe, die D. Vlahoff in großen Zügen in seiner Broschüre „Die Kämpfe des mazedonischen Volkes für seine Befreiung — 1925“ aufgezeichnet hat, zu erwähnen.

Der erste bedeutende Versuch einer Revolution in Mazedonien war der im Oktober 1878, der unter dem Namen „Kresnensko“ bekannt ist. An dieser Bewegung nahmen auch die Dörfer Kresna, Ochtawa, Metschkul, Senokoss und Vrabtsche teil. Der Aufstand entwickelte sich während zweier Monate, wurde aber zuletzt durch die an Zahl vielfach überlegenen türkischen Truppen niedergeworfen.

Etwas später, im November, brach in dem Dorfe Razlag ein Aufstand aus, der auf schnelle und schrecklich blutige Weise erstickt wurde. Die türkischen Truppen töteten und massakrierten hunderte Mazedonier, und zehntausende Bauern mußten nach Bulgarien flüchten, sie kehrten erst zu ihrem häuslichen Herd zurück, als eine Amnestie für sie erlassen wurde.

Auch im Jahre 1880 gab es noch Aufstandsversuche in den Gegenden von Prischina und Ochrid unter der Führung von Spira Djone. Sie hatten die Deportation einer großen Anzahl Bewohner von Prilep zur Folge.

Im Frühjahr 1881 brach in der Gegend von Ochrida ein Aufstand aus. Er wurde auf blutige Weise erstickt. Die türkische Regierung strafte nun die Bevölkerung mittels eines wilden

Terrors, der zwei volle Jahre dauerte. Unzählige Mazedonier wurden in die türkischen Gefängnisse geworfen.

Im Jahre 1893 konstituierten die Mazedonier in Saloniki ihre Innere mazedonische revolutionäre Organisation“ mit der Forderung: Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern! Die Organisation gruppierte alle Nationalitäten: Mazedonier, Serben, Bulgaren, Griechen, Kutzowalachen, Türken usw., alle Revolutionäre: Anarchisten, Sozialrevolutionäre, Republikaner, Nationalrevolutionäre. Die leitende Idee der Organisation war: Der Balkan den Balkanvölkern! Sein Ziel: Die Befreiung des ganzen Balkans und die Föderation der Balkanvölker. Die Ideologen und Chefs dieser Organisation waren die Schüler Swetozar Markowitsch, Ljuban Karaweloffs, des Dichters Christo Boteff, welcher von 1870 bis 1880 durch seine Ideen einer Balkanföderation und einer Verbrüderung der gepeinigten Balkanvölker die Herzen aller ehrlichen Menschen in Bulgarien, Serbien und eines Teiles Griechenlands entflamte.

In diesem Augenblick jedoch, als die mazedonische Bevölkerung aller Nationen und Konfessionen sich einigte, sich organisierte, sich bewaffnete und Propaganda für den revolutionären Befreiungskampf machte, unternahmen die serbischen, bulgarischen und griechischen Herrscherhäuser und die regierenden Klassen der drei Länder eine heftige Propaganda für ihre eigenen Interessen und bemühten sich, Hader und Zwietracht unter den Mazedoniern zu säen.

Bulgarien, Serbien und Griechenland beflößigten sich, jedes für sich, die Annektion zu predigen. Die Dynastien sahen in Mazedonien ein Mittel, um ihre dynastischen Vergrößerungspläne zu erreichen, ohne dem Volke im geringsten Rechnung zu tragen, ohne die Zukunft der Balkanvölker im geringsten zu berücksichtigen.

So war es, als die serbische Dynastie Obrenowitsch im Jahre 1885 die Befreiung Bulgariens verhinderte und ihm den Krieg erklärte, nur um ein noch größeres Gebiet für ihre Eroberungen zu besitzen. Bruderblut floß von beiden Seiten — für dynastische Interessen. Das serbische Herrscherhaus verhinderte im Dienste Österreichs die Befreiung der geknechteten Bulgaren, verhinderte die Befreiung der anderen Länder am Balkan, verhinderte besonders jene Mazedoniens.

Einige Jahre später war es Prinz Ferdinand von Bulgarien, der ein scheußliches Verbrechen an Mazedonien und an der „Inneren mazedonischen revolutionären Organisation“ beging, die er für seine Interessen ausnützte.

Die „Innere mazedonische revolutionäre Organisation“ entwickelte sich rapid; sie war eine absolut illegale Organisation und wurde bald die Hoffnung der mazedonischen Bevölkerung. Die mazedonischen Emigranten in Bulgarien begeisterten sich für die Ideen Karaweloffs, Markowitsch und Boteffs und waren bereit, ihr Leben für die Befreiung Mazedoniens und für die Balkanföderation zu opfern.

Im Jahre 1895 war Ferdinand von den Mächten als Fürst von Bulgarien noch nicht anerkannt. Die Tatsache, daß eine ganze Armee von Balkanrevolutionären sich eben in Bulgarien befand, gab ihm die Idee, von diesem Umstand zu profitieren, ihn auszunützen, um von den Großmächten und von der Türkei als Fürst von Bulgarien anerkannt zu werden. Zu diesem Zwecke lud er den geistigen Führer aller mazedonischen Emigranten, Traiko Kitantscheff, ein und versprach ihm seine Hilfe, wenn er mit einer Armee von Emigranten in Mazedonien eindringe und dessen Autonomie proklamieren. Er versicherte Kitantscheff auch verlogenweise der Hilfe Englands, das zugesagt hätte, sofort die Autonomie Mazedoniens anerkennen zu wollen, und daß Europa desgleichen tun würde.

Kitantscheff begab sich an die Arbeit und drang bald mit einer Armee mazedonischer Emigranten, welche die ganze mazedonische Bevölkerung um sich gruppierte, in Mazedonien ein. Im Juli 1895 wurden während 20 Tagen blutige Schlachten gegen die Türken für die Autonomie Mazedoniens

geschlagen. Boris Sarafoff bemächtigte sich mit seiner Abteilung der Stadt Melnik und entfaltete hier die mazedonische Fahne.

Europa beunruhigte sich und fürchtete, daß die Türkei untergehe. Man forderte von Ferdinand, seinen Einfluß zu gebrauchen, um den Aufstand von Kitantscheff zurückzuhalten. Ferdinand forderte als Entgelt für diese Intervention seine Anerkennung. Der Handel wurde abgeschlossen. Die mazedonischen Emigranten kehrten nach Bulgarien zurück und wurden hier im ganzen Lande zerstreut. Die türkischen Kerker füllten sich abermals mit mazedonischen Gefangenen. An Stelle der Autonomie Mazedoniens erhielten die mazedonischen Revolutionäre und Ideologen die Anerkennung Ferdinands durch die Großmächte und selbst durch die Türkei, als Dank, daß er Mazedonien „gerettet“ habe. Die Regierung des Sultans ließ auch später die mazedonischen Gefangenen frei. Kitantscheff, der

große Poet des Balkans, der talentierte Redner, das edle Herz, dieser begeisterte Revolutionär, starb einige Monate später vor Kummer und Gram. Die ganze Stadt Sofia nahm am Leichenbegängnis dieses Helden teil, der nur für die Befreiung Mazedoniens und für die Föderation der Balkanvölker gekämpft hatte.

Diese Schlappe der mazedonischen Emigranten störte jedoch keineswegs das Werk der „Inneren mazedonischen revolutionären Organisation“, von deren Existenz die türkischen Machthaber noch keine Kenntnis hatten. Im Gegenteil: die Organisation begann ihre Aktivität noch mehr zu entfalten. Sie verschaffte sich Waffen, straffte die türkischen Unterdrücker und schützte die mazedonischen Rayas.

(Fortsetzung folgt.)

Costa Novakovitch

Slowenien am Scheidewege

Im alten Österreich-Ungarn mußte das slowenische Volk dem Anprall des erwachten Pangermanismus und der kultur-ökonomischen Gefahr des wilhelminischen „Dranges nach Osten“ standhalten. Das erste Ziel im Angriffsbereich des ungestümen Militarismus war das slowenische Volk, ein wichtiges Hindernis auf der Eroberungslinie Hamburg—Triest. Andererseits erfolgte ein vereinigter Angriff Roms und Wiens gegen die Slowenen, weil Rom für seine passive Mitgliedschaft im Dreibunde vom Ballhausplatz als Gegenleistung verlangte, mit allen Mitteln des Polizeiparats die Wiedergeburt des slowenischen nationalen Bewußtseins im Küstenlande zu verhindern, damit die Illusion, Triest und Küstenland seien italienische Länder, aufrechterhalten werde. Aber all diese Machenschaften blieben infolge des energischen Widerstandes und der vitalen Energie des slowenischen Volkes erfolglos. Alt-Österreich hat diesem Volke die Volksschulen verweigert, es hat die Slowenen auf sechs Provinzen verteilt — Kärnten, Steiermark, Krain, Görz, Istrien und Triest — und überall mit künstlichen Mitteln den Lokal- und Provinz-patriotismus zu erhalten getrachtet. Aber selbst ohne Schulen und trotz Einwirkung der germanischen Zivilisation hat das slowenische Volk in den letzten 50 Jahren enorme Fortschritte gemacht. Slowenien war das einzige slawische Land im Süden, wo es keine Analphabeten gab. In jedem slowenischen Dorfe waren Dorfbüchereien und Lesehallen, Turn- und Musikvereine, Dorfsparkassen und verschiedene landwirtschaftliche Institutionen. Alle diese waren wieder in der mächtigen Genossenschaftszentrale vereinigt. Das slowenische Genossenschaftswesen stand auf besonderer Höhe; man kann ruhig sagen: es war das erste in Europa.

Die slowenischen Länder in Alt-Österreich hatten keine staatsrechtliche Autonomie, und deshalb ist es leicht begreiflich, warum die slowenischen Parteien nur auf ökonomischer und kultur-sozialer Grundlage organisiert waren. Deswegen finden wir dort die Christlichsozialen nach Luegers Muster und die Nationalliberalen in der Art der damaligen politischen und kulturellen Liberalen. Mit dem Anschluß an die österreichische Sozialdemokratie entwickelte sich in Slowenien der Sozialismus unter den Arbeitermassen und unter den städtischen Kleinbürgern. Den größten Erfolg in den breiten Volksmassen hatten jedenfalls die Christlichsozialen, die unter dem Namen „Slowenische Volkspartei“ auftraten und die unter diesem Namen noch heute wirken. In dieser Partei waren hauptsächlich Bauern unter Priesterführung sowie das städtische Bürgertum vertreten. Der stärkste Ideolog dieser Partei war jedenfalls Dr. Johann E. Krek, Soziolog und Politiker von großem Format, ein Mann von hoher Kultur und großen Geistesgaben. Er führte die slowenischen Dorfgeistlichen zur positiven ökonomischen und sozialen Arbeit, entwöhnte die slowenischen Bauern von den Phrasen der kleinbürgerlichen Patrioten und befreite sie von den Schlagworten der liberalen Großbourgeoisie. In seiner Hand war das slowenische Genossenschaftswesen konzentriert, und als Propagandalehrer leitete er unzählige soziale Kurse für die Dorf-, städtische und akademische Jugend.

Unter seiner Führung leitete die slowenische Volksmehrheit, die lange Jahre die Mehrheit im Landtag von Krain behauptete, die Elektrifizierung und Industrialisierung Sloweniens ein. Im zentralen Wiener Parlament waren die Mitglieder dieser Partei in allen sozialen Ausschüssen immer tätig; so wurde beispielsweise Krek als Berichterstatter für den Entwurf der allgemeinen Sozialversicherung gewählt. Allmählich eroberte die slowenische Volkspartei die Mehrheit in allen Landtagen, in welchen die Slowenen vertreten waren. Das Gros ihrer Anhänger befand sich im gewesenen Krain, in Südsteiermark und in Görz. Hauptorgan dieser Partei war der „Slovenec“, der auch noch heute als Tageszeitung die Interessen der Klerikalen vertritt. Für die literarischen Bedürfnisse der katholischen Kreise sorgte die literarische Zeitschrift „Dom in Svijet“, und „Čas“ war ihr wissenschaft-

liches Organ. Der Parteiführer Krek redigierte die politische und soziale Wochenschrift „Domoljub“, stark verbreitet und viel gelesen unter den Bauernmassen. Ihren ganzen Erfolg muß die slowenische Volkspartei dieser kolossalen Organisation, die auf Grund der kulturellen und ökonomischen Interessen des kleinen Mannes aufgebaut war, verdanken. Diese Organisation wurde mit tätiger Hilfe der Dorfpriester unter Mitarbeit einer entschlossenen Gruppe der katholischen Akademiker durchgeführt. Immer nur die Lebensnotwendigkeiten des Volkes und die Interessen des einzelnen hatte die Partei im Auge, nicht die doktrinären Grundsätze, die nur am Papier stehen und die am Widerstand der tatsächlichen Machtverhältnisse hätten scheitern müssen. Das politische Programm der Partei kann man jedenfalls grundsätzlich in zwei Worte zusammenfassen: Föderation und Mitarbeit mit anderen südslawischen Völkern. Dieses politische Programm war weder sehr zur Schau getragen noch kräftig betont, weil die führenden Männer dieser Partei ihre Kraft damals richtig eingeschätzt hatten und sich bewußt waren, daß sie diese ihnen genehme Lösung nicht der Habsburgermonarchie aufzwingen könnten, aber dieses Programm stand fest, und es stand geschrieben in den Herzen der Slowenen. Von diesem Programm sprach auch der geistige Führer der stärksten slowenischen Partei, Johann E. Krek, als er noch während der Schrecknisse des Weltkrieges die Vorrede zu dem Buche des kroatischen Schriftstellers Milan Kovačević: „Die Kroaten kommen!“ schrieb und darin zuerst die Vereinigung aller Südslawen von den Alpen bis zu den Gestaden des Agäischen Meeres prophezeite und befürwortete.

Die slowenische nationalliberale Partei sammelte in ihren Reihen hauptsächlich die Intelligenz, die starke Bourgeoisie und den Mittelstand. Advokat Ivan Tavčar war in den letzten Dezennien ihr bedeutendster Führer, und Ravnihar war ihr Vertreter im zentralen Parlament. Unter den Jüngeren traten die Namen Žerjav und Kramer auf. Ihr politisches Organ war „Slovenski Narod“, der heute noch als Tageszeitung in Laibach erscheint; „Ljubljanski Zvon“ war eine liberale Literaturzeitschrift, und als wissenschaftliches Organ galt „Veda“ in Görz. Die Nationalliberalen waren ausgesprochene Freunde der südslawischen Vereinigung; sie erhofften von der Hilfe des orthodoxen Belgrad, was sie nicht von dem klerikalen Wien erreichen konnten: die Macht zu erlangen und so durch die politische Macht von oben die Positionen der ihnen verhaßten Klerikalen zu zerstören. Mit der klerikalen Propaganda am Lande verschwand allmählich die Macht der liberalen städtischen Intelligenz, und mit der Einführung des allgemeinen Wahlrechtes (1907) verlieren die Nationalliberalen auch jene Positionen, die sie bis jetzt infolge des Kurialsystems (Wahlrecht nach den Kurien) innehatten. In Triest und im Küstenland behielten sie die Stellung noch länger, weil sie dort mehr die nationalen und befreienden Charakter des Kampfes als ihre kultur-liberalen Doktrinen betonten. Eine besonders aktive Tätigkeit entwickelte in Triest der Führer der küstenländischen Slowenen, Dr. O. Rybarč; zu diesem Zwecke wurde die Zeitung „Edinost“ gegründet, die auch heute noch als Organ der Slowenen erscheint.

Mit Erfolg verdrängte er den angeblichen italienischen Charakter dieser Stadt, und nach der Einführung des allgemeinen Wahlrechtes kämpften die Slowenen um zwei von den drei Abgeordnetensitzen Triests für das zentrale Parlament.

Die sozialistische Bewegung unter den Slowenen konnte infolge der vernachlässigten slowenischen Industrie und der unentwickelten industriellen Arbeiterschaft nicht stärker zur Geltung kommen. Trotzdem blühte die sozialistische Bewegung, besonders im Küstenland (Triest und Görz), um die sich Albin Kristan und Dr. Tuma große Verdienste erworben haben. Die Zeitungen und Zeitschriften „Naprejš“ und „Prapore“ dienen der Klassenerziehung der slowenischen Arbeiter.

Unter solchen Parteiverhältnissen befand sich das slowenische Volk als der Weltkrieg ausbrach.

(Fortsetzung folgt.)

Joško Cotič

FEDERACIONI BALKANIK

DI-MUJERË

ORGAN I MINORITETEVEVE NACIONALË E I POPUJVEVE BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Ben Tillett

Leu Benjamin Tillett në Lower Easton, në Bristol, në vjetë 1860. Qysh foshnje ju desht me punue vrashtë për të fitue aq sa me jetue gjallë: prej 8 deri në 12 vjetsh sherbej në një barkë, ma vonë kje shegert te një lpuçetâr, sherbiuër per kual në një çirk, sherbej në marinen rojale, në marinen merkantile e në mran ner docks. Në vjetë 1887 organisoj nja treqint punëtorë të dock-veve, e ky grup u shtue me të shpejtë tuj formue „Lidhjen e dock-veve“. Grevi i madh i dock-veve në vjetë 1889 filloj t'a bëj populluer ëmnin e Ben Tillett-it.

Kuer u mbarue grevi, Ben Tillett u bë sekretari i „Dock-Wharf-Riverside and General Workers' Union“ i krejt Britanis së Madhe e i Irlandes, deri sa këto dy organisata të mëdhaja punëtorsh bane fusion në vjetë 1921 me organisaten e punëtorëve të transportit nen ëmnin e përgjithëshem „Transport and General Workers' Union“: Ben Tillett-i është sot sekretari politik dhe internacional i kësaj Lidhje të madhe.

Ben Tillett-i ish anëtar i Parlamentit ç'prej vjetes 1917 deri në 1924.

Në vjetë 1912 kje burgosë në Antwerpen e në Hamburg, e mandej qitë jashë këtyre gjyqeteveve, ku kish shkue per me i ndimue punëtorëve të dock-veve q i gjindeshin në grevë.

Ben Tillett-i është organizatori-themelues i shum federatave të punëtorëve e ka shkruue shum vepra permby çeshtje puntorije, ner të cillat: „Karakter e milie“, „Kolektivisëm“, „Socialisëm“, „Sindikalisëm“, „Historia e Lidhjes së Docks-veve“, „Historia e grevit të punëtorëve të transportit në Londrë në vjetë 1911“, „Shteti e individualismit“, „Krishti e puna“, etj. etj.

Ben Tillett-i është një orator q ka lanë pershtypje të fortë së e sa herë në Parlament, aj është një ner tribun popullor ma të fuqishem të Britanjes së Madhe.

Të dâmit e nacioneveve nuk munt të sherbejn kurr çeshtjen e pagjes. Psikologia e nacionit ç'do rrace, e madhe a e vogel q të jenë, e shtynë nacionin m'u lidhë me pjesat e tija të çkputura, deri sa n'at vent ndjesija e nacionalitetit t'ekzistojë.

Të drejtat e minoriteteveve në Balkan, nuk janë as të njoftuna as të respektueme prej qeverinaveve të sotëshme. Po, ky negacion i të drejtës humane është q i bjen ndalimet ma të mëdhaja per ç'do marrëveshje ner popujt e Balkanit. Vehtëm Rusia e Sovjetëveve i ka njoftë integralisht këto të drejta e ka realisue në ket menyre harmonin nermjet të vendeveve e të popujveve q formojnë Unionin.

Rivalitetet e vendeveve balkanik do të marrin funt kuer punëtorët e buiqët e këtyne vendeveve të fillojnë me kuptue e me çmue mirsinat q rrjedhin prej lidhjes e njesis ekonomike.

Federacioni i këtyre popujveveve nuk do të realisohet deri sa kapitalitët e militaristët të vijojnë tuj i dominue e tuj i shtypë.

Federacioni Balkanik është një ideal, realisacioni i të cillit do të vijnë per pagjen botnore, ma fort se ç'do mjet tjetër. Por mundimet q kan bân Balkani per shekuj e shekuj per të mrritë në ndo një soj kooperacioni nermjet rraceveve të ndryshme kan dalë shum a pak të kota, e na shofim deri nacionet ma occidentale e ma t'arritura, tuj u rropatë po ner ato dilema t'atyre çeshtjeveve ekonomike.

Federacioni Balkanik do të jetë vepra e puntoris e e buiqëveve, e une nuk munt të gjëj një tjetër sekcion në shogënin balkanike, q dishron ket Federacion, q dishron pagjen e harmonin. Detyra ju bje demokracinaveve e komuniteteveve balkanik m'u çue me shpirtë independent permby klasin q i sundon e me i bân ballë atyne q në kohna të kalueme janë kenë sunduesa e militarist në sherbim të klases kapitaliste dominante.

Lidhja e Kombeveveve nuk ka muejtë m'e çue fillin e sajë në vend: porse, e ketë duhet t'a njoftim, kjo nuk e ka bân situaten ma të keqe, ma teper kjo ka kontribue per t'i dhanë zëmer ndjesis të vëllazënimit e të resposabilitetit internacional.

Ben Tillett

Ballkani fuçi baruti dhe Shqipnia xixa e saj

Trathtit e pa numërta e të deritashme t'Ahmet Zogollit, ma në funt u kurerëzuen me paktin Italo-Shqiptar q bani ai me Mussolinin dhe q i nënshkrue më 27 Nanduer 926. Ky pakt gjoja miqësuer q i kontraktue prej diktatorit t'Italis a atij të Shqipnis, me frymën e tekstin q përmban, nuk është tjetër veç se një protektoratë Italgjane mbi Shqipnin e mjerë, sepse Italia zotohet me mprojt status quo-n politike, juridike e toksore të Shqipnis dhe kjo e fundit e pengon të drejtën e vet tue u detyruë të mos baje as no një lidhje politike ase militare me shtete të tjerë në dam t'Italis e pa lejen e saj. Ata q nuk e kuptojnë ket të vërtetë, o janë të vorfun nga trût ase nuk duën t'a pohojnë pse janë të lidhun me interesa ke ai ase ke tjetri.

Q i të spjegohemi ma mirë, po e analizojmë çashtjen pak ma haptas.

Si mbas traktatit të nënshkrue, Shqipnia nuk angazhohet t'i mprojtë Italis ato q ajo zotohet për të, por si kur të formulohesh traktati në menyre tjetër e me kondita resiproke, do të bahesh një punë ma qesharake pse gjith kush e dij se Italia nuk ka nevojë për ndihmën e saj dhe nuk ka no një frigë prej saj. E dij gjith bota se Italia nuk trembet prej Shqipnis së vogël q në krahasim me të, është si miza e trollit përpara buëllit. Italis jo vetëm q nuk i trishton shpirti nga Shqipnia e sotshme q është dërmue nga regjimi feodal-trathtor i Ahmet Zogollit, por ajo as nuk ka nevojë për ndihmën e saj goftë militarisht, goftë politikisht, sepse në rast të nevojshëm bashibozukët kusarë e kriminelë q formojnë sot ushtrinë

Shqiptare, nuk munt t'i vlejnjë Mussolinin për me e mundë annikun e me sigurue fitoren e tëj, politikanët e famshëm Hysejn Virjoin, Eshref Frashëri, Mufti Libohova, Mehdi Frashëri e të tjerë q kan mësue vetëm intrigat e politikën shkatruëse të Sulltan Hamidit, nuk i hyjnë në punë Italis në as no një rast për me luejt no një rol politik në favor të saj. Pra me qenë se Italia nuk ka no një interesë nga Shqipnia si politikisht ashtu militarisht, kuptohet vet-vetiu se ky traktat është një akt proteksioni e kurr gja tjetër. Për veç interesit ekonomik e qellimit imperialistik, kurr gja tjetër nuk e ka shtyë Mussolinin q të fusi hundët në Shqipni e të robnoje një komb q është ma i vjetri në Ballkan dhe q prej shekujsh po ron në këthizë t'Europës.

Sa për Ahmet Zogollin q bani ket traktat, ju themi se këtë nuk e ka shtrëngue kurr gja, veç se (15) milion Lira Italgjane q muër prej Italis si dhuratë personale për ket shërbim dhe sigurimi i pozitës së tij me anë t'Italis. Ky pakt kje i pa nevojshëm në ç'do pikpanije dhe nuk pat kurr farr shaku q të kontraktohesh, sepse Shqipnia si antare e Lidhjes së Kombeveve q është ishte e garantueme prej gjith shteteve q janë antare të saj, për sigurimin e terësis toksore dhe t'independencës politike të saj në bazë të artikullit (10) të statutit të këtij instituti dhe për pos kësaj Anglia, Franca, Italia e Yaponia si mbas vendimit të konferencës s'Ambasadorëve në Paris më 9 Nanduer 921, kjenë të detyrueme të përkujdorven për sigurimin e shtetit Shqiptar.

Pa t'a gëlltitim ket traktat si një makarune ase si një pasta asciutta Italgjane, do të shfaqshim nga thellësit e shpirtit admirasionin e respektin ma të math kundrejt Italis q ngjitet në shkallën ma të naltë të humanitës, pse pa kurr far interesi — si thotë Hysejn

Bej Virjoni — po angazhohet me e mprojt Shqipnín dhe kja çuditërisht i zotohet vetëhes me këtë pakt që t'i mproje po ato të drejta!... Me fjalë të paka, ky pakt për Shqipnín formon një akt vdekjeje dhe nga ky shkak gjith kasta feudale me Ahmet Zogun në krye, pa përjashtim, janë shkakuar të mjerimit dhe të humbjes së vendit t'onë dhe responsabël përpara popullit, i cili jemi ma se sigur se i ka shënuë në memorijen e vet emnat e trathitorve për me u dhanë dënimin shembëlluër at here, kur ai si shumë herë mrekullisht, do të shduki ankthin e tiranve të mbrendëshëm dhe zgjedhen e ekspluatoret të jashtëm. Populli e di se gjith turpet e trathitit e Ahmet Zogollit ratifikohen një zanit dhe me brohorit prej kundreshtarve të dinjitetit kombetar e prej amniqve t'eksistencës së shtetit Shqiptar që përbajnë Senatin e Parlamentin; ai e ka kuptuë ma se Bejarët feudalë dhe njerzit immoralë që bashkëpunojnë me presidentin kriminel, i duërtrokisin veprat e turpshme e skandaloze të patronit të tyre si suksese politike. Pra le t'a dijnë tiranët dhe veglat e ndyëta të tyre se heret a vonë, do t'i dërmoje pa as pak mëshirë grushti dënuës i popullit.

Tash e gjejmë t'arësyeshme të çfaqim pikpamjen t'onë mbi këtë ngjarje me randësi dhe mbi konsekanat e damshme të saj.

Që nga dita e nënshkrimit të këtij traktati, kemi pam se pa përjashtim gjith gazetaret e botës kan shkruë artikuj me randësi dhe kan ba komente interesante mbi të, por shumica e shtypit të huëj, kritikën e ka bam mbrenda e rreth interesit të tij e nuk ka kapërcyë gardhin që të hudhet për tej për me e zbuluë të vërtetën. Duket se kjo sakrificë nuk u përshatet gazetaretve sharrllatanë. Shtypi i huëj na i çjeri veshët tue thërrit mbi këtë pakt, por të ralla dhe shum të ralla janë ata gazeta që kan shkruë me dhimsuni mbi rrezikem që pësoj vendi i jonë; të paka dhe fare të paka janë ato që derdhën lot hidhmini e dispërimi për humbjen e këtij kombi. Shumica e gazetaretve kufizohen në komentet e tyre vetëm tue çfaqë disa mendime të thata që nuk i sjellin në një dobi çashtjes dhe disa prej tyre tue i përcjellë jargët e lakmis qajnë hallin pse Shqipnia nuk ra në prehën të Francës, të Jugosllavis ase të Greqis. Nuk hidhnohemi prej gazetaretve që janë të kësaj kategorie, pse këta janë veglat e organët e kapitalistëve, janë avokatët e atyne që të vrasin natën e të qajnë ditën. Prandaj pra ne po e themi të vërtetën që na e imponon ndërgjegja dhe pa i çfaqim mendimet t'ona pa i censuruë.

Politika maqivelistike e imperialistike e Mussolinit, asht një fakt i provuëm në shumë raste që s'munt të mohohet në as no një mënyrë dhe prej kërkuj. E dijme të gjithë se shamia squllosi ky me lotët që derdhi në humbjen e Vlonës më 1920 pse ajo portë deti do t'ishite çelësi ma i mirë për realizimin e qellimeve të tij imperialistike, shtegu ma i vjefshëm për pushtimin e Ballkanit. Për pushtimin e Vlonës, djepin e liris Shqiptare, Italia prej kohesh pat spenxue me miliona dhe ka pas ba sakrificat të mëdha, por heroizma e kreshnikëria e popullit Shqiptar me një anë ane, përpjekjet njerëzore e t'adhuruëshme të komunistëve t'Italis më anë tjetër, e penguen dhe e shdukën përkohësisht këtë rrezik që i u kërenuë Vlonës nga Italia, e cila në kohet e fundit me anë t'Ahmet Zogollit kje e zonja t'a robnoje Shqipnín ekonomikisht dhe me traktatin e fundit po e skllavëron edhe politikisht pse si mbas atij pakti ka fituë të drejtën me shkarkuë nshteri Italliane në Shqipnín në rast të no një turbullimit që ajo — doemosdo — do t'a konsideron si çënim status quo-së. Kësilloj pra Ahmet Zogollit i përkëdhelun prej Pasiçit si biri t'ij besnik dhe i sjellun në Shqipnín me arin e fuqin Sërbe, sot po argëtohet prej një kryeministrit tjetër që me synin e tij lakmuës shiqon jo vetëm jugosllavin e Ballkanin, por edhe Anadollin.

Mussolini që ra d'accord me Chamberlainin në Livornë, tash ka për t'a përdorë gjith energjin e aktivitetin e tij për me e vuë në zbatim planin e vet tue nxjerë në Shqipnín no një ngatresë me anë të no një Çakos dhe kështu do të vrapoje me çuë trupat ushtarake për mprojtjen e status-quo-së (?!) si mbas traktatit dhe pak ma vonë tue deklarue nevojën e stabilizimit të qetësis e sigurinës e independencës Shqiptare, në bazë po t'atij paktë, do të vendoset e do të renjaset për jetë në vendin t'onë. Ky katastrof e kjo mënxyrë për Shqipnín e ngratë u shkaktuë ma parë prej konkurrencës e lakmis së pa kufizuëme të kapitalistëve Italo-Sërbo-Grek dhe mandej prej ekspluatortve të tjerë t'Europës që kërkojnë vise të majme si Shqipria për me e shfrytuë e me e kafshuë me shijën e tyre të posaçme. Këta barkmëdhej pra që janë mësue të rrojnë si parasitë në shpinë të pa fuqishëmve dhe u kolisen të tjerve si morrat e rrezikshëm që i ngjiten no një herë njeriut, kanë nër duër — me përjashtimin e Unionit të Republikave Sovietike Soshaliste — gjith shtetet e Botës dhe për sigurimin e mprojtjen e interesave të tyre, kanë gjetë e zgjedhë nga një përfaqësues si Mussolinin, Chamberlainin dhe me anë të këtyne kërkojnë toka të majme për të kullotë sa ma mirë si kafshë që janë. Këta avanturierë që janë reprezantantët fuqi plotë të klasit kapitalist dhe që edhe vetë kan bi nga ai pellg llomi e ndyesije, për interesa të klasit që përfaqësojnë shumë herë — si kur së Bejarët t'onë feudalë — kundreshtojnë njëni tjetrin sa e fusin popullin në një luftë, por dhe shpesh herë bijen d'accord në pjestimin e kullosave dhe kështu si e cili mbas zotësis së vet e çfryton kolonin e vet. Kësilloj ndoli edhe me çashtjen Shqiptare pse Mussolini që s'mundi me u marë vesht — për coptimin e Shqipnis — më përfaqësuesit e klasit të degeneruëm të Serbis e të Greqis, i u drejtue

Chamberlainit, i cili i trembun nga tallazet e rrepta të Kinës që po e trondisin Britanjen e Madhe tue e përplasë edhe më Kufit e Indit dhe i pezmatuëm nga ky grusht i randë, me një herë vendosi t'a kënaqi e t'a forcoje Italin fashiste kundrejt rrezikut që po i kërenohet nga Azia tue i dhanë lëje që t'a fusi Shqipnín nën thojt e skllavëris, por tue ba një traktat pro formë. Nga ky shkak Sërbët e Grekët u hidhnuën nga ky pazarllek për arësye se jo vetem që u shduk shpresa e coptimit të Shqipnis në mes te tyre, por tash po dridhen nga trishtimi se mos u vjen radha atyne të pësojnë nga Italia atë që ndërroshin ata për Shqipnín. Kësilloj pra kapitalistët e Jugosllavis e të Greqis mbetën me gisht në gojë dhe ata të Italis e fituën davanë. Kuptohet pra sheshit se gjith aja bujë e gjith aja potere e bame prej gazetaretve të Botës burgeze, nuk ish tjetër veç se një zhurmë matrapozësh dhe një kërlëshje shtazarake e shkaktuëme prej dispërimit të humbjes së një kismetit të mirë si Shqipnia e majme dhe e begatshme në ç'do pikpamje. Gazetarët hipokritë s'kanë kurajon civile e ndërgjegjen e njeriut me virtut që t'a thonë këtë të vërtetë të hidhët, por pa rrjeshtun murmurisin si bishat e egra tue maskuë të vërtetën nën fjalët e bukra e parimet e nalta si „paqë e përbotshme, mprojtja e të drejtave njerëzore, Ballkani i Ballkanasve“ e të tjera profka që i kemi shijuë shumë herë si helm in e vdekjes.

Shkurt Shqipnia u ba viktim nga konkurenca e lakmia e pa ngopme e kapitalistëve t'interesuëm dhe nga friga e rrezikut që po i kërenohet Britanjes së Madhe në Kinë e në Ind.

Tash na vjen radha t'u themi Nasionalistëve Shqiptarë e sidomos atyne që shpëtimin e Shqipnis e kërkojnë nga mëshira e politikave t'Europës e ma fort t'Anglis se, duhet të hjekin dorë nga ky mendim i gabueshem dhe të mos vazhdojnë n'at rrugë që kan ndjekë deri më sot se shpëtimi i vendit t'onë nuk do të vije nga Europa kapitaliste, por nga Azia komuniste, prej atyne që dërmuën Carizmën e Kapitalizmën dhe sot po u prijnë kombeve të shtypun për me i shpëtuë nga thundra e të huëjve. Pretendimet t'ona nuk janë as absurde, as abstrakte, por të karta dhe konkrete që duken sheshit e shifen prej gjith Botës. Traktati Italo-Shqiptar asht një provë e gjallë që na ep të drejtën të mos u besojmë ma politikave intrigant të botës burgeze dhe kjo ngjarje shumë e hidhët për ne a për Ballkanin, si një grusht që na bje hundëve e na e mëson dorën dhunuëse, po na i difton amniqt t'onë dhe rrugën që lipset të ndjekim sot e tutje. Duhet t'a kuptojmë ma se lufta e jonë që më 24 Dhetuër 924, ka ndrruë fetyrë dhe asht transformuë në një luftë klasi e jo personash si ish ma parë. Lufta e jonë po t'ish një luftë personash, nuk do t'ish një sakrificë e madhe sa të shdukshim Ahmet Zogollin me shokët e tij që të siguroshim suksesin t'onë, por mjerisht nuk asht ma ashtu. Prandaj pra shpejt e sa ma parë duhet të ktheheni nga rruga e parë dhe të mbledhun rreth asaj organizate që ka për princip e motto a shpëtimin e njerëzis a, të marim pjesë në fronin e përbashkët për me luftuë klasin kapitalist, amnikun t'onë e të gjith njerëzis, për ndryshe po ju a them që nashti se kini me vra vetëhen me dorën t'uëj.

Edhe Ballkanasve të tjerë ju themi se pa humbë kohe duhet të ndrojnë politikën e gabueshme që kanë ndjekë deri më sot dhe të vrapojnë me zanë vent në fronin e përbashkët që t'u apim shqelmin kapitalistëve e të ndertojmë shtëpin e re e të fortë, se për ndryshe konkurenca e lakmia e tyre, kan për t'a fut Ballkanin në një luftë e ka me e mbëluë tymi e flaka, kobi e mjerimi gjith vendin. N'asht se Ballkanasit nuk nxitojnë kah rruga e shpëtimit të Ballkanit, at here lufta eventuale do të pëlcasi dhe Ballkani së një fuçi baruti që mer zjar nga një xixë a po gacë, do të flakëroje e do të hudhet përpjetë si një vullkan i rrezikshëm dhe at herë proletarët, puntorët e bulqit e munduëm e të dhunuëm të Ballkanit do t'i zanë për fyti prisat e tyre që u shkaktuën këtë mjerim dhe do t'i denojnë pa as pak mëshirë. Duhet të marim shembëll nga Kinëzët që me armë në dorë e tronditën dhe e shporrën zgjedhen e kapitalistëve të huëj tue i vuë kazmën asaj ndërtesë të vjetër që ish rreziku se dikur do t'i zinte mbrenda e do t'i shtypte të gjithë.

Përpara pra ju o të pa bukshëm, përpara e në luftë ju o proletarë të munduëm e të dhunuëm prej shekuish që të shpëtoni vetëhen e gjith njerëzin; derdhni gjak që të hiqni zin.

Paris, 12. I. 1927.

Drapni

Protestat e popullit shqyptar kundra protektorates italiane

Pakti i trathtis nermjet të Mussolinit e Ahmet Zogut komentohet prej shtypit italian e shqyptar si t'ish një shëj miqesije nermjet të popullit italian e popullit shqyptar. E verteta asht veçse fare e kundert. Sot si populli italian ashtu populli shqyptar gjimon nën diktaturë, e nuk ka kurrfarë lirie me çuë zanin e tij kundra robnis që ja vuë me perdhuni; krënt e vertet të popullit italian gjinden sot n'emigracion, ashtu si krënt e vertet të popullit shqyptar: bashkarisht janë këta therorit e para të luftes nermjet të reaktionit e të popullit.

Per sa i perket popullit shqypetarë, konstatohet se ky, aty ku ish e mundur, çoj zanin dhe protestoj rrebtësisht protektoraten italiane.

Thash ku ish e mundur, pse prej Shqypnijet, prej aty ku mbretnon gjyqi i Shatkos, ku grabitet, vritet e varet populli, prej aty nuk mund të pritej protestë; por jashtë Shqypnijit, bijt e Shqypnis t'ikur, të mbledhur rreth organisatave të tyre çojnë zanin kudo tuj protestue kundra protektorates italiane.

Ja një mbas një të rreshtueme ketu këto protestat kundra protektorates italiane dergue Lidhjes së Kombevet, Konferences s'Ambashatorvet, Ministrinavet të jashtme të Fuqivet të medha e të Shtetevet balkanik.

1. Protesta e të gjithë emigrantevet shqypetarë, nenshrue prej Dr. M. Turtullit e Dr. O. Nishanit:

„Ekçelencë,

Tuj kenë qi populli shqypetarë, nen regimin e sotëshem asht i shternguem me bëza, dhe me njoftë ç'do akt disastros, të nenshruemit, qi perfaqësojn ndjesinat e verteta të Shqypnis, ashtu dhe të gjithë refugiatëvet qi perbajn eliten e nacionit, kan nderin me Ju paraqitë konsideracionet qi vijojnë, qi ju ka sugerue traktati i mydhur tash së mrami nermjet t'Italis e t'Ahmet Zogut.

Me ket traktat, i thirour, sekuriteti e miqsije, situata politike e internacionale e Shqypnis, e themelueme në Londër në vjetë 1913 e e ratifikueme ma vonë prej Konferences së Pagjes në Paris, ndryshohet per favor t'Italis e per dam t'indipendences e të neutralitetit shqyptar.

Tuj oktojue të drejtën me protegue regimin e tiranit A. Zogu e situacionin e tij personal t'usurpuën, tuj e ndalue ket me mydhë akorde politik e militar, me popujt të tjerë, Italia, jo vehtëm qi s'garanton independencen e plotë të Shtetit shqyptar, porse perzihet edhe në punët e mbrendshme e të jashtme të saja. Shkurt, Shqypnija, gjindet nen protektoraten e Italis.

Na besojmë se asht një detyrë e domosdoshme per në Ekçelencë, me siddhë atencionin e Juej permbi ket ndryshim të statutit politik shqyptar. Na e gjykojmë ket plot me trishtime e me rreziqe per mirëvajtjen e popullit shqypetarë. Çka asht ma teper, shuplaka qi ju dha neutralitetit të Shqypnis, munt të siddhin inkonveniente e me rrezikue pagjen balkanike.

Per ket na protestojmë me zë të naltë kundra këtij traktati Italo-Shqyptar. Na, sjedhim atencionin e Fuqivet të medhë, të Lidhjes së Kombevet, të Konferences s'Ambashatorvet e Shtetevet balkanik. Na ja denoncojmë opinionit të botes së civilisume, tuj kujtue se nuk do të provokojë dome qi asht n'interesë të gjithëvet me i ndalue.

Në shpnesë se apeli i jonë do të jetë i ndigjuem, ju lutemi të pranoni etj.“

2. Kolonia e shqyptarvet të Rumanis me organin e sajë „Shqipëria e Re“, u dergoj në shënjë proteste Lidhjes së Kombevet dhe ministrivet të P. të Jashtëme t'Anglis, të Frances, t'Italis të Jugoslavias dhe të Rumanis, telegramin që pason:

„Traktati Italo-Shqyptar perfaqëson një fatkeqësi të rëndë per independencë nshqipëtare. „Shqipëria e Re“, organ i shqipëtarëve që jetojnë në Ramani, proteston reptësisht kundër traktatit të lidhur nga guvernata e forcës duke mos perfaqësuar aspakë ndjenjat dhe aspiracionet e popullit dhe duke qënë kundër Lidhjes së Kombevet dhe marëveshjeve të Locarno-s. I lutemi Shkëlqesës s'Uaj të mos kurseni mbështetjen t'uj në favorë të popullit që e meriton independencën e tij dhe që është gati t'a mprojë me ç'do mjet.“

3. Kolonia e shqyptarvet t'Amerikes, me në krye Federaten „Bijtë Shqipërisë“ e organin e sajë Idealistin i dergoj Lidhjes së Kombevet ket proteste:

„Në një kohë kur populli i Shqipërisë është i qeverisur me një mënyrë që s'munt të ketë liri të çfaqë mentimin dhe vultetin e tij, Federata „Bijtë Shqipërisë“, një organizatë e emigrantëve shqipëtarë që rrojnë në lirin'e Shteteve të Bashkuara shejton të marë nderin t'i heqë verëjtjen Lidhjes Kombevet dhe të shënojë protestin e saj të fortë mi shkeljen e Independencës dhe tërësisë etnikë të Shqipërisë prej të ashtuquajturit traktat mes Guvernës të Signor Mussolinit dhe Ahmet Zogut të nënshkruar më 27 Nëntor. Independenca Shqipëtare është një pemë e sakrificave heroike per lirin'e njeriut në Luftën e Përbotëshme, për mprojten e së cilës pemë Lidhja e Kombevet është formuar. Në disa raste Lidhja ia ka ruajtur gjëndjen e mirë Shqipërisë, dhe shpresojmë se nuk do t'i mungojë kombit tonë tani që qëllimet imperialistike të Signor Mussolinit e goditin kombin tonë dhe rezikojnë pagjen e Evropës.

Kryetar: KRISTO KIRKA.“

Posë kësaj kje bë dhe një meeting i math protesti, dhe ky meeting i dergoj Lidhjes së Kombevet ket protestë:

„Shqipëtarë nga tërë anët e New Englandit të mbledhur sot në një mass-meeting në Franklin Union Hall, Boston, të frikësuar prej aktit të Ahmet Zogut i cili i jep Italisë një protektoratë të maskuar mi Shqipërinë, me zëra të përgjithëshme më kanë ngarkuar të paraqit përpara verëjtjes madhështore të Lidhjes Kombevet këtë apel që pason:

„Ahmet Zogu ka ardhur në fuqi në Shqipëri me ndihmën e qeverive të huaja dhe e ka shiguruar veten në vëndin t'onë me vrasje dhe shtypje të popullit dhe me dhurata, sistematike dhe kundër konstitutës, prej tokës, dhe me koncesione ekonomike, të dhëna guvernave të huaja që e përkrahin në fuqi, kështu që ay t'ka as të drejta ligjore as të drejta morale mi fatin e Kombit s'one i cili, po të ish i lirë nga ndërhyrja e të huajve, do t'a kish hedhur poshtë me votë a me forcë.

„Shqipëtarët e Amerikës i kanë tërhequr verëjtjen Lidhjes Kombevet dhe më parë, përmes Federatës Vatra, për dhënien e Shën Naumit dhe të Vermoshit Sërbis prej këti „gang-u njerzësh pa shkrupulla dhe keti grushti plaçkitës“, dhe tani marin nderin të përmëdin dhe marëveshjet e Zogut me Italinë, të Korrikut 1925, për një hua dhe për krijimin e një banke, të cilat marëveshje në fakt e kanë vënë vëndin t'onë mortgage (rehe) te financa italiane. Nga një listë të gjatë aktesh tradhëtie të bëra prej këtij Zogut të papërgjigjëshme, këto që përmëdim janë ato më me rëndësi.

„Përveç këtyre, në Nëntor 27, Zogu, pa të drejtë konstitucionale, bëri një traktat me Guvernën e Signor Mussolinit që çënon suveranitetin dhe independencën e Shqipërisë, se Italisë i është dhënë e drejta të kontrolojë, me mjete që edhe janë për t'u çfaqur, pa fjalë me ndërhyrje, gjëndjen politike të brëndëshme dhe punët e jashtme të Shqipërisë. Shtypi italian tregon që me anën e këti traktati Italia kërkon zgjerime ekonomike në Shqipëri, gjë që për vene ka kuptimin e skllavërimit ekonomik dhe politik dhe kollonizimin e vëndit t'onë.

„Qëllimi kryesor i Lidhjes Kombevet është të mprojë kombet e vegjël. Italia dhe Shqipëria janë që të dyja anëtare të Lidhjes. Kjo aeropagë e drejtësisë nërkombëtare vallë do t'shohë në heshtje thëthitjen e ngadalëshme të një anëtari te vogël prej një anëtari të math? Vallë Lidhja do t'rrijë me duar-kryq në një çeshtje që e takon nyjën 19 të Kanunores saj, në një çeshtje që rezikon pagjen e botes dhe që pa fjalë do t'shakëtojë ndërhyrje të huaj kur Shqipëtarët, duke mos gjetur mprojtje prej Lidhjes, të marin armët kundër sundonjësit të pa-ligjëshme?

„Duke patur edhe besim te Lidhja e Kombevet, Shqipëtarët e Amerikës luten për ndërmjetësimin paqësor të saj për të shpëtuar Atdheun e tyre nga mjerimi e nga çdukja, për të gjykuar të drejtën e Zogut për të bërë traktate dhe marëveshje të këtilla, për të ndaluar një anëtar të Lidhjes të shkelë lirin e një anëtari tjetër dhe për të ruajtur të „drejtat e njeriut“ të shkëlmuara në Shqipëri prej Zogut.

Chairman, ELIA KYRISTI.“

Protesta energjike e kollonis së Tunuzit kundër paktit të Tiranës:

N'emër të kollonis shqiptare të Tunuzit, atdhetari i njohur, Z. Isaak Eski, i dergoi Lidhjes së Kombevet telegramin që vazhdon:

„N'emër të kollonis shqiptare protestojmë me energjinë me të madhe përpara opinionit publik të gjithë bothes tentativin e pushtimit të Shqipëris nga ana e qeveris italjane. Shqipëtarët do të mprojnë independencën e tyre gjer në çfarosjen e plotë. N'emër të paqës dhe të drejtësisë i lutemi Shoqëris së Kombevet të mos përmetojë zbatimin e këtij krimi monstruo.“

Per t'u perment asht edhe një protestë qi dergoj Aqile Tasi, raja i Faik Bej Konises, kundra atyre qi protestuene protektoraten shqyptare.

Pas fjales së Faik Beut të gjithë shqypetarët qi protestojn protektoraten italiane kenkan „aventurier të pa përgjigjshëm me mendime komunistike“.

Së kë nevoj per komente, pse të gjithë e kan kuptue sot se një ndryshim nermjet të Faik Beut e të tjeret bejler, si b. f. Eshref Beut, „nieriit të turpit e të nates“ nuk ka.

Fakti asht ky: Pjesa e popullit shqypetarë qi gjindet e lir proteston me zë të naltë protektoraten italiane; bejlerit shqyptar, me Ahmet, Eshrefa e Faika, si kurdoherë bëhen agentatat e Italis e të huejvet, e vorrëtarit e independences shqyptare.

Paris, me 22 Jenar 1927.

S. Malira

Perhapëni Federacionin Balkanik organin e popujvet balkanik të shtypur

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Предстоящите законодателни избори, правителството Ляпчев и опозицията в България

След два месеца изтича мандата на Цанково-Ляпчевия парламент. Нови избори ще трябва да се произведат (нали българските фашисти запазват формите на парламентарния режим?). Но кога ще се произведат тия избори? Ето един въпрос, който занимава печата на Демократическия сговор и този на опозицията. Мненията са различни. До като разни «капацитети» дават «мнения» в правителствения печат, правителството на Ляпчев мълчи по тоя въпрос. И сигурно то ще продължава да мълчи, до като се подготви за тия избори. И един прекрасен ден, който то ще определи, правителството ще обяви датата на изборите, с надежда че ще свари опозицията неподготвена за тях.

Правителството мълчи по тоя въпрос и по други съображения; то самото не е единодушно. Вътре в Демократическия сговор все по-ясно се очертават две групи: едната на Ляпчев-Буров, другата на Цанков-Калфов-Русев. Болшинството от правителствената партия е в първата група, но и втората група брои не малко депутати от правителствената партия. Това е групата на «силната ръка». В нея са всички бивши министри от кабинета Цанков. Те са за безогледна борба против народните маси, за продължение методите на Цанков — ще че Ляпчев не прилага тия методи, но групата на «силната ръка» намира, че методите на сегашното правителство са недостатъчни за «умиротворението» на страната. На тая почва тази група води борба с Ляпчев, който бил минавал за привърженик на метода: «со благо, со кротце». Групата на Цанков не може да се успокои, че сега в България гук-таме работниците могат да свикват събрания, че в един или други вестник се критикуват делата на отговорни и «неотговорни» фактори. Ляпчев се надева, че ще може да принуди двата лагера в своята партия, след което ще насрочи датата на изборите.

Опозицията, от своя страна, разисквайки в печата тоя въпрос, се занимава и с въпроса за коалициите на срдините партии в предстоящите избори. Тя разисква още и въпроса: кое правителство ще трябва да произведе тия избори. За Ляпчев такъв въпрос разбира се не съществува. Според него, тия избори ще трябва да ги произведе неговото правителство, или друго некое лице, но все из средата на Демократическия сговор.

Обаче, до като Демократическия сговор, въз основа на досегашната практика, пред опасността, която може да застраши режима на воената диктатура, ще запази на всека цена своето единство. Какво е положението в средата на опозиционните партии? Тия партии са доста много. Всеки нов ден се отделят нови групи от старите партии. И правителството прави всичко възможно, за да фаворизира това вътрешно раздробление на тия сили.

Съображенията му за това са чисто котерийни. Не че то се опасява, че тия партии, ако се явят като негови наследници, ще водят една политика, която съществено ще се отличава от политиката, която то води, не, но то не би искало да изпусне властта из ръцете, защото в такъв случай възможно е големите главорези на воената лига и македонските автономисти да получат своето възмездие. То не би искало да изпусне властта още и затова, защото всички негови първи хора и големите банкери, търговци, индустриалци и спекуланти, които сега го поддържат, не ще могат повече да ограбват труда на българския народ.

Срещу тия сили на терор, насилие и грабеж, се изправят силите на опозицията.

Нека разгледаме какво представляват опозиционните партии и какви са техните отношения към исканията на широките народни маси. Едни от тия партии, като национал-либералната и стамболовата, по нищо не се отличават от правителството на Демократическия сговор. Те са фашисти, като него, макар и да протестират против терора, който правителството върши спрямо техните политически приятели. Опозицията на тия партии към правителството е чисто котерийна. Тя се обурява от интересите на представляваната от тях част от буржуазията и воените, които не намират достатъчна подкрепа в правителството. Техните отношения по въпроси, които въжнуват българския народ, по въпроса за възстановяването на кон-

ституционните свободи, по амнистията на политическите затворници и емигранти, по премахването на З.З.З. и по мерките, които трябва да се вземат за да се спасят трудящите се маси от мизерия, изграждане и смърт — са такива, каквито са и тия на Демократическия сговор. За тях тия въпроси не съществуват.

Опозицията на другите буржуазни и дребно-буржуазни партии не се отличава твърде много от тая на национал-либералите и стамболовистите. Партията на Малинов е за некакъв обществен сговор, в който би могъл да участва даже и Демократическия сговор, тя осъжда изтжпленията и терора на правителството, но по въпросите, които най-много интересуват работниците и селяните, тя се държи резервирано. Същото почти може да се каже и за Радикалната партия, при все че нейния шеф Ст. Костурков прояви кураж и един единствен от целата буржуазна опозиция се обяви против изключителния режим в България. Земледелския съюз е раздвоен. Десното крило на тая партия, представлявано от Томов и Омарчевски, е обхрнало погледите си към правителството и двореца. Присвоявайки името на големата земеделска партия на Стамболийски, това крило се направи на партията насилствено, при подкрепата на властта; то склочи, от името на тая партия изборен компромис с партията, която докара катастрофата на страната — национал-либералната партия.

Що се отнася до Социал-демократическата партия, то ние често сме имали случай да изтъкваме, колко предателско е било отношението на тая партия към интересите на работническото. Лидери на тая партия, в разни изяви дадени в чужди вестници, одобряваха репресивните мерки на правителството на Демократическия сговор към земеделците и бившите комунисти; те не се обявиха на времето против З.З.З.; те се стараяха да оправдаят избирането на комунисти и земеделци с терористическата дейност, която те уж били развивали. С тая си политика те окончателно се дискредитираха пред работническите маси. Тая техна политика не попречи на правителството на воената диктатура да почне да прилага позорния закон за защита на държавата и към самата техна партия. Това сепна нейните лидери. И те почнаха да искат: премахването на тоя закон, пълна политическа амнистия за политическите затворници и емигранти и прилагането на ефикасни мерки в полза на гладувачето българско работничество (безогледните защитници в тая партия на политиката на Демократическия сговор, тий наречените социал-сговористи, като д-р Джидров, Казасов, Ас. Цанков и др., недоволни от тая нова политика на партията, образуваха нова «социалистическа» партия). Но, и при новата политика на Социал-демократическата партия към правителството, отношението й към членовете на едновременната комунистическа партия остана враждебно. Социал-демократическата партия в България се надеваше, че ще може да увеличи своите редове с работници от бившата комунистическа партия. Това обаче не стана. Много работници предпочетоха да отидат в разни буржуазни партии, отколкото при Социал-демократическата партия, която беше изменила на интересите на работническата класа. Социал-демократическата партия продължи борбата против работниците, които не искаха да се наредат под нейното знаме с най-безогледни средства. Тия работници беха квалифицирани като агенти на Москва и продажници. Тая партия направи всичко възможно за да осуети обединението на двата работнически съюзи. Тя и сега продължава тая политика.

Такъв е отношението на разните опозиционни партии към правителството и към българските работни маси.

Тия партии са против сегашното правителство; те искат неговата смена, но същевременно те са против исканията на работниците и селяните за създаване условия в страната, при които ще може да се защитават интересите на широките народни маси. Тия последните не могат да очакват съществено подобрене на своето положение от една таква смена в управлението на страната. Затова и те вземат инициативата за образуването на комитети на труда, в които да участвуват представители на разните групи от трудящите се маси, включително и Земеделската, Социал-демократическата и Занаятчийската партии.

Такива комитети се образуваха на много места в България. Образуван е и централен комитет на труда в София; неодавна той публикува и една платформа, която, колкото и да е неясна и неясна, представлява една база за обща дейност на работните маси: селяни, работници и занаятчи.

Засилването на тия комитети, изтръгването на находящите се под влиянието на буржуазните партии селяни, занаятчии и работници и поставянето им под техно влияние е едно от условията за създаването на една истинска демократическа власт в страната. Успешат ли трудовите комитети да постигнат

това, то те ще могат да разчитат — при всички терор на правителството Ляпчев — на един голем успех в предстоящите законодателни избори. Този е сигурния път за умиротворение на страната и за създаването на една истинска народна власт в България.

Г. Казановски

Добруджанското движение

Разслоение всред добруджанското население. Поуките от В. Д. Р. О. и обособяване на революционното движение — Д. Р. О.

По своя стопански характер, Добруджа е предимно земеделска страна. Аграрния въпрос там продължава да бъде неразрешен. Ромънската олигархия не прилага общия за страната закон за аграрната реформа, тя не пристъпва към експроприацията на големите чифлици, с единствената цел да си осигури подкрепата и сътрудничеството на едрите землевладелци. Както с закона за земите, така и с бъдещето разрешение на аграрния въпрос, ромънските управници си поставят и ще имат за главна задача реализирането на своята колониална политика, а не задоволяване жизнените нужди на широките селски маси в Добруджа, които съставляват 80% от общото ѝ население.

Всички тежести на установения режим в Добруджа, се струват именно върху плещите на добруджанските селяни. И докато, общата политика на ромънската олигархия, предизвиква в тяхна среда едно огромно негодувание и готовност за борба, то съвършено други са позициите, които заемат спрямо нея едрите землевладелци и представителите на търговския и лихварски капитал. Тия слоеве бързо свиха своите националистически знамена, възприеха тактиката на пълна капитулация пред ромънската олигархия, навлезоха в нейните най-реакционни партии — либералната и авересканската, с единствената цел да запазят економическите си интереси и осигурят своя дял в общия грабеж над работните маси, извънредно засилен при режима на ромънските чокои.

Тая капитулация пред новата власт, е особено характерна за капиталистическите и едроземлевладелчески елементи на българското население. Катастрофалния изход от войните за България и настъпилния пълен крах за националистическата политика на българската буржуазия, станаха причина да бъдат изживени бързо илюзииите в едрите добруджанското българско население, за едно ново освобождение на Добруджа с силата на «българското оръжие» и за нейното присъединение към България.

Българския национализъм бе ликвидиран в Добруджа. Неговата ликвидация подтикна работните слоеве на българското население там, да потърсят **нови пътища** за своите борби за свободен живот, немани вече нищо общо с реваншната политика на българските правителства, на която те заплатиха своя кървав данък. От друга страна, крахът на българската националистическа политика тласна едрите землевладелци и буржуазни елементи на българското население, към една ориентация и сътрудничество с ромънската олигархия.

Това разединение в средата на българското население е твърде характерно. То се отнася и до всички националности, които населяват Добруджа. **Носител на борбите за свободен живот се явиха потиснатите широки слоеве на работните маси от села и градове, водящи още и решителна борба за подобрене на своето тежко економическо положение.** По тоя начин, националните борби в Добруджа се поставиха в тесна и неразделна връзка с борбите за социални правдини. Това именно сложи своя отпечатък и определи характера на добруджанското революционно движение.

Тоя характер на движението не можаха да проумяят, обаче, агентите на българската правителствена политика в В. Д. Р. О. — Никола Кямилев, Иван Х. Иванов и Слави Алексиев. Заграбили в свои ръце, с помощта на властта, ръководството на В. Д. Р. О. през март 1925 г., те поведоха една политика, която се оказа в пълно противоречие с разбиранията на революционно настроените добруджански маси. Изразители на реваншната и националистическа политика на българската буржуазия, Кямилевци и Компания не можаха да намерят упора в Добруджа в средата на буржуазните елементи, които беха капитулирали и се намираха в пълно сътрудничество с ромънската власт. Те останаха напълно изолирани от революционните организации на В. Д. Р. О., които в своето грамадно болшинство беха селски. Добруджа търпеше отначало присъствието на фашистката мафия, начело с Никола Кямилев, в ръководството на В. Д. Р. О. само до толкова, до колкото революционната борба вътре, бе ръководена от достойните водачи на левницата в В. Д. Р. О. — Върбан Петров и Дочо Михайлов. Обаче с ударът през март 1925 г. върху левницата и по-късно с убийството на Дочо Михайлов, революционните организации в Добруджа, скъсах окончателно всички връзки с Софийското фашистко ръководство и заживяха свой самостоятелен живот.

В. Д. Р. О. бе ликвидирана за Добруджа. Нейните останки в България, след вмъкването им в една позорна борба с българския народ през априлските събития и по-късно с своята разбойническа и обирническа дейност, с своето агент-провокаторство в Добруджа, най-крупното от които е Старо-селското нападение, беха тоже ликвидирани, като една грамадна част от нейните дейци се намериха в затворите за вулгарни престъпления. Такива са делата и заслугите на Протогеровската мафия в В. Д. Р. О. — Кямилевци и Компания. Те не можеха да не споделят съдбата на българския върховизм, който бе слезъл вече от историческата сцена.

Върховизма, т. е. свързването на освободителните борби на българското население в Добруджа, Македония и Тракия с завоевателната политика на българската буржуазия, както и свободата на тия области с включването им в територията на българската държава, след катастрофалния изход за България от империалистическите войни, се яви само като средство за поддръжане класовото господство на българската буржуазия.

Ако в интереса на своята вътрешна стабилизация, българската буржуазия след 9 юни, бе принудена да издигне на ново своето **националистическо знаме** и ако това ѝ помогна, особено използвайки чрез своите агенти национал-революционните организации, да поведе една жестока борба срещу българските работници и селяни, това същевременно ѝ създаде колосални външни затруднения. Съседите — Югославия, Ромъния и Гърция, видяха в това «националистическо знаме» реставриране на българската реваншна политика и засилиха своя натиск. Българската буржуазия се виде в пълна изолация и безпомощност. Зад съседите стояха великите империалистически държави — победителки. От друга страна, намираща се в пълна изолация от широките народни маси, с които бе в жестока война, българската буржуазия тръгна по пътя на открито предателстване интересите на българското племе в Тракия, Македония и Добруджа. Тоя предателство тя регистрира с срамните договори за «доброволно изселване» с Гърция, за «приятелски отношения» с Турция и е на път да сключи подобни на тех с Югославия и Ромъния.

Върховизма слезе от историческата сцена не само поради катастрофалния изход от войните за България, но и поради факта, че той не можеше повече да влечи българските народни маси, които видяха, че зад лозунгите за «освобождението на братята роби» се крият завоевателните стремежи и капиталистическите класови интереси на българската буржуазия. Върховизма, това особено очебийно доказа разгорелата се гражданска война в България след 9 юни, не можеше да има повече историческо оправдание.

В плен на върховизма след 9 юни, както В. Д. Р. О., така и В. М. Р. О., скъсах с освободителните борби на добруджанските и македонски маси и се превърнаха в органи за запазване класовото господство на българската буржуазия. От тук и техния разгром и пълно разложение. Обаче заедно с това бе разчистен трудния път в освободителните борби на македонци и добруджанци. Първите от тях не закъсняха да поставят основите на своята действително революционна организация В. М. Р. О. (Обединена). Добруджанци също потърсиха нови пътища.

Извлекли от краткото съществуване на В. Д. Р. О. (1923 до 1926 г.) ценните поуки, а именно:

че В. Д. Р. О., появила се като инициатива на добруджанската емиграция в България и имаща своето ръководство там, не можеше да не изпита всички последици от своето съприкосновение с българската власт — да бъде вмъкната в чужди за добруджанската кауза пътища;

че В. Д. Р. О., като изразител на българската националистическа политика, остава локализирана в Южна Добруджа и само в средата на българското население;

че В. Д. Р. О., като изразител на реваншната политика на българската буржуазия, всява разединение всред различните националности в Добруджа и осжда техните борби за свободен живот на предварителен неуспех;

че добруджанските маси, обезправени, национално подтиснати, економически заробени и застрашени в самото си съществуване, дойдоха неизбежно до своята **Септемврийска конференция**, станала в Добруджа през 1925 г., в която те поставиха осно-

вите на една действителна **Добруджанска революционна организация — Д. Р. О.**

Д. Р. О. се яви, като естествено и логическо развитие на идеите и стремежите на левицата в В. Д. Р. О. Тя се оформи като организация на потиснатите добруджански маси, постави си за главна задача изграждането на масова революционна организация и подготовката на масовото въоръжено въстание, явяващо се като единствено средство за реализирането на **Независимата Добруджанска Република**. Д. Р. О. имаща своя ръководен център и главна база в Добруджа, тури край на вмешателството на българските правителства и с това даде реалните предпоставки за обединение, в борбата за свободен живот, на различните националности, населяващи Добруджа.

За да избегне взаимозрешителни борби и парира престъпните замисли на агентите на българското правителство в добруджанското движение, Кямилевци и Компания, Д. Р. О. отпрати два апела до 9-ия и 10-ия конгреси на добруджанската емиграция в България. Ние даваме извадки от тия апели, които са характерни за идеологията на Д. Р. О.

От апела до 9-тия конгрес (1925 г.): «Днешната робска участ на Добруджа е плод, както на империалистическата политика на големите европейски държави, които раздухват националните вражди на Балканите за своите егоистични цели, така и на шовинистическата политика на балканските държави.»

«Верата в западната демокрация, в Лигата на Народите, които продължават да стоят неми и безмълвни зрители при погаването на всички културни, национални и човешки права на добруджанци, е напълно разбита.»

«Свободата на Добруджа, ще бъде извоювана от обединената и самостойна борба на всички добруджанци, без разлика на вера, народност и убеждения и, че из тоя път, те трябва да потърсят опора в тесно единение и съюз на всички поробени националности.»

От апела до 10-ия конгрес (1926 г.): «Пълна самостойност и независимост на добруджанското освободително движение, от чиято и да било правителствена политика. Свободата на Добруджа ще бъде дело на самите добруджанци.»

«Обединение в делото за освобождение на Добруджа, на всички искрени, самоотвержени и честни борци без разлика на националност, вера и политически убеждения. За свободата на Добруджа предварително условие се явява обединението на всички поробени националности, които я населяват.»

«Тесно сътрудничество и единодействие на всички поробени народи, както в рамките на ромънската държава, така и на Балканите, срещу империализма на малки и велики заробители, за премахване на насилническите мирни договори.»

Друга важна задача за Д. Р. О., бе да подложи на една сериозна преценка и заеме позиции спрямо четническия институт, наложил се на национал-революционите движения на Балкана, в течение на техното историческо развитие. Д. Р. О. възприела принципа за масовото въоръжено въстание, отхвърли решително партизанските четнически борби, които показваха

своята пълна несъстоятелност като средство на революционите борби и без да допринасят реална полза на движението, стават причина за оправдаване погромите, вършени от ромънската олигархия над добруджанското население. Четническата дейност е била винаги използвана от балканската реакция за нанасяне масови поражения на революционите организации. В Добруджа, ромънската олигархия, по подобие на сръбската буржуазия в Македония, в отговор на четническата дейност на В. Д. Р. О., пристъпи към изграждане на своето **контрачетническо движение** из средата на колонистите-куповласи, при пълното сътрудничество на сигуранцата и жандармерията. Като легално изражение на това контрачетническо движение, се явиха ултрашовинистическите организации «Acțiunea Românească», и именно нейните нелегални въоръжени банди, именуващи се «Mobila», са, които вършат масови грабежи, жестоки изтезания и убийства над добруджанското население.

Обаче, още при своето формиране Д. Р. О., завари в Добруджа някои от четите на В. Д. Р. О., които беха скъсали с Софийското фашистко ръководство на тая организация след мартенските арести и ударът върху левицата. Тия чети, които се намираха под идейното влияние на левицата в В. Д. Р. О. и на чело на които, по-късно се постави мунатия от затвора Дочо Михайлов, беха единствените, които продължиха една революционна дейност в Добруджа. С формирането на Д. Р. О., те попаднаха под нейно ръководство и тя успе да постави техната дейност в услуга на организационното изграждане, на агитацията и пропагандата. Спрямо тия чети, които се поставиха напълно в услуга на добруджанската кауза, българското правителство в съюз с предателската мафия на Кямилев и Компания, не забвеше да вземе най-варварски мерки и в края на август 1926 г. то устрои техното унищожение. С това въпроса за четническата дейност бе окончателно ликвидиран за Д. Р. О., обаче с убийството на легендарния добруджански революционер Дочо Михайлов и неговите другари, българското правителство и Кямилевци, заеха своето истинско място — при враговете на добруджанското революционно движение.

Д. Р. О. разкри нови хоризонти и перспективи за освободителните борби на заробените добруджански маси. Тя засили верата в тѣх за свободен живот и повдигна техната самодейност. Д. Р. О. разруши всички илюзии в техната среда и премахна пакостните влияния на балканските правителства, тя постави решително и открито пред добруджанци, че

делото за освобождение на Добруджа, ще бъде дело на самите добруджанци,

потърсили тесното сътрудничество и съюз на всички революционни организации, за изграждане единен фронт срещу балканската реакция и световния империализм — за осъществяване на **Балканската Федерация**, чийто свободен и равноправен член ще бъде и **Независимата Добруджанска Република**.

Добруджански

Предателите в добруджанското движение

В брой 8 от 13 януари т. г. в. Препорец, орган на българския министър председател Ляпчев, е поместена една истерична и провокационна статия по добруджанските работи, под надслов «Светотатство». Статията е подписана от «емигрант», под маската на когото се подава предателската лигава фигура на редактора на в. «Зора», храненик на § 17 при всички български правителства — **Матей Бончев**. Как Матей Бончев бе издигнат до член в И. К., по каква случайност стана това в 1924 г., е известно на целата емиграция. Този човек, който винаги е живел като платен агент на всички политически режими в България и чрез своето журналистическо перо е провеждал най-реакционната им политика; този човек, който до сега не обели жѳб против най-вулгарните кражби и убийства, извършени от «неболшевишките» агенти в добруджанското движение и чийто автори Разградския окръжен съд осъди вече по на 15 години затвор и ги очакват още нови присъди; този човек, който заедно с сговористкия депутат, запасния подполковник Никола Кямилев, употребиха въоръжените хора на починалата В. Д. Р. О. за избиването на маса български граждани в Русе и в русенско, — този именно човек има смелостта днес да говори от името и за сметка на добруджанското движение и да приказва за светотатство! Наистина, необходимо е неизчерпаема доза от лицемерие, цинизм и предателство, за да се реши човек на такъва нечувана гавра с едно движение, след като е направил всичко за да го продаде на врага и да го провали! Но на въпроса.

Причината, за да изпадне този храненик на тайните фондове на българските правителства в упомощение, е издаването на един календар от редакцията на в. «Свободна Добруджа», чийто редактор е видния добруджански деец — Д-р П. Вичев; в този календар са поместени ликовете на няколко добруджанци, между които и тия на Кръстю Раковски, на уни-

тия добруджански войвода Дочо Михайлов, на скромния добруджански деятел Димитр Дончев и др.

«Емигранта» нарича Д. Дончева вулгарен разбойник. А и на децата в Добруджа е известно, че той е един честен и скромен ратник в освободителното добруджанско движение, на което той посвети своята младост, без да очаква никаква награда за това. Ние твърдим, че **Димитр Дончев не е извършил нито една кражба, нито един разбойнически акт**. Ние кажим побеснелия «емигрант» да ни посочи поне едно разбойническо дело на Димитр Дончев. Иначе и това «светотатство» остава за негова сметка.

«Емигранта» е недоволен, че е поместен в календара портрета на Д. Михайлов. И има защо. При негово съдействие и подкрепителство, Дочо Михайлов бе осъден на една година затвор от Русенския военно-полев съд, като конспиратор против Ромъния и след като си излежа присъдата, той бе убит от българското правителство. Наистина, тук има не само светотатство, но цело предателство спрямо поробената родина, която българското фашистко правителство продаде на ромънската олигархия, като пое пред нея ангажмента да унищожи добруджанското революционно движение.

Благородните патриотични чувства на Матей Бончев най-много се възмущават от «безумието» с поместването портрета на Д-р Кръстю Раковски. Ние разбираме възмущението на българския фашизм, който е потънал в кражбата на 20,000 изклани българи, но чувствата и разбиранията на добруджанското население са по-други. Добруджанци се гордеят, че из техната среда е излезла една такъва крупна личност като Кр. Р., с когото беше време, когато и самите български националисти се гордееха. Автора на статията отпрати апел към палачите на бълг. народ **«да реагират по най-достоеен начин срещу безумието»** на добруджанци да се борят за свободата си. И това обаче не ще им помогне. Добруджанското население и емиграция не ще спрат своята борба за свобода.

Преди всичко, добруджанския народ не мисли «да живее свободно, макар и под чужда власт». Нека «емигранта» ни по-

сочи как може да живее това население свободно, без да има своите училища, читалища, политически правдини, когато земята му е ограбена, когато то е заставено да извършва всеки ден ангарии, когато развилнелата се развратна администрация на ромънската олигархия върши масови убийства? Но, добруджанският народ знае още, че българския фашизъм е не по-малък враг на неговото освобождение от ромънската олигархия. Той знае, че по вината на завоевателната политика на българската буржуазия, на която платен певец е и малкият «емигрант», гори и «днес продължава да гори огън над главите на добруджанското население». Но този народ знае още нещо, което големият предател на родината, Матей Бончев на pewno е «забравил», а то е следното:

На 7 май 1924 г. Ц. К. на Вътрешната добруджанска революционна организация (В. Д. Р. О.), по предложение на Иван Хаджи Иванов, който не е нито «конспиратор», нито «разбойник», взе протоколно решение и впоследствие **завърза сериозни връзки с Свѳветска Русия**. На последния 10-тия добруджански конгрес в Плевен през лeтото на 1926 г., Иван Хаджи Иванов заяви, **че той и днес още не се е отказал от гледището си, какво свободата на Добруджа може да се добие само с помощта на Свѳветска Русия**. Това светотатство ли беше? «Емигранта» беше делегат на този конгрес, той чу тия думи, той знае, че Иван Хаджи Иванов не е «болшевишки агент», а е негов политически колега от «партиите на реда». Тогава, кой светотатствува? Кой предателствува? Защо е тогава тая истеричност против Вичева? «Светотатството» на Д-р П. Вичева бледнее пред онова на В. Д. Р. О. и на Ив. Х. Иванова частно. Защо е тогава това различно третиране? Обяснението на това отношение към Д-р Вичева трябва да се търси другаде. Макар и Д-р Вичев да е от «партиите на реда» — той е един от видните членове на Демократическата партия — но той не се продаде на българския фашизъм, той не се съгласи да търгува с освободителното добруджанско движение и прояви повече доблест.

Дълг на най-елементарна честност налага на членовете от Ц. К. на бившата В. Д. Р. О. да излезат в печата и след като опровергват всички мизерни твърдения на М. Бончев да пояснят, че Раковски и Свѳветска Русия не са врагове на добруджанското освободително движение, а напротив, те са неговите най-верни приятели и защитници.

Поместването лика на Раковски в календара на Св. Добруджа не е никакво светотатство с добруджанското освободително движение. Нещо повече. Връзките на последното с Раковски и с Свѳветска Русия са една повелителна необходимост за правата добруджанска кауза. Така са гледали на Раковски и на Свѳветска Русия, Никола Кямилев, Ив. Х. Иванов, Слави Алексиев, Ив. Марнополски и други ръководни лица на В. Д. Р. О., когато те се подписваха на протокола от 7 май 1924 г. и на писмото, което тая организация бе отправила до Свѳветска Русия.

Като се знае всичко това — а автора на статията в Препореч знае всичко това — човек се оудва на нахалството на той продажник да подгрекава против истинските добруджански деятели.

Добруджанското население и емиграция знаят отлично кои са приятели и кои врагове на свободата на Добруджа. Те знаят, че освободението на нашата измъчена родина ще се постигне, като водят борба рамо до рамо с всички угнетени народи и потиснати класи в Ромъния, България и в целия Балкан, против ромънската олигархия и българската фашистка диктатура и против реакцията в останалите балкански държави.

Добруджа, 25 януари 1927.

Гидиков

Новите комбинации и балканския мир

Европа ни дава зрелището на една вулканическа област, където се отварят сто кратери. Всеки момент подземния огън говори за своето присъствие и обезпокоителни феномени се издигат пред нашите очи. Искам да кажа, че бъдащите войни се подготвят в наше присъствие и на пук на Локарно, Тоари и Женева. Даже, когато един или друг държавник, искрено се счита за пацифист, неговата воля не може да се противопостави на играта на капиталистическите сили, които хвърлят държавите една срещу друга. Социализма отдавна е прокламирал, че рисковете от въоръжените конфликти, които все повече и повече се разширяват и обобщават, ще продължават да съществуват до като самия капитализъм не бъде унищожен. Не е достатъчно да се действа само върху манталитета и морала на хората, но и върху економо-социалния механизъм, който определя този манталитет и морал.

Но Балканите са отлична лаборатория на войни и огнище на смутове. Миналото ни учи каква роля те са играли в това отношение, в продължение на целия изтекъл век. В началото, националностите се опитаха да се освободят от турско робство, и великите сили, притичвайки им се на помощ, подпредлог да съдействуват за техния освобождение, пренесоха на полуострова своите несъгласия и империалистическа алч-

ност. Най-сетне освободените националности се сблъскаха едни с други. Новите държави, които те беха образували, влезоха в междусобни борби, оспорвайки си територии. Никога наистина в последните 50 години, тази част от континента не е била спокойна и не е оставила и другите да бъдат спокойни.

Още на другия ден след световната война, търканията отново започнаха между България и Югославия, между Югославия и Гърция, между България и Ромъния и между Турция, все пак настанена в Цариград, и България. Напразни беха роднинските връзки между династиите; браковете не можаха да попречат на надпреварванията в апетити. Причините, които хвърлиха великите държави една срещу друга, си остават и за второстепенните държави. Западните държави винаги напрек при тия балкански крамоли, се стремеха да ги усложнят, за да ги използват по-добре.

Безбройните съюзи или приятелските договори, които се сключиха в последно време, не внесоха никакво успокоение. Още преди 1914 година ние разбрахме значението на тия договори и контра-договори, които не можаха нищо да предотвратят. Утре целата тая мрежа от пактове ще се разкъса, както една паяжина от удар на камък. Но в настъпилите след летото месеци, развитието на италианския империализъм, върху който трябва да продължаваме сериозно да се занимаваме, влоши положението, което и без това, само по себе си, беше обезпокоително.

Преди 1914 година, Австро-Унгария се облегаше на България, Германия на Ромъния и Гърция, Русия на Югославия. Италия оспорваше тогава още влиянието на Виенския кабинет в Албания, когато проявяваше много по-големо въздържане и такт в своите маниери, отколкото днес.

Сега има други велики сили, които, вследствие нуждата от империализъм, се стараят да вържат някои балкански правителства за своята колесница: например, Франция е преговаряла за сключването на приятелски договори и военни конвенции с Ромъния и Югославия, но Мусолини се явява по-смел и по-предприемчив. Той счита Балканите като област, която трябва естествено да бъде присъединена към Италия. Затова той води преговори под ред с Гърция на Пангалос и Руфос, с България на Ляпчев и с Ромъния на Авереско. Той се надеваше, че Югославия ще отстъпи на неговите съблазни, но тук удари на пълнен неуспех. Хърватите и словените, по липса на събори, не обичат Италия, защото тя иска да ги сведе до нула в Адриатическото море. Техната господствуваща класа знае много добре, че италианската буржуазия се стреми да я подчини на своите проекти. Тогава Мусолини обмисли да си отмъсти, като образува коалиция против Югославия от всички възможни нейни неприятели. Като се оглежда насам и натам, Белградския кабинет вижда само несигурни приятелства или сигурна враждебност.

Сключването на Тиранския договор, който установи фашисткия протекторат над Албания, бе най-осезателния акт на тази италианска политика. Значи ли това, че Италия има най-сетне успех в тая политика? Тя успя да отбележи един пункт, но в същото това време тя даде възможност на всички балканци да се позамислят, без да се изключат и тия даже от тех, които до тогава се вслушваха в нейните сладки думи.

Ромъния се питаше, до къде Римския кабинет може да отиде с тая си политика, а освен това Белградския кабинет ѝ представяше, че с това тя е атакувана, не по-слабо от малката антанга. Гърция се пробуди, от момента, когато се туряше ръка над Албания, в която тя има интереси и над която тя храни амбиции. Между тия три държави се размениха мисли. Балканците са разделени, но в определени случаи, появяването на една велика държава, която иска всичко да погълне, ги подтиква да се сбlijат.

Но ето отново един съществен елемент изпъква. До последно време, Турция, при все че е стъпила в Европа чрез Цариград и чрез едно парче земя в Тракия, беше се малко дезинтересирала от положението в Балканите. От 1918 година тя не се ползваше там почти с никакъв престъж. Тя се отказа да възобнови некогашините свои завладени земи, за да стъпи здраво в Анадола, от Смирна до Ангора. Новината за Тиранския договор предизвика у нея едно въълнение, едно внезапно пробуждане. И не за това, че тя съжалява за Албания, която в миналото постоянно се бунтуваше против султаните, а защото нахлуването на Италия в територията на изток от Адриатическото море, ѝ се вижда особено заплашително за самата нея: сигурна ли е тя, че Мусолини не ще тикне българите към Златния рог, за да получи срещу това техната подкрепа против Югославия?

Ангорското правителство има пълно основание да не се доверява. То знае, че Мусолини насмалко щеше да му отвори война, за да му отнеме Смирна или Адалия. То знае, че Анадола представлява един от обектите на фашисткия империализъм, който беше отблъснат както от Мароко, така и от Абисиния. То обмислюва също така въпроса да се сбlijи с Югославия, като сключи даже съюз с нея. Тоя въпрос сериозно се разглежда в пресата на Мустафа Кемал.

Ние ще имаме в случая още един съюз в действителност един допълнителен риск за война. За Балканите нищо не е

по-опасно от склучените между правителствата сјוזи. Јасно е, зашто тия последните изключват Балканската Федерација, при којато впрочем мира ще намери својта единствена гаранција.

Пол Луи

Погрома над макед. револуционери в 1924 г. в нетричко и убиството на Т. Александров

(Из архивата на Ц.К. на бившата В.Д.Р.О.)

В архивата на починалата Втрешна Добруджанска Револуционна Организација (В.Д.Р.О.), којато големите «револуционери» Никола Кямилев и Иван Хаджи Иванов предадоха на бжлгарското правителство, се намира един документ, којато хвјрля јасна светлина вјрху кјрвавата катастрофа, којато постигна В.М.Р.О. през септември 1924 г. и вјрху действителните причини на тая катастрофа. Този документ разјаснува до голема степен зашто бе убит Тодор Александров, зашто и кой е имал интерес от неговото убиство и оноа на вјечки почесни дейци в македонското движение.

Известно е, че на 6 май 1924 г. членовите на Ц.К. на В.М.Р.О. — Тодор Александров, Ал. Протогеров и П. Чаулев подписаха в Виена знаменития **майски манифест**, с којато се оповестуваше за вјзприемањето на една нова и напјлно самостојна политика, да потјрри и завјрже врјзки с Сјветска Русија, како едновременно се споразумее с Ц.К. на В.М.Р.О. за координирана дейност в това направление и образување Сјюз на националните револуционни организации в Бжлгария.

От страна на В.Д.Р.О. како делегати при В.М.Р.О. са били изпратени членовите от Ц.К. на В.Д.Р.О.: **Слави Алексиев и Вјрбан Петров**.

Веднага след заврјчането на Т. Александров и Ал. Протогеров от Виена, горните делегати на В.Д.Р.О. се явили и били приети от Ц.К. на В.М.Р.О. в присјствието на Алеко Василев и полк. Атанасов. Това е било кјм средата на м. јуни 1924 г. По този случај делегатите на В.Д.Р.О. са дали един писмен доклад до Ц.К. на организацијата си, в којато са изложили резултатите от вјзложената им мисия при В.М.Р.О.

От този документ се вижда, че Ц.К. на В.М.Р.О. напјлно е одобрил ориентацијата на В.Д.Р.О., че на последната е обещана пјлната и безрезервна подкрепа на В.М.Р.О. за реализирање на тази политика, којато и В.М.Р.О. напјлно е вјзприемала. Ние ще предадем приближително думите на Ал. Протогеров и Т. Александрова така, както са предадени в поменијатия доклад на двамата делегати.

Ал. Протогеров е казал следното:

«Много се радуваме, че вие сте вјзприели такјва ориентација, којато за днес е единствената спасителна политика за револуционните движения на Балканите. Аз сјм напјлно

уверен, че Русија ще ви подкрепи много по-охотно, отколкуто би подкрепила нас. Идете при Раковски. Аз се стрещах скоро с него. Той е отличен бжлгарин, макар че е комунист. Освен това, той е и добруджанец. Той нај-добре ще разбере вашите болки и ще направи всичко вјзможно да ви се помогне. Вјрзайте, не губете нито ден! В това направление ще имате напјната пјлана подкрепа. Ето и Тодор ще ви каже и потвјрди това!

Тодор Александров е казал следното:

«Много ми е драго, че вие още тјм млада организација, много правилно сте се ориентирали. Това ме особено радува. И ние сме на пјт да се ориентираме в сјщата насока, но остават да се преодолејат още некои формални пречки. Аз сјм уверен, че вашия, добруджанскиј вјпрос, ще се разреши много по-скоро отколкуто македонскиј, макар че ние имаме една 40 годишна револуционна борба. Вашиј вјпрос не е така комплициран, както нашиј. През Добруджа не минават и не се прешллитат интересите на всички империалистически дрјжави, како това е с Македонија. Независимо от това, Добруджа граничи с Бесарабија, којато е руска земја и којато Русија, кога и да е, ще си ја вземе. В лицето на Сјветска Русија вие имате един естествен и моќен сјюзник, којато непосредствено ще ви помогне. И ние сјсваме всичко с бжлгарското правителство!...»

Тук делегатите го запитват за причините на този разрив, како изтјкнали всеизвестната истина за активното учасие на В.М.Р.О. в преврата от 9 јуни и за големата помош, указана на правителството на Цанкова при неговото закрепване. На това Т. Александров отговорил, како продјлжил. «Сјсвахме, зашто много ни обещаваха, а почти нищо не изпјлниа. Изтјкаха си платното, и ни ритнаха кросното.

Бжлгарските правителства винаги са тјргували с интересите на поробеното бжлгарско население. Те са продавали тия интереси за своите чисто партизански цели. Ние ще треба да образуваме един моќен Сјюз от револуционните организации в Бжлгария и да опашем како с обрјч границите на Бжлгария! Така засилени, ние не треба да позволяваме на бјдащите бжлгарски правителства да тјргуват с интересите на поробените. Нешто повече даже. За в бјдаще, вјшната политика на бжлгарските правителства ще треба ние да диктуваме!...»

Тук Т. Александров е предложил двата комитета веднага да си делегираат по един постоянен представител за врјзка, за да се реализира една координирана дейност в горната смисјл.

Пред перспективата на една сјвместна дейност на револуционните организации в Бжлгария за реализирањето на горе изложените задачи кјрвавата бжлгарска бурјуазия се сепна. Тј реши и само след 2 месеци нанесе страшен удар вјрху В.М.Р.О., којато бе последван с мартенските арести над В.Д.Р.О. — през 1925 г. и завјрши с убиството на Дочо Михайлов и другарите му на 26 август 1926 г.!

От изложеното до тук става јасно кой е имал интерес да бјде убит Т. Александров и да се извјрши погрома над левидата на В.М.Р.О., стојача на базата на манифеста; јасно е сјщо тјм, зашто е бил пошаден ген. Протогеров; той е играал една мрјсна агент-провокациска рол.

Бжлгария, 20 јануари 1927 г.

Н. Б. Кандиев

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Slovenija na raskršću

IV.

Slovenija u okovima vidovdanskog ustava

Vidovdanski ustav bio je izglasan, hegemonija velikosrpskog režima uglavljena i već je nestalo razloga, da se Slovenicima govori, kako će samo jaka centralistička vlada i bojnem slavom okrunjena srpska vojska spasiti slovenski narod od narodne propasti. Slovenci pritисnuti sa sjevera i juga povjerovališe sirenskim glasovima novih gospodara i nepoznavajući metode balkanskih političara pouzdaše se u tvrda obećanja i pismene obezbe beogradskih državnika. Slovenska inteligencija baca se u naručje „nacionalnog bloka“ i stvara podružnice režimu i reakciji omiljenih partijskih grupa: Radikala i Samostalnih Demokrata. Sve ono, što je i prije tražilo pomoći od

vladajućeg sistema, nalazi se sada u redovima vladajuće klike, upire oči u glave beogradske kamarile i od njih traži pomoći, da državnom pomoći i režimskim sredstvima „zobi i bičem“ nauči seljački i radnički slovenski svijet, da cijeni veličinu narodnog oslobođenja i ujedinjenja, da se privikne na misterij „državnog i narodnog jedinstva“ i da pritom zaborave batine i kundake, koje oni — radnici i seljaci — u ime tog „oslobođenja i ujedinjenja“ nedvno primaju od svojih novih gospodara.

Nije prošlo dugo i slovenski je narod osjetio, da je on u novoj državi bio gadno prevaren. Rapalskim ugovorom bio je žrtvovan Italiji najbolji slovenski kraj, a da ga se nije ni pokušalo ozbiljno braniti.

Srpski državnici i diplomate, koji najviše doprinijehše potpisivanju zloglasnog rapalskog ugovora — Miljenko Vesnić i Kosta Stojanović, radikal i demokrat, predstavnici dviju glavnih srpskih stra-

naka, pristadoše vrlo lako na talijanske zahtjeve, jer htjedoše tim kupiti pomoć talijanske vlade za zaštitu zaposjednute Makedonije. Nakon kratkog pregovaranja i potpisa ugovora, držao je šef delegacije Miljenko Vesnić oduševljeni panegerik talijanskoj vladi i talijanskoj diplomaciji, koja je omogućila ovo historijsko djelo i preko njega ponovno učvrstila tradicionalno prijateljstvo između Srba i Talijana... I nije bilo dosta zavojevačkom režimu, da laka srca napusti slovenski dio Koruške i da u interesu tlačenja makedonskog naroda još lakše žrtvuje 600.000 Slovenaca na primorju i tim im podreže žilu kucavicu i presječe jedini put razvitka, put njihovom moru, oni počehše balkanskim metodama osvješćivati slovenski narod od časovitog ludila i zaboravljivosti, da od imperijalista traže pomoć protiv talijanskog imperijalizma, ne bi li tako spasili lijepi kraj svog pjesnika Gregorčiča i osigurali slovenskom radniku njegov izlaz u jedinu luku Slovenije — u Trst. Radi tobožnjih interesa narodne odbrane započela je centralistička beogradska vlada, da stavlja nepremostive zapreke slovenskoj industriji, da je sili, e da svoja sjedišta prenese u centar države. Svim sredstvima, kojima raspolaže državna vlast, počeli su vlastodršci smetati slovensku industrijsku proizvodnju, favorizirati umjetnim sredstvima podržavana industrijska poduzeća svojih privrženika.

Porezni sistem pogadjao je u srž slovensko narodno gospodarstvo. Nije to više bio oporezovan samo *narodni dohodak* — pojedina i društava, nego se prešlo preko toga i oporezovalo *narodni imetak*, tako da je taj porezni sistem beogradske vlade bio zapravo *konfiskacija narodnog imetka i prisilna kontribucija za izdržavanje vojske i činovničkog aparata u Sloveniji* — i za ništa drugo. Od svih ogromnih državnih daća, koje je Slovenija od državnog prevrata ovamo dala u državnu blagajnu, nije se ništa upotrebilo za ekonomske i kulturne potrebe Slovenije. Izvršna administracija u slovenskim krajevima bila je uništena — nerazumijevanjem novih gospodara. Odlični i valjani slovenski činovnici bili su bez ikakva razloga bacani na ulicu, a njihova mjesta popuniše korumpitivna čeljad, pristalice ovog režima. U Sloveniji, gdje se prije nije znalo za podmićivanje činovnika, postao je „baksiš“ jedino sredstvo, kako da dodješ do nekakvog akta. Batina i kundak postadoše i u Sloveniji prosvjetna sredstva novih vlastodržaca. Odlične slovenske gospodarske ustanove propadoše, putevi i mostovi biše zapušteni, komunikacijona sredstva nalaze se u očajnom stanju. Sve tužbe slovenskog naroda i plačljive tužaljke njegovih poslanika u beogradskom parlamentu nalaze samo, na samilosni posmijeh odlučujućih faktora i upozorivanja na „budžetsku nemogućnost“... Nije trebalo dugo vremena i slovenski se je narod osvijestio... Njemu je bilo jasno, da je on u državi S. H. S. zaista na trećem mjestu, da je on podanik trećeg reda. I sve, što i malo slobodno misli i osjeća, zna da pod ovakovim uvjetima, sve dok je okovima vidovdanskog ustava osigurana i učvršćena velikosrpska hegemonija, nema nade da će odlanuti slovenskom narodu... I tako je nastao preokret u slovenskom javnom mišljenju. Oduševljenja i fanatičkog paroksizma nestaje, a mjesto njega zauzimlje maha trijezno gledanje, ogorčenost i slovenska odlučnost. Treba li se režimu pokloniti ili vedra čela preuzeti tešku borbu za svoja prava? *Frangor* oder *flector*? *Saget češ me; slomiti me ne češ ili slomiti češ me, sageti me ne češ.* Široki slovenski slojevi prihvatihše isti cilj, i ako podjohše raznim putevima. Misao o slovenskoj autonomiji, o oslobodjenju od gadnih okova centralizma i njegovog vidovdanskog ustava postala je vodiljom u političkom životu slovenskog naroda. On je popravio svoju temeljnu

pogriješku, koju je učinio na koncu rata i pri svom ulazu u novu državu S. H. S. da se je orijentirao prema momentanim potrebama vanjske politike i svu svoju snagu upotrebio, da odstrani i pogibelj talijanskog imperijalizma od svog narodnog tijela, a da nije u prvom redu osigurao sebi pravo koje mu pripada i uredio državu na principu narodnog samoodredjenja, te da narod bira vlast, koja odgovara njegovim interesima. Ali se prevariše vlastodršci i njihovi sluge u Sloveniji, da je za uvijek slomljena otporna snaga slovenskog naroda i da oni mogu s njim raspolagati prema svojoj svirepoj volji. Slovenski se je narod odlučio na otpor. Pristaše režima dnevno i očito opadaju u Sloveniji, stranke centralizma samo životare, a oduševljenici za beogradske režim mogu se na prste prebrojiti.

Stranke režima — zapravo su samo radikalna i demokratska stranka. Ali sve novčane potpore centralne vlasti i banaka, koje su ovisne o državi ili rade s njom, nemogu unižeti života u radikalno mrtvorodjenče među Slovencima. U toj se stranci okupljaju svi ovisni ljudi, većina državnih namještenika, koji se boje za svoju egzistenciju i političari na raspoloženju, već potpuno mrtvi za živi politički život, te čekaju svoj politički uskrs od „makedonskih metoda“ radikalne stranke. U toj se grupi nalaze političari izvan službe: Ravnihar, Župančić, Lukan i t. d.

Samostalni se Demokrati rekrutiraju od fašista, varoških besposličara i novaca onih banaka, koje nemogu zaboraviti usluga, koje su im samostalni demokrate Kramer i Žerjav učinili za vrijeme kursa „nacionalnog bloka“. Knjige i računi „Slavenske banke“ dokazuju sve veze samostalnih demokrata sa bankokratijom i njenim industrijskim koncernima. Iz tih se knjiga vide ogromne sume, koje je samo „Slavenska banka“ žrtvovala za organizovanje samostalaca i orjune, te zaštitne straže industrijskog i finansijskog kapitala. Kad se spomene ime Žerjav, onda je svakomu u Sloveniji jasno, o čemu se radi.

Dvije stranke i to najjače — slovenska ljudska stranka (S. Lj. S.) i slovenska kmetijska stranka (S. K. S.), prva klerikalna, a druga slovenska seljačka Radićeva stranka, koju vodi slovenski Radićev ministar Pucelj, neće centralizma, ali još se ne odlučihše na otvorenu borbu za slobodu i pravo samoodredjenja slovenskog naroda. Njihovi su pristaše siti ovog trgovanja i htjeli bi sa bespravnim slovenskim radništvom zajednički front protiv režimu. Taj front je već u pripravljanju i nije daleko čas, kada će buknuti zajednička borba svih potlačenih naroda u Jugoslaviji za njihovo pravo i slobodu.

Slovenija je bila na raskršću, na raskršću su još mnogi slovenski službeni političari, ali je slovenski narod već krenuo sa raskrsnice i uputio se putem, koje vodi u zajedničko kolo ostalih balkanskih naroda, *da stresu jaram hegemonije, imperijalizma i militarizma, a podignu zgradu jednakosti, slobode i mira.* U tom će radu za „Balkansku federaciju“ slobodnih naroda, u toj borbi za njeno ostvarenje biti među prvima — slovenski narod, odlučan i složan.

Karakterističan je u tom smislu proglas, kojega je prigodom predstojećih oblasnih izbora upravelo vodstvo S. Lj. S. svojim biračima: „*Slovenskomu je narodu dana prilika, da obračuna sa pogubnim centralizmom, koji pije krv slovenskog naroda. Naš je program od kojega ne odstupamo: Samouprava, ujedinjenje Slovenije i oslobodjenje.*“ (Slovenec, Ljubljana, 20. I. 1927.)

Joško Cotić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

για την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΜΠΕΝ ΤΙΛΛΕΤ

Ο Βενιαμίν Τίλλετ γεννήθηκε στο Λόουερ Ήστον του Μπρίστολ, στα 1860. Από μικρή ηλικία αναγκάστηκε να δουλέψει βαρειά δουλειά για να κερδίσει το ψωμί του. Όχτω χρονών ήταν μούτσος σε ένα ιστιοφόρο, 12 χρονών δούλευε σε μία ψαρόβαρκα, έπειτα ήταν κάλφας σε ενός παπουτσή, υπηρέτης στο σταύλο ενός ίπποδρομίου, έπειτα υπηρέτησε στο βασιλικό ναυτικό, στο

έμπορικό ναυτικό, στο τελωνείο. Στα 1887 οργανώνει καρμιά τρακοσαριά εργάτες του τελωνείου; ή ομάδα αυτή έμεγάλωσε πολύ γρήγορα ως που έσχηματίστηκε απ' αυτή ή "Ένωση Έργατών Τελωνείου. Η μεγάλη άπεργία του 1889 άρχισε να κάμνει δημοφιλές το όνομα του Μπέν Τίλλετ.

Άρα τελείωσε ή άπεργία αυτή, ο Μπέν Τίλλετ έγινε γραμματέας της „Dock-Wharf-Reverside and General Workers' Union“ της Μεγάλης Βρετανίας και Ήρλανδίας, ως που συνενώθηκε

ή ὀργάνωση αὐτὴ μαζί με τὴν „Transport and General Workers' Union“ στὰ 1921. Τώρα εἶναι πολιτικός καὶ διεθνῆς γραμματέας τῆς μεγάλης αὐτῆς ἑνώσεως.

Ὁ Μπὲν Τίλλετ ἦταν ἀπὸ τὰ 1917—1924 μέλος τῆς Βουλῆς τῶν Κοινοτήτων.

Στὰ 1912 εἶχε φυλακισθεῖ στὴν Ἀμβέρσα καὶ στὸ Ἀμβούργο καὶ ἔπειτα ἐδιώχθηκε ἀπὸ τὶς πόλεις αὐτὲς ὅπου εἶχε πάγει γιὰ νὰ βοηθήσει τοὺς ἐργάτες Τελωνεῖου ποὺ βρισκόντανε σὲ ἀπεργία.

Ὁ Μπὲν Τίλλετ εἶναι ἓνας ἀπὸ τοὺς κυριώτερους ὀργανωτὲς-ἰδρυτὲς τῶν „General Federation of Trades“, „National Transport Workers' Federation“, „National Federation of General Workers“, „International Transport Federation“, „National Labour Party“. Εἶναι μέλος τοῦ Γενικοῦ Συμβουλίου τοῦ Συνεδρίου τῶν „Trade Unions“.

Ἐχει συγγάψει διάφορα ἔργα: „Χαρακτήρας καὶ περιβάλλον“, „ὁ Κολλεκτιβισμὸς“, „Σοσιαλισμὸς“, „Συνδικαλισμὸς“, „ἱστορία τῆς ἐνώσεως ἐργατῶν Λιμένος“, „ἱστορία τῆς ἀπεργίας τῶν ἐργατῶν μεταφορῶν τοῦ Λονδίνου στὰ 1911“, „Τὸ κράτος καὶ ὁ ἀτομικισμὸς“, „Ὁ Χριστὸς καὶ ἡ ἐργασία“, κ. τ. λ.

Ὁ Μπὲν Τίλλετ ἔχει ἐπανειλημένως κάμει ἐντύπωση ὡς ρήτωρ στὴ Βουλὴ τῶν Κοινοτήτων, καὶ εἶναι ἓνας ἀπὸ τοὺς πρὶ δημοφιλεῖς καὶ δυνατοὺς ρήτορες τῆς Μεγάλῃς Βρετανίας.

Ὁ διαμελισμὸς τῶν ἔθνων δὲν μπορεῖ ποτὲ νὰ ἐξυπηρετήσῃ τὴν ὑπόθεση τῆς εἰρήνης. Ἡ ψυχολογία ἐνὸς ἔθνους, σὲ ὁποιαδήποτε φυλὴ καὶ ἂν ἀνήκει, μεγάλη ἤ μικρή, τὸ σπρώχνει ἀδιάκοπα πρὸς τὴν συνένωση τῶν διαφόρων τοῦ χωρισμένων κομματιῶν, ἐφ' ὅσον ἐξακολουθεῖ νὰ ζεῖ μέσα του τὸ αἶσθημα τῆς ἐθνικότητος του.

Τὰ δικαιώματα τῶν μειονοτήτων στὴ Βαλκανικὴ δὲν ἀναγνωρίζονται ἀπὸ τὶς σημερινὲς Κυβερνήσεις οἱ ὁποῖες καὶ δὲν τὰ σέβονται καθόλου. Αὐτὴ ἡ ἀρνήση τοῦ στοιχειωδέστερου ἀνθρωπίνου δικαιώματος εἶναι ποὺ φέρνει τὸ μεγαλύτερον ἐμπόδιο στὴ συνένωση μεταξὺ τῶν διαφόρων λαῶν τῆς Χερσονήσου. Μόνον ἡ Σοβιετικὴ Ρωσσία ἀνεγνώρισε τελείως τὰ δικαιώματα αὐτὰ καὶ ἐπραγματοποίησε κατ' αὐτὸν τὸν τρόπο τὴν ἄρμονία μεταξὺ τῶν χωρῶν καὶ τῶν λαῶν ποὺ ἀποτελοῦν τὴν Σοβιετικὴν ἑνωσιν.

Οἱ ἀντιζηλίτες μεταξὺ τῶν Βαλκανικῶν χωρῶν δὲν θὰ παύσουνε παρὰ ὅταν οἱ ἐργάτες τῶν χωρῶν αὐτῶν θὰ καταλάβουνε τὰ εὐεργετήματα ποὺ φέρνει ἡ ἑνωσιν καὶ ἡ οικονομικὴ ἐνότης.

Ἡ συνένωση τῶν λαῶν αὐτῶν σὲ μιὰν Ὀμοσπονδία δὲν θὰ μπορέσει νὰ πραγματοποιηθεῖ ἐφ' ὅσον οἱ καπιταλιστὲς καὶ οἱ μιλιταριστὲς θὰ ἐξακολουθοῦν νὰ τοὺς κυριαρχοῦν καὶ νὰ τοὺς καταπιέζουν.

Ἡ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία εἶναι ἓνα ἰδεῶδες ποὺ ἡ πραγματοποίησή του θὰ συντελέσει στὴν παγκόσμια εἰρήνην περισσότερο ἀπὸ κάθε ἄλλο μέτρο. Οἱ προσπάθειες ὅμως ποὺ κατέβαλεν ἡ Βαλκανικὴ ἐπὶ αἰῶνες δόκλιηρους γιὰ νὰ ἐπιτύχει μιὰ ὁποιαδήποτε συνεργασία τῶν διαφόρων φυλῶν κατέληξαν λίγο πολὺ στὸ μηδὲν καὶ βλέπουμε συγχρόνως καὶ τὰ ἔθνη τῆς δύσεως καὶ τὰ πρὶ προοδευμένα ἔθνη νὰ βασανίζονται μετὰ τὰ ἴδια προβλήματα ποὺ ἔχουν τὶς ἴδιες οικονομικὲς αἰτίες.

Ἡ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία δὲν μπορεῖ παρὰ νὰ εἶναι τὸ ἔργο τῶν ἐργατῶν καὶ δὲν μπορῶ νὰ ἀνακαλύψω ποθενὰ μιὰν ἄλλη τάξιν τῆς βαλκανικῆς Κοινωνίας ποὺ νὰ ἐπιθυμῇ τὴν Ὀμοσπονδίαν αὐτή, ποὺ νὰ ἐπιθυμῇ τὴν εἰρήνην ἢ τὴν ἄρμονίαν. Εἶναι καθήκον τῶν δημοκρατικῶν καὶ ἄλλων προοδευμένων στοιχείων ποὺ δὲν ἀνήκουνε στὴν κυβερνώσα τάξιν, νὰ σηκωθοῦν καὶ μετὰ πνεῦμα ἀνεξάρτητο νὰ κυττάξουν κατὰ πρόσωπο ἐκείνους ποὺ στὸ παρελθὸν ὑπῆρξαν κυβερνήτες καὶ μιλιταριστὲς στὴν ὑπηρεσία τῆς κυρίαρχης καπιταλιστικῆς τάξεως.

Ἡ ΣΗΜΕΡΙΝΗ ΚΡΙΣΗ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Οἱ πρόσφυγες ζητοῦνε γῆ. Χιλιάδες οἰκογένειες βρίσκονται σὲ πλήρη ἐξαθλίωσιν καὶ ἡ κυβερνήσιν κάμνει ὑποσχέσεις. Οἱ ἄεργοι καπνεργάτες ἔκαμαν συλλαλήτηριον καὶ Θεσσαλονίκῃ. Ἐλεηλάτησαν τὸ γραφεῖον προστασίας καπνοῦ. Χιλιάδες ἐργατῶν ἔλαβαν μέρος στὴ διαδήλωσιν γιὰ νὰ διαμαρτυρηθοῦν κατὰ τοῦ λόγῃ αὐτοῦ καὶ τοῦ συστηματικοῦ σαμποτάζ τῶν ἐπιχειρηματιῶν καὶ τοῦ λακὲ τους, τῆς „οἰκουμενικῆς“ κυβερνήσεως. Μερικοὶ ἐργάται κατεδικάσθησαν σὲ πρόστιμο. Ἐνας ἐργάτης θὰ δικασθεῖ σὲ τακτικὸ δικαστήριον.

Ἡ Κοινωνία τῶν Ἑθνῶν δὲν ἐμπόρεσε, ὡς τὰ τώρα, νὰ ἐπιτύχει τὸ σκοπὸ τῆς· ἀλλὰ, καὶ αὐτὸ πρέπει νὰ τὸ ἀναγνωρίσουμε, δὲν ἐχειροτέρεψε τὴν κατάστασιν καὶ συνέτεινε μάλιστα νὰ δυναμώσει τὸ αἶσθημα τῆς διεθνούς ἀδελφότητος καὶ εὐθύνης.

Μπὲν Τίλλετ

ΕΔΟΥΑΡΔΟΣ ΔΥΦΟΥΡ

Ὁ Ἐδουάρδος Δυφούρ γεννήθηκε στὴ Γενέβη στὰ 1872, ἐκεῖ ἔκαμε καὶ ὅλες τὶς σπουδὲς του. Ἀπὸ τὰ 1895 ἕως 1912 ἐταξίδεψε στὴν Εὐρώπην καὶ στὴν Ἀμερική. Μετετὰ τὰ κοινωνικὰ προβλήματα καὶ πρὸ πάντων τὸ ἐργατικὸ ζήτημα. Διδάκτωρ τῆς κοινωνιολογίας (1913). Ἐφηγητὴς στὴ σχολὴ τῶν οικονομικῶν καὶ κοινωνικῶν ἐπιστημῶν τοῦ Πανεπιστημίου τῆς Γενέβης (1913—1918). Βιβλιοθηκῆριος τῆς Ἀναγνωστικῆς ἑταιρείας τῆς Γενέβης. Μπήκε στὸ σοσιαλιστικὸν κόμμα τῆς Γενέβης στὰ 1920. Συνεργάτης τοῦ Δικαίου τοῦ Λαοῦ καὶ τῆς Ἐργασίας σοσιαλιστικῶν ὀργανῶν τοῦ Βώ καὶ τῆς Γενέβης.

Οἱ ἐρωτήσεις ποὺ εἶχατε τὴν καλωσύνη νὰ στειλετε στὸν ὑποφαινόμενο, ὁ ὁποῖος δυστυχῶς δὲν εἶναι γνώστης τέτοιος τῶν βαλκανικῶν πραγμάτων ὥστε νὰ σὰς φανεῖ χρήσιμος ὅπως θὰ τὸ ἤθελε, μποροῦν νὰ συνοψισθοῦν σὲ τρία σημεῖα: Τὰ συμφέροντα τῶν διαφόρων βαλκανικῶν κρατῶν, τὰ συμφέροντα τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων ποὺ περιλαμβάνονται μέσα στὰ κράτη αὐτὰ, καὶ ἀνάμεσα σ' αὐτὲς, τὰ συμφέροντα τῶν Μακεδόνων, ποὺ πρέπει νὰ ἐξετασθοῦν χωριστά.

Στὸ πρῶτον σημεῖον, ἀπαντῶ πὺς ἡ εὐρωπαϊκὴ εἰρήνην δὲ θὰ μποροῦσε νὰ πραγματοποιηθεῖ ἐὰν δὲν λυθεῖ τὸ βαλκανικὸ ζήτημα καὶ ὅτι ἡ λύσιν αὐτὴ δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι ἄλλη ἀπὸ μιὰν Ὀμοσπονδία τῶν Γιουγκοσλάβων, Ρουμάνων, Βουλγάρων, Ἑλλήνων, Ἀλβανῶν, Μαυροβουνίων καὶ Τούρκων ὅσοι ἀκόμα μένουσιν στὴν ἡπειρὸν μας.

Στὸ δεύτερον σημεῖον, ἀπαντῶ πὺς ἡ Ὀμοσπονδία αὐτὴ θὰ συνεπήγετο γιὰ τὰ ἀποτελοῦντα αὐτὴν στοιχεῖα τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀποδώσουν τὰ μὲν πρὸς τὰ δὲ τοὺς „ὁμοφίλους“ τῶν, σὲ τρόπο ποὺ νὰ ἀνήκει ἡ Βουλγαρία στοὺς Βουλγάρους, ἡ Ἀλβανία στοὺς Ἀλβανοὺς, τὸ Μαυροβούνιον νὰ ἀναλάβει τὰ παλῆα του δικαιώματα καὶ οὕτω καθεστῆ.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ τρίτον σημεῖον, καὶ ἐδῶ μᾶς παρουσιάζεται τὸ μακεδονικὸ ζήτημα, ποῖα θὰ εἶναι ἡ τύχη τῶν Μακεδόνων; Ἡ τύχη αὐτὴ ποὺ ἐν μέρει ἐξαρτᾶται ἀπὸ αὐτοὺς τοὺς ἴδιους, τὴν βλέπω στὴν δημιουργία μιᾶς Μακεδονίας αὐτονομίου, ὅπου θὰ συγκεντρώονταν οἱ δυστυχισμένοι αὐτοὶ ἄνθρωποι, ποὺ σκορπίζονται καὶ καταπιέζονται κατὰ τὸν γνωστὸν σὲ ὅλους τρόπο. Γιὰ νὰ φθάσει κανεὶς σ' αὐτὸ, ὁ πρῶτος ὅρος θὰ ἦταν, μὴ φαίνεται, νὰ παύσῃ ἡ ἐσωτερικὴ μακεδονικὴ ἐπαναστατικὴ ὀργάνωσιν Ἐ. Μ. Ἐ. Ὀ. νὰ γίνεταί τὸ τυφλὸ ὄργανον τῆς βουλγαρικῆς ἀντιδράσεως, καὶ κατὰ συνέπειαν νὰ τείνει μιὰν ἀδελφικὴν χεῖρα στοὺς ὀμοσπονδιακοὺς καὶ στὸν Βλάχωφ, ποὺ μόνον ἀντιλαμβάνονται τὸ πραγματικὸν συμφέρον τῶν Μακεδόνων. Τὸ ἐπαναλαμβάνω: θὰ ἦταν τὸ πρῶτον βῆμα πρὸς τὸν σχηματισμὸν ἐνὸς αὐτονομίου μακεδονικοῦ κράτους. Ἡ ἑνωσιν δὲν εἶναι ποὺ κάμνει πάντοτε τὴν δύναμιν;

Ὡς σοσιαλιστὴς, ἐννοεῖται πὺς θὰ ἤθελα νὰ ἐβλεπα ἓνα καθεστῶς ποὺ ἀγαπῶ νὰ φέρει στοὺς βαλκανικοὺς λαοὺς τὴν τελικὴν λύσιν τῶν δυσκολιῶν τους. . . . Μὰ δὲν πρέπει νὰ πέρνουμε πρὶν τὸ βῶδι τὸ σχοινὶ καὶ πρέπει νὰ ἀναγνωρίσουμε πὺς πρέπει νὰ περάσουμε τοὺς σταθμοὺς ποὺ ἀνεφέραμε γιὰ νὰ μπορέσουμε νὰ φθάσουμε τοὺς ἐπομένους σταθμοὺς.

Ἐδουάρδος Δυφούρ

Ὁ κ. Καλέυρας, ὁ διοικητὴς τῆς „τάξεως“ ὁ ἥρως τῆς ἑλληνικῆς καὶ ἐβραϊκῆς μπουρζουαζίας, ἔδωκε τὴν διαταγὴν νὰ διασκορπίσουν σὲ κάθε περίπτωσιν διὰ τῆς βίας τοὺς ἀέργους. Μὲ τόνον ἀλλαξίονα ὠμίλησε πρὸς τὸν βουλευτὴν Βεντούρα, ποὺ διαμαρτυρήθηκε κατὰ τῆς ὑποστηρίξεως ὑπὸ τοῦ κράτους τῶν κακούργων σαμποτέρ. Ἡ ἐξακολούθησιν τοῦ λόγῃ αὐτοῦ δὲν ἔπαυσε, ἡ μεταφορὰ καπνῶν εἰς τὴν Θεσσαλονίκην ἀπὸ τὸ ἐσωτερικὸν πρὸς ἐπεξεργασίαν δὲν ἔγινε, ἡ διοικητικὴ ἐπιτροπὴ τοῦ γραφείου προστασίας καπνοῦ δὲν ἔδωκε τὴν παραίτησιν τῆς, ἡ δὲ βενιζελικὴ μπουρζουαζία προτιμᾷ νὰ πληρώσει τὰ ἔξοδα τῆς ἐπαναφορᾶς τῶν μοναρχικῶν ἀξιωματικῶν,

προτιμά να πληρώσει συντάξεις μεγάλες στους όπαδούς των αντιδραστικών κυβερνήσεων, παρά να πληρώσει τους καθυστερούμενους δυο μηνιατικούς μισθούς στους εργάτες που πεθαίνουν της πείνας. Χρήματα για να διαλυθούν οι συγκεντρώσεις των άεργων υπάρχουν, για να τους θρέψουν όμως δεν βρίσκουν χρήματα. Οι χωρικοί καταφεύγουν προς την πόλη και αυξάνουν έτσι τον αριθμό των άεργων. Παρ' όλες τις προτάσεις για την καλλιτέρευση της θέσεως των χωρικών, τα γεωργικά προϊόντα σε μερικές περιφέρειες σπανίζουν αρκετά, και τα μέτρα που ετοιμάζονται κατά της φυλοξήρας δεν εμπόδισαν να λάβουν χώρα γεγονότα αρκετά σοβαρά στις σταθιδο-παραγωγικές περιφέρειες. Μονάχα μια άγροτική μεταρρύθμιση οργανωμένη κάτω από τον έλεγχο των άμεσο των χωρικών θα μπορούσε να αποσοβήσει τους κινδύνους. Η οίκομενική όμως κυβέρνηση ούτε σκέπτεται καν τέτοια σοβαρά ριζικά μέτρα. Υπόσχονται στους πρόσφυγες γή και στην πραγματικότητα δεν κρατούν καμμία ύσχεση από όσες έκαμαν!

Οι έπιτροπές των άεργων καπνεργατών εξέτησαν καινούργιες πιστώσεις ή κυβέρνηση δεν έδωσε ακόμη άπαντηση. Ο προϋπολογισμός όμως παρουσιάζει ένα έλλειμμα ενός δισεκατομμυρίου δραχμών και τα 35% αντιπροσωπεύουν δαπάνες που έγιναν „είρηνικώτατα“ για σκοπούς στρατιωτικούς. Μολονότι απέλυσαν κληρωτοί έξ αιτίας της έλαττώσεως της στρατιωτικής θητείας, οι δαπάνες του μιλιταρισμού δεν θα έλαττωθούν, και αν κανείς λογαριάσει καλά, θα καταλήξει στο συμπέρασμα ότι οι οίκομενες που άπήτησε ή λαϊκή θέληση θα μείνουν μονάχα στο χαρτί. Η έλάττωση των έξόδων δε θα έγκριθεί από την κυβέρνηση. Η έλάττωση των έξόδων των δημοσίων υπηρεσιών δεν έγινε ως τα σήμερα. Στα 1915 ο αριθμός των υπαλλήλων ήταν 23.233, σήμερα είναι 45.407. Η κυβέρνηση τώρα δηλώνει πως είναι ανάγκη να έλαττωθεί ο αριθμός των υπαλλήλων. Αυτό είναι ή άπάντηση στους υπαλλήλους T. T. T. και άλλων κατηγοριών που είχαν διεξαγάγει έναν άγώνα για την αύξηση των μισθών τους. Το σύνθημα μιας εύθηνης Κυβερνήσεως δε μπορεί

να πραγματοποιηθεί από τους „οίκομενικούς“ των δύο στρατοπέδων. Μία πολυάριθμη γραφειοκρατία αποτελεί ανάγκη για το σημερινό καθεστώς και ή αύξηση των φόρων ηβξησης φυσικά και τον αριθμό των υπαλλήλων της φορολογικής υπηρεσίας. Ο άθλιος μισθός που δίδεται στους μέσους υπαλλήλους είναι ο κυριώτερος λόγος που έκαμε να δυναμώσει στις τάξεις και αυτών ακόμα των υπαλλήλων ή αντίστασή τους κατά της θελήσεως της κυρίαρχης τάξης. Ο κ. Βενιζέλος έκαμε τα παξείδια του. Έδωσε στους όπαδούς του τη διαταγή να κρατήσουν άπόλυτη ήσυχία και ο δυστυχής Πλαστήρας έγινε βενιζελικός και δηλώνει φανερά πως δε θα άνακατευθεί με τα πράγματα της σημερινής κυβερνήσεως. Η δημοσιονομική κρίση είναι πιο επαναστατική από τον υπό σύνταξη ήρωα της έλληνικής επαναστάσεως. Η σταθεροποίηση δεν έπετεύχθη, ή σταθεροποίηση μέσω των άμέσων φόρων άπερίφηη από την μπουρζουαζία, ή σταθεροποίηση μέσω έμμέσων φόρων είναι άδύνατη ένεκα της έξαθλιώσεως των εργαζομένων χωρικών, της πτώχειας των προσφύγων και την αυξανόμενη διαρκώς άνεργία των εργατών. Όλα τα μέτρα για την καλλιτέρευση της άγρονομίας, για το μέγάλωμα των βιομηχανικών βάσεων, είναι μάταια. Η υπερήφανη δήλωση της κυβερνήσεως ότι θα έπιτύχει την σταθεροποίηση επί τη βάσει των δυναμειών της χώρας της ίδιας χωρίς τη βοήθεια του συμπρωματικού προσφυγικού δανείου — αποδεικνύεται ως άδύνατη από τα ίδια τα πράγματα. Βενιζελικοί και Άντιβενιζελικοί συνενώθηκαν σε ένα έναιο πατριωτικό μέτωπο και δηλώνουν όπως άλλοτε οι μεγιστάνες επί Λουδοβίκου XVI: „Ζήτω ο βασιλεύς, μά δεν πλερώνουμε γρόσο!“

Οι ένωμένοι πατριώτες θα πουλήσουν την άνεξαρτησία, θα πουλήσουν όλα τα αγαθά του έθνους, θα πουλήσουν τον έλληνικό στρατό στο έξωτερικό, θα πολεμήσουν ως νεώτεροι condottieri, για συμφέρον τα αντιελληνικά, μά — δε θα πλερώσουν φόρους. Η κρίση δεν έχει παύσει και ή σταθεροποίηση του κ. Ευταξία δεν ήταν παρά το προίμιο της νέας τούτης οίκομενικής σταθεροποιήσεως που όδηγει προς το μηδέν.

Μελιγος

FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Chestiunea agrară și țărănească în România

I.

Inainte de război

România este o țară agricolă. Populația României este în covârșitoarea ei majoritate rurală. În timp ce la orașe locuiesc 3.085.363 locuitori, la țară trăesc 14.068.569. După calculele recente ale domnului Alimănișteanu (Viitorul din 31 Dec.) se ocupă cu agricultura din populația orașelor-reședință 2%, din cea a orașelor-neresedință 5%, iar din cea a comunelor rurale 90% — asta însumând că în total din 17.153.932 locuitori se ocupă cu agricultura 12.744.960. Comparată cu România dinainte de război România de astăzi continuă deci a fi o țară agricolă, deși ea și-a anexat provinciile (Transilvania, Banatul) mai industrializate decât era Vechiul Regat. Între România de ieri și cea de astăzi stă însă ceea ce oligarhia numește „marea reformă agrară“. Această „revoluție pașnică“ ar fi schimbat, spune ea, fundamental structura României. Această afirmație este răspândită de oligarhia română prin agenții ei și peste hotare. „România a fost înainte de război o țară de mari proprietari; ea a devenit după război o țară de țărani. Latifundiile au fost suprimate; marea proprietate a fost împărțită. Strigătul țăranilor „Noi vrem pământ!, care răsuna în toată țara, a amuțit: dorința lor a fost împlinită.“ În chipul acesta trandafiriu zugrăvește consulul general român Rommenhoeller în cartea-i recent apărută, cu pretenții științifice dar cu dedesubturi de reclamă (La Grande-Roumanie, 634 pag. Martinus Nijhoff, Haga, 1926), „schimbările fundamentale“ aduse de reforma agrară în România. Domnul consul general este, precum se vede, încântat. În realitate însă dumniasa nu face decât să transcrie ceea ce noi din România știm că oligarhia financiară-bancară-feudală repetă, fără a mai fi crezută de cineva, la toate ocaziunile. După oligarhia română (și

după consulul ei general) marea proprietate a dispărut în România și țăranii sunt satisfăcuți, ei au căpătat pământ. Domnul Rommenhoeller mai adaogă că și „constituția proprietății funciare feudale a fost suprimată“. Domnul Rommenhoeller se exprimă aici cam întunecat. Dumniasa pare să înțeleagă „constituția“ proprietății feudale proprietatea latifundiară pur și simplu. Despre raporturile agrare feudale sau mai exact semi-feudale sau neo-feudale însă, despre acele raporturi agrare pe care marea sociolog și economist român, decedatul C. Dobrogeanu-Gherea, le-a cuprins sub denumirea de neo-iobăgie, domnul Rommenhoeller nu spune dacă și ele au fost suprimate. Noi vom încerca să dăm asupra acestor trei chestiuni („dispariția“ mării proprietăți, dispariția foamei de pământ a țăranimei și „suprimarea“ neo-iobăgiei) câteva lămuriri.

România dinainte de război, dintre Dunăre, Prut și Carpați, avea o suprafață de 13 milioane 790.300 hectare. Pământurile cultivabile erau în întindere de 7 milioane 826.796 ha. Aceasta după calculele bazate pe declarațiile latifundiarilor înșiși, cari, se înțelege, aveau interesul să micșoreze suprafețele moșiilor pe cari le declarau și puteau să falsifice realitatea pentru că în România nu exista (și nu există încă) un cadastru în regulă. O altă calculație, refăcută de fostul deputat Boris Stefanoff, astăzi întemnițat, dă pentru pământul cultivabil o suprafață de 8.042.272 ha.

Cum se împărtea suprafața pământului cultivabil între diferitele categorii de proprietari? Iată cum:

2071 latifundiarilor posedau (moșii dela 500 ha. în sus)	2.993.976 ha	sau 38,26%
3314 mari proprietari posedau (moșii dela 100—500 ha.)	816.385 "	" 10,43%
proprietarii între 10—100 ha nu posedau decât	862.800 "	" 11,02%
din restul covârșitor al populației rurale 920.939 țărani posedau ceea ce rămânea	3.153.645 "	" 40,29%

Cu alte cuvinte: dacă luăm deoparte proprietarii dela 100 ha. în sus și de alta cei dela 10 ha. în jos, vedem că 0,64% din proprietari (cei mari) posedau 48,69% din pământul cultivabil, în timp ce peste 95% dintre ei (țăranii) stăpâneau 40,29%.

În celelalte teritorii, anexate după război, situația nu era cu mult deosebită. Raportul între marea proprietate și proprietatea țărănească parcelară era aproape același. Numai proprietatea mijlocie era ceva mai întinsă. În Transilvania 0,5% proprietarii mari posedau (moșii peste 100 ha.) 34,6% din pământul cultivabil; 10,8% proprietarii mijlocii (10—100 ha.) posedau 29,9% din pământ, în timp ce 88,7% de țărani de-abia posedau 35,6% din pământul cultivabil.

În Basarabia situația era următoarea: 0,7% mari proprietari posedau 45% din pământul cultivabil, 24,3% de proprietari mijlocii 30%, în timp ce 74,4% aveau numai 25% din pământ.

În Bucovina 0,4% mari proprietari aveau 60 din pământul cultivabil, 3,32% de proprietari mijlocii 14,6%, iar 96,3% de țărani posedau de-abia 25,3%.

Trebuie să mai adăugăm că pământul de mari proprietari stăpâneau aproape toate pădurile, mai ales în Vechiul-Regat (6.847.000 ha. sau 23,3% din suprafața totală a țării), pășunile (2.921.000 ha. sau 9,9%), livezile (1.854.000 ha. sau 6,3%), — ceea ce face aproape 40% din suprafața țării. Adăugând și pământurile agricole stăpânite de marii proprietari, de cari am vorbit mai sus și cari fac 20% din suprafața țării, atunci vedem că marea proprietate stăpânea mai mult de 60% din întreaga țară, în timp ce țărani nu stăpâneau nici 20%. Restul țării îl constituiau: apele (din cari cea mai mare parte aparțineau dealțelilor tot boerilor), viile, drumurile (și din ele o parte erau ale boerilor), clădirile, etc.

Proprietatea țărănească arătată în statistici ca fiind „până la 10 ha.“, era de fapt parcelară, pitică. Numărul țăranilor având mai mult de 5 ha. era neînsemnat și anume 176.375. Dimpotrivă existau 62.832 țărani cu mai puțin de o jumătate ha. sau 6,7%; 81.039 având între 1/2—1 ha. sau 8,8%; 279.530 între 1—3 ha. sau 30,4% și 321.163 între 3—5 ha. sau 34,9%; adică în total 80,8% țărani proprietari aveau mai puțin de 5 ha. pământ. În schimb marea proprietate era latifund diară. Foarte puțini erau acei boeri cari știau exact întinderea moșiilor lor. Nu rareori ei nici nuși văzuseră moșiile, pe cari le știau doar din auzite, ca despre locuri aflătoare în Africa sau Indii. Familia Cantacuzineștilor avea, zice-se, numai în județul Ialomița aproape 100.000 ha. Intr' un singur județ (Brăila) erau 35 de moșieri cu câte 1.000—3.000 ha., 10 cu câte 3.000—5.000 ha. și 13 cu câte mai mult de 5.000 ha. În total erau în Români-Vechi 771 mari proprietari cu moșii între 1000 și 3000 ha., 112 cu moșii dela 3000—5000 ha. și 66 cu moșii peste 5000 ha. Mulți boeri, din trândăvie sau din incapacitate, arendau moșiile lor. Arendașii ajunseseră să aibă astfel întinderi uriașe în exploatare. Așa frații Fischer concentră în mâinile lor, înainte de 1907 în Moldova, 159.399 ha. pământ arabil și 98.439 ha. păduri. În Muntenia contra-parte arendașilor evrei din Moldova o constituiau arendașii greci.

Economia agrară, condițiunile încari boerii și arendașii își lucrau moșiile, și relațiile dintre ei și țărani, constituiau un monstru cu două capete mistuitoare: feudal-capitalist. Un amestec de tot ce are feudalismul și capitalismul primitiv, prădălnic, mai feroce și infernal. În timpul iobăgiei țăranul avea anumite drepturi asupra pământului și boerul nu era proprietarul absolut al moșiei; el era obligat să lase o parte din pământ țăranului să-l muncească. După „emanciparea“ țăranilor însă la 1864 moșiile fură declarate proprietate absolută a boerilor, țăranul nu mai păstra nici-un drept asupra pământului. Sub capitalism proprietarul dispune liber de proprietatea sa; țăranul român însă nu. Petecile de pământ, pe cari „emanciparea“ i le-a „dăruit“ în schimbul unor bani scumpi, fură declarate inalienabile, țăranul nu putea să le vândă și nu mai putea astfel părăsi satul; el devenise legat de sat, adică de proprietar. Printr'asta țăranul român nu numai ca „proprietar“, dar nici ca muncitor nu mai era liber, fiind silit să-și închirieze brațele singurului cumpărător posibil: boerul sau arendașul din regiune.

Boerii și arendașii își munceau moșiile nu numai cu brațele, ci și cu inventarul țăranilor. Dintr'un total de 516.443 pluguri numai 41.723 aparțineau marilor proprietari, în timp ce celelalte 474.720 erau ale țăranilor. Tot așa și vitele de muncă aparțineau țăranilor din numărul total al cailor numai 4,8% aparțineau marelui proprietar în timp ce 84,8% țăranilor, din acel al vitelor cornute 7,8% boerilor și arendașilor, iar țăranilor 87,8%. Pășunile însă aparțineau boerilor. Țăranii erau astfel legați și dați la cheremul marilor proprietari. Pedesupra petecile de pământ cumpărate de țărani la 1864 erau neindestulătoare pentru a hrăni o familie țărănească. Țăranul era astfel silit să alerge la proprietar după pământ de muncă. Acesta, având pe țăran la discreția sa prin inalienabilitatea petecului țărănesc, prin lipsa de pășune pentru vitele țăranului și prin legea dela 1872, despre care vom vorbi îndată, îi împunea condițiuni de muncă mai rău decât coloniale.

Marele proprietar dădea o anumită întindere de pământ pe un an țăranului, și acesta trebuia în schimb să muncească o altă întindere din moșia proprietarului, începând cu aratul (cu plugul și vitele țăranului) și terminând cu culesul recoltei și căratul ei la magaziele moșierului sau la gara (tot bineînțeles cu carul și cu boii țăranului). Un alt sistem consta în a da o întindere de pământ țăranului, pentru care acesta trebuia să dea moșierului o jumătate sau două treimi din recoltă, cărată deasemenea după indicțiile moșierului adesea 25 km. și mai mult până la gara „apropiată“ și încărcată în vagon.

Țăranul era obligat să gătească mai întâi muncile respective, după sezon, pe moșia proprietarului, și numai după aceea, în timpul ce-i mai rămânea, el putea să se îngrijească și de pământul „său“. Așa se face că pământul țăranului rămânea nelucrat deloc, sau nelucrat la timp și că recolta lui pierdea sau putea pe câmp. O statistică din 1906 pentru Muntenia arată că 30,1% din țărani nu avuseseră decât 47 zile libere pentru ogorul lor, 25% nu avuseseră decât 42 zile libere și 8,5% numai 27 zile în total. În afară de muncile pe cari țăranul trebuia să le deponă pe moșia boerească pentru pământul căpătat în arenda pe un an, el mai trebuia să plătească în munci felurite dreptul de a-și mâna vitele la pășcut pe islazul boeresc. Zile de clacă, angarale și prestații în natură de tot felul erau cu deamănuntul socotite țăranului, precum și dijme și rușfaturi fel-de-fel pe cari el trebuia să le aducă la curte.

Cele mai multe din „invoilele agricole“ erau încheate în iarnă, adică în timpul când țăranul și familia și de aceea țăranul era îndatorat pentru 2—3 ani înainte să muncească pe moșia proprietarului. Dacă încerca să scape de sclăvia asta și-și lua lumea în cap fugind unde nimerca, — lăsând nevastă, copii, vite, unelte, casă și pământ —, atunci pe baza legii dela 1872 el era adus legat de vătășel și de dorobanț îndărăt și silit să împlinească muncile pentru care se invoise la ananghie. Țăranul nu putea să înlocuiască munca pentru care se invoise prin plata datoriei în bani. Articolul 2 al acestei legi de ocaș interzicea țăranului de a părăsi satul său și a se tocmi aiurea, dacă moșierul „lui“ avea nevoie de brațele sale. Și această lege purta numele de „lege pentru ocrotirea muncii“.

Disparut-a oare acest regim agrar monstruos, — acest amestec de ceea ce feudalismul și capitalismul primitiv, prădălnic, aveau mai rău și mai crud, această nouă iobăgie, — prin „marea reformă agrară“ de după război? Vom vedea-o în articolele următoare.

I. Mateescu

Mișcarea dobrogeană

Presa reacționară și șovinistă din România a desfigurat prin calomnii și minciuni mișcarea național-revoluționară în așa măsură și cu atâta perzistență, încât nu numai opinia publică, ci și ziarele care se străduiesc să o reprezinte pe aceasta nu au decât o iconă falsă despre mișcarea dobrogeană. Credem de aceea că nu e de prisos să lămurim opinia publică românească și presa ei democrată prin câteva scurte cuvinte asupra nașterii și dezvoltării mișcării și organizației național-revoluționare dobrogene.

Începuturile mișcării dobrogene datează din 1913, când, după războaiele balcanice, Dobrogea de Sud a trebuit să fie cedată României. Dar această mișcare a căzut aproape dela început sub tutela statului bulgar, care i-a imprimat un caracter de binefacere, de filantropie cu scop principal instalarea refugiaților. În timpul războiului mondial, după ocuparea Dobrogei de către armatele bulgare și ale imperiilor centrale, guvernul Radoslavoff simțind că aspirațiile burgheziei imperialiste bulgare sunt amenințate prin planul unui condominium în Dobrogea, a luat inițiativa convocării congreselor dobrogenee noscute dela Babadag în 1917 și 1918, unde s'au adoptat rezoluții pentru anexarea imediată a întregii Dobrogei la „patriamună“. Tratatul de „pace“ dela Neuilly a dat însă o lovitură catastrofală politicii naționaliste și imperialiste a burgheziei bulgare. Masele populare dobrogene au înțeles atunci că politica de cucerire a burgheziei bulgare este vinovată de nenorocirea adusă de două ori asupra Dobrogei și s'au desprins de sub influența acestei burghezii. În această perioadă a luat ființă mișcarea dobrogeană de stânga în frunte cu doctorul Petre Viceff, care a izbutit să dea o lovitură hotărâtoare dreptei, reprezentată prin Milan Markoff, dr. Ivan Ognia-koff, Anton Burlakoff, Matei Monceff, dr. Teodoroff, Trifon Trifonoff și alții și prin canalul căreia burghezia bulgară își strecură politica ei de cucerire.

La Marele Congres Dobrogean dela Sofia din 21—25 Noembrie 1919 stânga a ieșit complet biruitoare. Congresul a adoptat cu o majoritate zdrobitoare o nouă orientare proclamând pentru întâia oară lozina „Pentru o Dobroge liberă și independentă“. S'a decis independența mișcării dobrogene de orice guvern balcanic și sprijinirea ei pe forțele democratice din Bulgaria și România. Congresul a stat sub înăurirea lozincei Revoluției Ruse: pentru o pace fără anexiuni, pentru dreptul de autodeterminare a popoarelor.

Tratatul dela Neuilly a mai avut însă de urmare că oligarhia română simțindu-și mâinile libere, s'a pus să persecute sistematic populația dobrogeană; și coloane dese de refugiați luară drumul Bulgariei. În chipul acesta s'a pus în fața Organizației Dobrogene marea chestiune a instalării emigraților, a împrietăririi și ajutorării lor de către statul bulgar. Sub presiunea luptei începută în acest sens guvernul agrarian depeatunci fu silit să voteze legea asupra instalării refugiaților dobrogeni și aceea a proprietății funciare de muncă, alocând pentru aplicarea acestor legi 150.000.000 leva. Printr'asta guvernul agrarian a câștigat o mare influență asupra emigrației dobrogene, care a păstrat și până astăzi puternice simpatii pentru Partidul Agrarian.

Trebuie dealtfel spus cu acest prilej că Dobrogea a fost leagănul mișcării țărănești în Bulgaria, ale cărei începuturi se urcă la revolta țăranilor din Duran Kulak și Sabla împotriva dijmei introduse pela 1900 de guvernul Radoslavoff, revoltă înăbușită prin masele teribile. În timpul regimului lui Stambulisky supremația în mișcarea dobrogeană a avut-o stângă. Orientarea hotărâtă de Marele Congres fu aplicată, și congresele al 7-lea dela Esky-Jumaia și al 8-lea dela Plevna le aprobă din nou. Dreapta nu avea nici în Comitetul Executiv și nici în Consiliul Suprem al Organizației Emigrației vre-o influență, tot așa cum nici-o influență nu avea ea nici în masele dobrogene.

După lovitură țankovistă dela 9 Iunie 1923 însă atacuri violente fură dezlănțuite contra mișcării și emigrației dobrogene. Guvernul zgovorist suspendă ajutoarele, datorite prin lege pentru instalarea refugiaților, și suprimă legea asupra proprietății de muncă rurale. Ba el a avut și cinismul de a lua îndărăt pamânturile deja împărțite, redându-le marilor proprietari. Prin teroarea Ligei Militare conducerea organizațiilor emigrațiilor dobrogeni fu dată pe mâna creaturilor țankoviste. Împotriva stângii fu pornită o acțiune de zdrobire. Agentul Ligei Militare în mișcarea dobrogeană era deputatul zgovorist *Nicolai Kiamileff*, loc. colonel de cavalerie. Acesta, împreună cu ziaristul *Matei Bonceff*, primul teorticianul, cestălat executorul hotărârilor dreptei, devenită stăpână pe organizații, au organizat arestările în massă din Martie 1925 printră militanții dobrogeni, au sfășiat hotărârile Marelui Congres dela Tarnova (al 9-lea), au exclus pe reprezentanții de samă ai stângii, au organizat arestarea și internarea în massă din August a dobrogenilor și însfrișit au asasinat pe eroul legendar al mișcării revoluționare dobrogene *Docio Mihailoff* și pe cei trei tovarăși ai săi.

După arestările din Martie 1925 dreapta a prefăcut Organizația

Revoluționară Interioară Dobrogeană (ORID) într'un organ al bandelor negre ale generalului Ruseff pentru lupta împotriva poporului bulgar și a stigmatizat-o ca o organizație de tâlhari vulgari și de asasini.

Dar măștile agenților puterii sângeroase a Zgovorului au fost sfârșiate și zmulse. Emigrația dobrogeană s'a trezit; ea a rupt cu Comitetul Executiv uzurpator, care a fost apoi silit să suspende și apariția ziarului său *Dobrogea*. Din 59 de secțiuni al Organizației Emigrației au mai rămas doar câteva răzlete cu el. Dr. Viceff și-a dat demisia din demnitatea de vice-președinte și a cerut convocarea Consiliului Superior. Consiliul a ridicat, fără a putea fi desmintit, acuzația de crimă contra Comitetului Executiv zgovorist, și în ședințele sale din 12 și 13 Septembrie 1926 a decis convocarea unu congres extraordinar cel mai târziu pentru Noembrie. În acelaș timp Consiliul Superior a decis lichidarea ORID-ului. Această deciziune a fost publicată și în presă și adusă la cunoștiința organizațiilor printr'o circulară specială, invitând secțiunile a nu mai da nici-un sprijin și ascultare ORID-ului. Până acuma însă Comitetul Executiv nu a convocat congresul extraordinar.

Doctorul Viceff, teoreticianul stângii, publică acuma ziarul *Scobodna Dobrogea* (Dobrogea Liberă), care a fost primit cu entuziasm de emigrație pentru că e cuvântătorul adevărat și sincer al intereselor vitale ale poporului dobrogean. El stă pe baza directivei Marelui Congres Dobrogean luptând cu curaj pentru independența mișcării dobrogene și contra creaturilor fascismului balcanic.

Activitatea aceasta a stângii nu convine dreptei, care plănuește o spargere în mișcării, pentru a ușura zdrobirea ei. Stanga are datorita de a strânge în jurul ei masele dobrogene pentru a lupta contra dreptei și a mașinațiilor ei.

Dobrugiansky

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА
О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Шарл Бодуен

Француз, Шарл Бодуен рођен је 1893 г., 1915 г. напушта војску и прелази у Швајцарску где предаје на женевском универзитету и на институту Ж. Ж. Русоа. Познат је у иностранству по својим психолошким и философским делима: «Огледи из психо-анализе», «Психологија сугестије», «Снага у нама», која су преведена на више језика. За време рата ступа у везу у Швајцарској са Ромен Роланом и још неким француским и страним писцима, који су сваки на свој начин водили борбу за слободу духа. 1916 г. оснива Бодуен заједно са Епри Митне-ом и Александром Мере-ом ревију «Le Cernel» око кога се окупише неколико слободних духова из разних ратујућих земаља. Од тога доба он се стално интересује међународним питањима.

У лето 1924 г. он је један од покретача за основање Међународног Института за Психологију и Психотерапију, који би скупио све лекаре, философе и учитеље из свију земаља на студирању и примене у дело модерне психологије у живот и на терапију. По његовом мишљењу, политика је до сада била чист емпиризам; она мора постати као и медицина, примењена наука; социолошки прогрес и онај из психологије и психо-анализе позвани су да припреме њен основни недостатак.

Захваљујем «Балканској Федерацији» на труду и на анкети која је мени упућена.

Нажалост познајем мало ситуацију у њеним појединостима, али чини ми се да ћу по своме здравом разуму да дам свој суд у главним потезима. Свуда где суседују многобројне народности, подељене на расу, језик, веру и број, изложене су

сталним непријатностима, претњама и сукобима, угњетавања и насиља. А то важи нарочито за Балкан од увек. Али с обзиром да се обруч интернационалне солидарности све више стеже, балканско је питање постало — европско, балканска опасност европска — светска.

Зар није довољна лекција од 1914 г.?

Али, право и искуство показују да су у случају као што је питање Балкана, методи традиционалне политике немоћне. Већ средином прошлог века, око епохе кримског рата, крстио је, проналазач једне игре неизбежног стрљења своје находче «оријенталним питањем», и оно је у толико тачно за оно доба, у колико је синоним нерастворљив састав. А затим?

Питање збиља нерешиво за разуздану и рутинирану дипломатију, збиља у таквом положају нема друго излаза до федерације. Аустро-угарско груписање пре 1914 г. тренутно је слична на аналогну ситуацију, ја познајем нимало реакционарне људе који жале оно стање. Али је аустро-угарска групација на једном застарелом принципу династичке уније. Зато није била способна за живот. У овом случају јесте потребна права федерација а никако династичка или дипломатска комбинација. Слажем се потпуно са мојим земљаком Рене Арпо-м, да Балканска Федерација или било која Локарна Федерација треба да служи као стапа ка једној Европској Федерацији. Старом свету недостаје смелости; он се плаши најмањег левицарства. Он хоће да меље тамо где треба стварати ново, и тамо лежи неопростива заблуда версаљског уговора. За стварање новог, потребни су људи, карактери и смелост. То је јелте, што нам недостаје. Имајмо на уму да је ова ретка ствар — карактер камен општрица свих конструкција.

Шарл Бодуен

Потреба револуционарног блока потлачених народа и националних мањина на Балкану — против реакционарних балканских властодржаца?

Данашњи балкански властодршци у лицу једног Узун-вића, Љанчева, Авереска, Кондилиса и Ахмед бег Зогуа врше у појединим балканским државама двоструки злочин према широким радним масама 1. као представници домаћег милитаризма, империјализма и крупне буржоазија и 2. као експоненти појединих западних империјалистичких сила.

Овоме треба додати и специјалну империјалистичку и потлачивачку политику, како у социјалном тако и у културном погледу појединих балканских властодржаца, нарочито румунских и великосрпских према националним мањинама и нерспским и нерумунским народима. У првом реду треба истаћи у монархији С. Х. С.: Македонце, Хрвате, Словенце, Црногорце, Турке, Мацаре и Немце; у Румунији: Русине, Украинце, Бугаре, Мацаре и Немце, који су настањени у компактним масама у Буковини, Бесарабији, Добруци, Седмоградској и у Ванату; затим Македонце у данашњој северној Грчкој и Македонце и Добручане емигранте у Бугарској. Када се говори о социјалној и политичкој реакцији ових балканских делата, првенствено је треба видети у својој примени на **широке радне масе** именованих потлачених народа.

Поседничке класе именованих националних мањина нерспске и нерумунске народности осећају такође донекле тај **притисак**, у колико се нису **стопиле са** владајућим хегемонистичким режима. Наглашавамо то само «донекле», јер је неупоредив однос положаја хрватског или мацарског сиромашног сељака и радника према хрватском банкарцу или мацарском магнату у Седмоградској.

У целини узевши, њихове грађанске и малограђанске партије воде у колико оне постоје извесну борбу, показују нешто отпорности, али у **главном** у колико се то тиче **њихових сопствених интереса** са претежно **класног** гледишта. Виталне интересе широких маса које су под њиховим утицајем, оне сматрају од секундарне важности и воде о њима рачуна само у колико им је **потребна** подршка у истим масама за личне, класне циљеве.

То је и разумљиво и природно, што у осталом лежи у њиховом бићу. Од њих се и не може очекивати нека оштра и револуционарна опозиција и борба. Најефикаснији доказ о томе пружају нам, да узмено монархију С. Х. С. за пример: Радић, Коршош, Дрљевић, вође Џемијета и остали. Ове су партије прогутале монархистички поредак и републиканску реакционарност у Грчкој и Албанији; прогутале су фамозни видовдански устав и разне законе о заштити државе и обзване у Румунији, Бугарској и монархији С. Х. С. и ако су они били упорени прво, против револуционарног врења пролетаријата, а друго против потлачених народа у дотичним државама.

Али, да би донекле показале пред широким масама да они збиља нешто раде, па чак и у међународном маштабу, извесни представници и наших балканских мањина одлазе на II конгрес националних мањина који је одржан у августу прошле године у Женеви, пред лице империјалистичког Друштва Народа.

Епигони великих империјалистичких сила који седе у Лиги Народа позвали су представнике мањина у Женеву да под њиховим надзором заједнички решавају горућа питања њихове уже отаџбине. Владајуће буржоазије и Лига Народа финансираше су овај конгрес јер им је он потребан ради изглађивања извесних спорних питања, о којима је повела рачуна (!) и сама Лига Народа. Резултати конгреса своде се на резолуције у којима се захтева: културна аутономија, питање поштовања језика и што је најважније, питање државноправности и гарантовање приватне својине!!!

У овом се случају једино ради о мацарским велепоседницима у Ердељу (узимано као пример само Балкан) и Војводини чији су поседи потпуно делимично под «аграрну реформу» румунских и великосрпских властодржаца. Како видимо и на међународном форуму доноси се слични, за широке радне масе потпуно безначајни и анемични захтеви.

* * *

У међувремену док се све ово дешава, реакција на Балкану примењује, без обзира на све конгресе и Лиге Народа све **оштрије** мере на народне мањине.

Прецуни казамати у Бесарабији, Ердељу, Добруци и Македонији сводоче најјасније којим се методама васпитавају потлачене нације на поштовање милитаристичке-капиталистичке и велепоседничке олигархије. Страховити порески терети и полицијски терор крваво гуше огромне масе потлачених народа, док међу македонским и добручанским емигрантима у Бугарској коси немаштина и глад и поред великог енглеског зајма Бугарској, који ће отићи за издржавање и наоружавање војске и фашистичких банди и припремање новог грађанског рата, када се младно робље буде понова дигло противу својих угњетача. На целој линији опажа се све значајнији обруч балканске реакције, **јединствене** у питању угњетавања обесправљених радних маса свију балканску народности. На томе терену балканске се властодршци неће побијати, напротив, помажу се најесвердније, када је у питању, како и на који начин што крволочније и са више бола уништити један живот. Рекли смо да је јединствена веза балканске реакције успостављена — јели томе насуспрот **могућа јединствена веза свих потлачених народа на Балкану?** На којој основи?

Изнећемо неке основне додирне тачке, које несумњиво задиру дубоко у интересе и борбу свих потлачених народа и мањина. 1. Балкански империјализам и милитаризам — био он под монархистичком или републиканском маском. 2. Великоерпски и великорумунски хегемонизам румунске и ерпске владајуће буржоазије. 3. Денационализаторска политика упорена против извесних потлачених народа од стране хегемонистичке владајуће класе. 4. Крвав терор и реакција као одговор на тежњу потлачених народа за самоопредељењем и националну независност (Црна Гора, Македонија, Бесарабија, Хрватска и т. д.). Тешки порески намети који гуше економски живот потлачених радних маса. 5. Припрема за нове ратове на Балкану и систематско организовање и наоружавање фашистичких банди против потлачених народа и пролетаријата. 6. Имп. мировни уговори.

Ово би биле у главном тачке које говоре за један **јединствени борбени блок** свих потлачених народа и националних мањина на Балкану и циљу заједничког **обарања** реакције и балканског милитаризма.

Ономе горњем насуспрот истачи: 1. Обарање свих реакционарно-монархистичких и милитаристичких режима. 2. Гарантовање слободе културног развика у најпунвијем смислу. 3. Организовати најодлучнију борбу за националну независност и самоопредељење до одцепљења. 4. За прогресивно опорезивање, потпуно национализацију великог поседа и ерстава за производњу т. ј. аграрне реформе без одштете. 5. Против нових ратова и фашистичког терора; за савез са варошким и сеоским пролетаријатом. 6. За поништење мировних империјалистичких уговора о миру и признање Совјетске Уније. 7. За слободну федерацију балканских народа.

Ово су борбене пароле, разуме се још непотпуне око којих би се могле окупити радне масе потлачених народа и мањина на Балкану преко својих већ постојећих борбених организација и нових које би се створиле. Место водуњавог и малокрвног женевског програма националних мањина, реалан и **револуционаран** јединствени фронт кроз јединствену и моћну организацију потлачених народа на Балкану. На томе путу не треба оклевати јер је дванаести час. Буде ли се предано пришло томе раду, неће заостати ни успех. Балканска реакција би била прегажена и триумф би наш био.

П. Карић

Потлачени сиромашни сељаци, радници и грађани!
читајте, растурајте и вршите пропаганду

за

„БАЛКАНСКУ ФЕДЕРАЦИЈУ“

Орган народних мањина и потлачених народа Балкана

تورك واجنبى لسانلرنده انتشار ايدن بر چوق مقاله لرندن ماعدا باشليجه اثرلى: "توركا واجتماعى انقلاب" نام كتابيله قارل ماركس وئنه نكه لسك مشهور "قومونىست مانيفه ستي" نك تور كچه ترجمه سيدر.

سياحتده بولنديغى بر صره ده، قومونىست عقيدله رينى نشر وتعميم ايتك اتهايميله، يكرمى بش قدر مجاهد رفيقلى ميانده استقلال محكمه سى طرفندن اون بش سنه كورهك جزاسنه محكوم ايدلدى.

ايدلش بولسون . بز اختلاجير، اك باشده، بويله بر ظالملر اتفاقنه قارشى مجادله به كيريشه جكدك .

بو ماهيته بر سياسى تشكك، يالكز حاكم صنفاره، ايش قوتى، انصاف نه در دوشونمكسز ين استشار ايتك امكانلرينى بخش ايتكله قالمايوب، نه مپرياليست دولتلر لنده، استقلال املايله چرپينان شرق قريپ ملتلرينى ظلم واسارت آلتنده طومغه يارايان مؤثر بر آلت يرينه كچه جكي اباتدن مستغنى بر حقيقتدر .

ديك اوليور، كه ايسته نيلن شينك اساسى نه دن عبارت اولديغى ومحتواسى نه اولماسى لازم كلديكىن آچيجه تصریح ايتمكسز ين بر فده راسيوندن بحث ايتك، علافه دار خلقك تهلكه لى بر خياله قاييماسنه سبييت ويرمكدن باشقه بر نتيجه ويره مز .

اعتقاد بجه، له نينك، وقتيله اورته يه آيلمش اولان "آوروپا دول متده سى" شعارى حقنده ايلرى يه سوردىكي مطالعاتى بالقان شبه جزيره سنه تطبيق صورتيله آتق موضوع بحث مسئله يه دوغرو بر صورت حل بولوق قابلدن . بين المللى مالى سرمايه نك اورتاقلى وقوميسيونجىلى اولان بويوك صنايع وتجاره بورژوازي سنك وواسع اراضى وچفتلك صاحبلىنك حاكيتى آلتنده بر بالقان فده راسيون هم امكانسز هم ده رد ايدلكه لايق بر شيدر . منفعتپرست رهبرلك بر برى اوزرينه صالديرديغى بو قارداش ملتلك سعادتى كافل اوله بيله جك يكانه تشكك "بالقان سوسىاليست جمهوريتى فده راسيوندر" .

بوزاويه آلتنده مسئله، بو بدخت مملكتلى قانه بولايان ملتير آره سنده كى مجادله لرى صنف مجادله لرينه قلب ايتك وصوبولانلرك صويانلر اوزرينه غلبه سنى تامين ايتك مسئله سنه ارجاع ايدلش اوليور . منفعت پيشنده قوشان بر آووح صويغونجىنك طوميق بيلز حرص وطبعنى تسكين اچين خاطره سى غايب اولش زمانلردن برى تروقان دوكن شهرلى وكويلو چاليشقان خلق طرفندن اقتدارك اله كچرلسى، عمله وكويلو ديققا اوراسى، يالكز وبالكز بو، بالقان مملكتلى سوسىاليست جمهوريتلرينك فده راسيونى امكان داخلنه صوقاييلير . آنجق پروله تاريا انقلابى پيشدار پاريتلى كويلولك اوزرنده نفوذ قازانمغه موفق اولدقلى نسبتده آوه دغه طوغرى يول آلمش اوله جغز . چونكه هر كسك بيلديكى كپى بالقانلرده اهاليسنك قاهره اكثرىتى كويلولر تشكك ايدرلر . بونره حلول ايتمكسز ين انقلابى باشارمق قدرتى حازر بر كتله تشكيلاتى حالنه كلك محقق بونلرك اعتماد ومظاهرتى قازانمغه متوقفدر .

مقدراتلى نه مپرياليست سرمايه نك امرينه منقاد بر كوچك اصحاب املاك ومتههد چته سنك منفعتلرینه باغلى قالدیغى مدتجه، بالقانلرك مظلوم ملتلى اچين قوربولوش يوقدر .

دوقور شفيق حسنى

بالقان فده راسيونى آنكه تنه جواب

صوك اون بش سنه نك قانلى مجادله لرى نتيجه سى، بالقانلرده تحدث ايدن جغرافى وسياسى ديكشيكلكلردن هچ بريسى، بالقان ملتلرينك درين سفالتي، جزئى اولسون، تخفيف ايتش دكلدر . نه مپرياليست رقابت دالاوره لرينى، چاليشقان كتله لك آرقه سننده صاقلایه رق، ساخته بر وقار ايله مداخله زده بولونان دول معظمه اچين . . . وبو كتله ره اضطرارلرينك حقيقى اقتصادى سيليرينى اونويدنر - مقده منفعتد اراولان بوتون يرلى زمهره ل اچين، تورك استبدادى، مقصده غايت اويغون بر معذرت تشكك ايدىوردى . (۱۹۱۲) سنه - سنده حدود سز اشهارله قيورانان بالقانلرك بورژوا حكومتكلرى - اطاعتلى اولدقلى نه مپرياليزمك بر اشاريله - ضداملرلرينك چاربيشماسنه قيصر بر فاصله ويره رك، بر بلوق تشككينه موفق اولديلر . وبو بلوق، حاضر قسز ياقالديغى توركلرى شرقى تراكانك اوته سنه قدر پوسكورتدى، مليتپرورلكلى صنعى بر طرزده فيشقىرلىق صورتيله مجادله يه سوق ايدلين بو ظلمه معروض يوقسول كتله لرك، تركلك جكمه سى اوزرينه ايلك دفعه اوله رق كوزلرينى درت اچديلر، ارتق ترك ژاندارمه سى باشلرنده يوقدى . فقط بلغار، ترك، يونان، صرب كويلو سورولى هر زماندن بدتر بر صويغونه تابع طوتيليوردى . وملى رقابله رازالاجغه آرتمشدى .

جهان حربى نتيجه سنده امضالانان صلح معاهده لرى ملتلك كندى مقدراتلرينه حاكم اولمالرى عمده سنى كاپى بر حياسزلقه آياقلىر آلتنده چكده ديلر . بوكي جبر وشدت تطامى آلتنده موجود نجيع وضعيت صلاحه يوز طومقدن قطع نظر، تحمل ايدليه جك بر درجه يى، بو درجه يى بولدى، بوكون ايمپرياليزم اوشاقلرينك وجلادلرينك اداره سى آلتنده، بالقانلر، هرملته منسوب مظلوم خلق كتله لرى اچين بر جهنم، بر مقتل حالى آلتدرلر .

وهله اولاده بر "بالقان فده راسيونى" بو قارداش ملتلى اچينده طيقانوب قالمش اولدقلى چيتمازدن قورناروب، تام بر قوربولوش يولنه ايصال ايدله جك يكانه چاره كپى كلير . فى الحقيقه، پره نسيب اعتباريله بو تكليفه قارشى ياييله جق هچ بر اعتراض يوقدر . حال حاضرده بو مملكتلرده حكومت ايدن قاچيست دولت اداملىرى بيله، بعض قيود وشروط داخلنده، بو صورت حله ياناشه بيليرلر .

فقط مسئله يى بو قدر عمومى ومجرد بر طرزده وضع ايتك عبث بر حركت اولور، بدهته قارشى فرض ايدله م، كه سرمايه دارلىق نظامنك اجتناب ايدلر بر نتيجه سى اولان ضديتلر بر آن اچين ازاله ايدلش اولسون، وآوه ره سقورلك، اوزونوويچلرك، لياچيه فلرك، پانغالوسلرك ويا بو عيارده بورژوا قودومالرينك حمايه ورياستلىرى آلتنده انجوبة خلقت بر فده راسيون وجوده كه تيرمك امكانى حاصل

بالقان فده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر

بالقان اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعه سيدر

بالموم بالقان لسانلرنده يازيلمقده در

بالقان فده راسيونى دائر تحقيقا تمز

د وقتور شفيع حسنى

لسانده برنجى مارقيست مجموعه اولان „قورتولوش“ نشر ايتكه باشلامشدر. قورتولوش مجموعه سنك قاپانماسى اوزرينه ۱۹۲۱ ده، توركا عملة حركتنده بش سنه متماديا غايت درين برتاثير اجرا ايتش اولان „ايدىلق“ اسمنده كى قومونست مجموعه سى اطرافنده مجادله سنه دوام، ۱۹۲۲ ده ده قومونست تمايلده كى „وظيفة“ غز نه سنك سر محررلكنى درعهده ايدىيور. نهايت ۱۹۲۴ ده „اوراق چكيج“ نامى آلتنده از زمان ظرفنده بويوك بر شهرت قازانان هفته لى عملة غز نه سنى چيقارمغه قويليور. ۱۹۲۵ مارتنده تقرير سكون قانونك وضعى اوزرينه، بر اجرا و وكيللرى قراريله، بوتون اختلالى نشرىات تعطيل ايدلدى. و بر مدت صوكراده، كنديسى آروپا ده

۱۸۹۰ سنه سنده سلانكده دوغمشدر. ترك ملتندندر. ۱۹۰۰-۱۹۱۲ سنه لرنى فرانسه ده كچر مشدر، پارس دار الفنونك دوكتور عنوانى حازدر، هنوز اون بش ياشنده ايكن ۱۹۰۵ روس اختلالى وسيله سيله بين الملل عملة حركتيله علاقه دار اولمغه باشلامش، و پارسده تحصيلى اثناسنده، متحد سوسيا ليست پارتيسنك فعاليتنى ياقيندن تعقيب ايتمشدر. توركيابه عودت ايدر ايتز، اولا بالقان حرى، صوكره حرب عموى دولاييسيله سفر بر ايدلمش، ۱۹۱۹ ده ترخيص ايدلدى كد نصكره در كه سياسى فعاليتنه آتمق امكاننى بولاييشدر. بو سنه نك ايلك بهارنده، سوسيا ليست تلقيله قازانلمش بعض آرقداش ليله مشركا „توركا ايشي و چقجى سوسيا ليست فرقه سنى“ تاسيس ايتش و غينى زمانده تورك

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1125-1134)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

W. Douchan A. Dretzoun

T. H. Wintringham

I. Mateescu: La question agraire et paysanne en Roumanie — I.

A. Devolli: Les voyages à Rome des Baronnets, Comtes et Beys, et les peuples balkaniques

Les Nationalistes Albanais protestent contre le Pacte de Tirana

A. Zogou et le pacte italo-albanais

Dobroudjansky: Le mouvement dobroudjanais. Le mouvement révolutionnaire, P. O. R. I. D. et le protoguérovisme en elle

P. Karitch: Les nécessités de la formation d'un bloc révolutionnaire des peuples opprimés et des minorités nationales dans les Balkans contre les gouvernants balkaniques réactionnaires

Proclamation du Club Fédéraliste des Etudiants Monténégrins

Melingos: « Modération évangélique » en Grèce

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1135-1136)

Costa Novakovič: Die mazedonische Frage. Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!

Joško Cotić: Slowenien am Scheidewege

Texte albanais (1137-1139)

Enquêt-a e jonë permbi Federacionin Balkanik

Ben Tillet

Drapni: Ballkani fuçi baruti dhe Shqipnia xixa e saj

S. Malira: Protestat e popullit shqyptar kundra protektorates italiane

Texte bulgare (1140-1144)

G. Kazanovski: Предстоящите законодателни избори, правителството Ляпчев и опозицията в България

Добруджански: Добруджанското движение. Разслоение вред добруджанското население. Поуките от В. Д. Р. О. и обособяване на революционното движение — Д. Р. О.

Гидиков: Предателите в добруджанското движение

Пол Луи: Новите комбинации и балканският мир

Н. Б. Кандиев: Погрома над макед. революционерите в 1924 г. в петричко и убиството на Т. Александров

Texte croate (1144-1145)

Joško Cotić: Slovenia na raskršću

Texte grec (1145-1147)

Ἡ ἔρευνά μας ἀνάμεσα στους πολιτικούς και λογογράφους τῆς Εὐρώπης περὶ τῆς Βαλκανικῆς Ὁμοσπονδίας

Μπέν Τίλλετ

Ἐδουάρδους Δοφοῦ

Μελιγκος: Ἡ σημερινὴ κρίση στὴν Ἑλλάδα

Texte roumain (1147-1149)

I. Mateescu: Chestiunea agrară și țărănească în România

Dobrujansky: Mișcarea dobrogeană

Texte serbe (1149-1150)

Шарл Бодуен

П. Карич: Потреба револуционарног блока потлачених народа и националних мањина на Балкану — против реакционарних балканских властодржаца?

Texte ture (1151-1152)

بالقان فده راسيونى دائر تحقيقا تمز: دوكتور شفيع حسنى